

Le coup d'éclat de M. Pérès

M. Pérès a tenu parole. En obéissant à la direction du gouvernement, en octobre dernier, à son rival de droite, M. Itzhak Shamir, pour occuper le portefeuille des affaires étrangères, le dirigeant travailliste avait assuré qu'il entendait vraiment conduire la diplomatie d'Israël et poursuivre la recherche de la paix dans la région. Il vient de le faire avec éclat, à l'occasion d'une visite officielle au Caire. Celle-ci s'est soldée, vendredi 27 février, par la publication d'un communiqué commun israélo-égyptien appelant à la tenue cette année d'une conférence internationale sur la paix « conduisant à des négociations directes entre toutes les parties concernées sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies ».

C'est la première fois qu'Israël se prononce ainsi en faveur d'une telle conférence. Or, pour le parti de M. Shamir (le Likoud), le sujet est tabou, à plus d'un titre : parce que cette conférence réintroduirait l'URSS sur la scène proche-orientale, et parce que les résolutions 242 et 338 stipulent que la paix ne se fera qu'en échange de « de » ou « des » territoires occupés par l'État hébreu, ce dont le Likoud, partisan inconditionnel du Grand Israël, ne veut pas entendre parler.

Pour M. Shamir, la provocation ne fait pas de doute, d'autant qu'il avait expressément prévenu M. Pérès qu'il n'était nullement mandaté pour engager le gouvernement dans tel ou tel processus de paix.

Le communiqué du Caire risque-t-il de sonner le glas d'un gouvernement d'union nationale (Likoud-travailliste) au pouvoir depuis plus de deux ans et demi ? Rien n'est moins sûr. Dans un camp comme dans l'autre, on redoute l'épreuve des élections, et M. Shamir s'est jusqu'à présent refusé à commentarier à chaud le voyage de son ministre des affaires étrangères en Égypte.

Une chose en revanche est certaine : les Israéliens ont conscience que la paix avec les pays arabes et le règlement de la question palestinienne sont désormais au cœur du débat politique. Et M. Pérès a sans doute marqué un point, isolant encore un peu plus le Likoud dans son opposition à cette conférence, qui rallie de plus en plus de suffrages sur la scène internationale.

Les États-Unis ont « applaudi » au communiqué du Caire, et rappelé, par la voix du porte-parole du département d'État, que s'ils estimaient que seules des négociations directes entre Israël et ses voisins arabes pouvaient conduire à la paix, il convenait aussi que tous les moyens de parvenir à ces négociations devaient être examinés, y compris une conférence internationale. L'URSS ne peut qu'acquiescer à une formule qu'elle a toujours défendue et que les Douze de la CEE viennent à leur tour d'approuver.

Il reste que le communiqué du Caire laisse bien des points en suspens : Moscou peut-il participer à une telle conférence sans avoir d'abord renoué ses relations avec Israël ? Qui représentera les Palestiniens dans les négociations ? Autant de questions qui font encore douter que 1987 sera l'année de la paix, comme le souhaitent M. Pérès et le président Moubarak.

Malgré le réquisitoire mesuré de l'avocat général

Georges Ibrahim Abdallah a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité

Georges Ibrahim Abdallah a été condamné, samedi matin 28 février, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'assises spéciale, composée uniquement de magistrats. Elle a répondu « oui » aux trois questions posées, estimant que l'accusé était complice des assassinats de Yacov Barsimantov et de Charles Ray et de la tentative d'assassinat contre Robert Homme, et lui a refusé les circonstances atténuantes. Ce verdict —

contre lequel M. Jacques Vergès a annoncé qu'il ne se pourvoierait pas en cassation — va à l'encontre des réquisitions de l'avocat général, M. Pierre Baechlin, qui, la veille, avait « conjuré » la cour de s'en tenir à une peine « qui ne soit pas supérieure à dix ans ». « Toute condamnation sévère transformerait la France en otage », avait-il ajouté, son réquisitoire paraissant confirmer la volonté du

gouvernement de permettre une libération d'Abdallah afin d'éviter une nouvelle vague d'attentats. La condamnation à la réclusion criminelle à vie de Georges Ibrahim Abdallah entraîne le maintien en détention pour au moins quinze ans, en application du code de procédure pénale, sauf si M. François Mitterrand se décidait à lui accorder une grâce présidentielle.

Un sursaut d'honneur

par Daniel Vernet

La procureur Baechlin a expliqué la substance de son étonnant réquisitoire par les informations recueillies, de toute évidence, dans les milieux gouvernementaux, au cours des derniers jours. La cour d'assises spéciale composée uniquement de magistrats professionnels, censée être moins sensible qu'un jury

populaire aux menaces terroristes, ne l'a pas suivi dans son raisonnement qui, dans sa cruauté, semblait résumer la position du gouvernement : Georges Ibrahim Abdallah doit être condamné à une peine suffisamment légère pour qu'il puisse être libéré rapidement afin d'éviter à la France une nouvelle vague d'attentats terroristes.

S'agissait-il d'honorer la « parole donnée » par un ministre socialiste contre la libération de Gilles Sidney Peyroles en 1985, de se conformer à un « accord » passé à l'automne dernier pour obtenir une trêve dans les attentats qui ensanglantaient Paris, ou plus simplement d'en prévenir d'autres, la France achetait le calme avec un déni de justice.

Le calme payé de ce prix risquait de se révéler illusoire. Si Georges Ibrahim Abdallah avait dû être rapidement élargi, quelle crédibilité auraient eu désormais les affirmations péremptoires de fermeté ? La conclusion aurait été que les terroristes sont encore moins dangereux en liberté que dans les prisons d'un État démocratique et que le zèle policier à vouloir les arrêter est plus gênant que rassurant dans la

mesure où la justice est défaillante ou impossible. Quelle menace aurait pesé alors sur les terroristes, aux arrières assurés, tentés d'opérer en France parce que, comme le disaient avec cynisme ses gèdiers à Peyroles, « C'est plus facile » ?

Quels qu'aient été les souhaits du gouvernement, les magistrats ont apporté une preuve de leur indépendance et délivré un message qui, en ces temps de cynisme, a quelque chose de réconfortant : la justice est au-delà de la raison d'État. Il reste à souhaiter que ce ne soit pas un simple sursaut d'honneur qu'une nouvelle vague d'attentats terroristes suivie d'une grâce présidentielle pour Abdallah réduirait à un effet de manche.

LIRE PAGES 6 et 7

Le compte rendu d'audience

par JEAN-MARC THÉOLLETRE

« Condamnez-le pour la forme, sinon... »

par BERTRAND LE GENDRE

La tentation du sanctuaire

par EDWY PLENEL

Le projet de transfert de la capitale argentine

A la conquête de la Patagonie...

BUENOS-AIRES
de notre correspondante

Il ne manque plus que l'approbation des parlementaires — qui serait imminente — pour que le grand dessein du président argentin Raul Alfonsín se réalise : « transférer la capitale vers le sud, vers la mer, vers le froid, pour développer la Patagonie ».

Le chef de l'État a déjà pu consulter les projets de plans de la nouvelle capitale qui doit être installée dans l'agglomération Viedma-Carmen de Patagonie, à un millier de kilomètres au sud de Buenos-Aires. Les travaux devraient commencer cette année.

S'appellera-t-elle San-Martín ou Cruz-del-Sur ou encore Carmen-del-Sur ? Il reste un peu moins de trois ans aux législateurs pour se mettre d'accord. Car en décembre 1989, le président à préavis de prendre sa valise et de refaire le trajet historique de ses illustres prédécesseurs, Don Francisco de Viedma, un conquistador espagnol fondateur en 1779 de la ville qui devrait accueillir la future capitale, et le général Julio Argentino Roca, qui, un siècle plus tard, dirigea l'histoire « campagne du désert » qui liquida les dernières traces de résistance indigène.

Cette fois-ci ce ne sera plus à la tête d'une armée mais entouré de son gouvernement et de ses fonctionnaires que M. Alfonsín partira à la conquête du désert... et de la gloire. « Un président ne passe pas à la postérité seulement pour avoir éliminé l'inflation », aurait-il dit. Ce n'est pas la première fois que l'idée surgit de déplacer la capitale. C'est même dès sa naissance que Buenos-Aires a été contestée.

Principal centre de commerce de la viande et des céréales — les deux mamelles de l'Argentine — grâce à son port, le plus important

du pays, elle concentrait déjà à l'excès toute la vie économique et politique de l'Argentine au détriment des régions délaissées du Nord tropical et du Sud antarctique. Ce déséquilibre n'a fait que s'accroître avec le temps. Aujourd'hui, avec ses six millions d'habitants, soit un tiers de la population, Buenos-Aires rassemble tous les inconvénients des mégapoles : problèmes de circulation, de pollution, de logement, de délinquance et toujours une concentration économique absurde et le poids d'un appareil administratif pléthorique et inefficace.

Alors qu'à 1000 kilomètres de là, à la frontière sud de la province de Buenos-Aires, commence le « paradoxe patagonien » : 800 000 kilomètres carrés (une fois et demi la France), soit un tiers du territoire national, de plus en plus dépeuplé à mesure qu'on avance vers la Terre de Feu, vers le bout du monde. En Patagonie, il y a en moyenne 1,2 habitant au kilomètre carré.

Un jour de février 1986, le président Alfonsín a remis sur le

tapis cette idée qui lui tient à cœur depuis toujours : décentraliser le pays. Non seulement pour commencer à l'industrialiser sérieusement tout en renforçant le fédéralisme, non seulement pour mener à bien sa réforme constitutionnelle qui passe par l'assainissement et la réduction de l'appareil administratif, mais aussi pour consolider la démocratie. Car il a constaté que la concentration des pouvoirs économiques et politiques a toujours été dans l'histoire argentine synonyme d'autoritarisme. Il veut, au contraire, rapprocher géographiquement le pouvoir du peuple pour qu'il y ait accès, qu'il le contrôle vraiment.

Et aux sceptiques alarmés par le coût d'un tel projet à un moment où le pays vit la crise économique la plus grave de son histoire, il répond que « les grands projets naissent justement pendant les crises, parce que quand tout va bien on ne songe pas à changer quoi que ce soit ».

CATHERINE DERIVERY.
(Lire la suite page 3.)

Aboutissement d'une longue querelle

FR3 Corse « normalisée »

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Du plafond de la salle de rédaction pendent, en guirlandes, les pétitions de soutien. Toutes les heures, quelqu'un risque sa vie pour monter sur une mauvaise échelle accrocher les dernières feuilles arrivées de Propriano ou de Corti. Lugubres et abattus, les journalistes de FR 3 ont cessé de commenter entre eux ce record désormais inutile : dix mille signatures dans l'île contre la mutation du rédacteur en chef de la station, M. Sanpiero Sanguinetti. Nul ne songe même plus à plaisanter sur le nom de son successeur, M. Yves Rambaud, attendu lundi 2 mars, et abondamment caricaturé sous les traits du super-héros américain sur tous les murs de la station.

L'amerlume qui règne ici est à la mesure du soulagement, plus ou moins discret, qui a envahi bon nombre de bureaux officiels d'Ajaccio et de Bastia. Car, même si la présidence de FR 3 se refuse

obstinément à le reconnaître publiquement, c'est avant tout un concert de critiques et de récriminations venues de l'île qui a eu raison de M. Sanpiero Sanguinetti. Une certaine Corse vient de gagner une manche dans le bras de fer qui l'oppose depuis sa création, en décembre 1982, à la station régionale de télévision.

Une certaine Corse, mais laquelle ? Là, tout commence à se brouiller. Une Corse conservatrice, assurément. Mais au sens large, « de tous ceux qui ont des positions à conserver », explique M. Vincent Carloti, maire (PS) d'Ajaccio. Suivez mon regard du côté de Bastia et, plus précisément, de M. François Giacobbi, tout puissant président (MRG) du conseil général de Haute-Corse, ennemi déclaré de la station depuis le début.

« Il ne nous a jamais pardonné nos émissions sur la fraude électorale à Bastia », assure M. Sanpiero Sanguinetti. « Pas du tout, rétorque M. Giacobbi, cela ne me gêne pas que l'on parle de la fraude, mais il ne faut pas oublier qu'il y a moins d'élections annulées en Corse que partout ailleurs. »

Ce qui gêne beaucoup M. Giacobbi, en revanche, c'est que la télévision régionale « privilégie systématiquement les séparatistes anti-français ». Et surtout, qu'elle lui ait infligé ce qu'il considère comme l'affront suprême : à plusieurs reprises, le journal de FR 3 a diffusé les images de ses interventions à l'assemblée régionale, après en avoir coupé le son et l'avoir remplacé par un résumé journalistique... en langue corse : « et dans un corse macaronique, qui a fait sursauter tous les vrais Corses », fulmine M. Giacobbi.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

(Lire la suite page 5.)



Plus qu'un roman!

IBRAHIM SOUSS

Un texte chargé de messages... une écriture élégante et pudique. François d'Alancón - La Croix

Souss arrache à son passé un avenir possible... Alain Chemali - Le Matin

Se lit d'un trait, tant l'histoire dans l'Histoire nous retient. Françoise Chipaux - Le Monde

89 F.

ÉDITIONS LIANA LEVI
31, RUE DE L'ABBÉ GREGOIRE 75006 PARIS

Dates

Il y a vingt-cinq ans en Birmanie

Le « bogoyoke » Ne Win prend le pouvoir

« PERSONNE n'avait prévu le putsch. C'était la première fois qu'une telle chose nous arrivait », se souvient un des journalistes de premier plan de la Birmanie d'avant Ne Win. Vingt-cinq ans plus tard, à Rangoon, on dirait que le temps n'a pas vraiment repris sa marche depuis ce 2 mars 1962 où il semble s'être arrêté, lorsque la radio annonça qu'un « comité révolutionnaire » présidé par le chef des forces armées avait pris le pouvoir.

La démocratie parlementaire n'avait que quatorze ans. Elle n'était pas venue au jour dans les meilleures conditions. Les Britanniques avaient décolonisé la Birmanie à la fin de la Seconde Guerre mondiale, mais le démantèlement de l'Empire des Indes - au point, du reste, que Churchill, alors dans l'opposition, avait vertement critiqué cette précipitation.

Non seulement les Birmans n'avaient jamais appris, par le passé, à vivre ensemble, à faire cohabiter leurs différentes ethnies (quarante-cinq sous-groupes distincts et quarante-cinq sous-groupes par ethnies...), mais les Britanniques avaient pendant un siècle joué à leur profit sur les antagonismes tribaux. Résultat : dès proclamée la naissance de l'Etat birman, le 4 janvier 1948, les tensions ethniques étaient devenues le facteur prédominant de toute la vie publique. A celles-ci s'était ajoutée une insurrection communiste un temps assez forte pour menacer Rangoon - et qui, quarante ans plus tard, demeure la principale force d'opposition armée au gouvernement.

Le militaire providentiel

Les difficultés s'amoncelant, le jeune régime birman n'était retourné prisonnier de l'esprit de clan qui a traditionnellement régné au sein de l'intelligentsia. Le premier ministre U Nu avait beau être un des plus proches compagnons d'Aung San, le père de l'indépendance, il ne pouvait que constater chaque jour les progrès de la paralysie affectant le régime.

« Non seulement le petit peuple, qui n'avait tiré aucun profit de l'indépendance, mais tous les autres secteurs de la société étaient écorchés par la classe politique », raconte, aujourd'hui, un témoin privilégié des événements. « Les hommes politiques semblaient avoir perdu tout sens des réalités », poursuit-il, « et dans un pays alors peuplé de vingt-cinq millions d'habitants (la Birmanie en compte treize de plus de nos jours), vivant, pour la plupart, dans la semi-pauvreté. Quiconque disposait d'un peu d'argent devenait instantanément un homme politique, se mettait à pérorer sur la place publique en se souciant comme d'une guigne des véritables problèmes du pays. En fin de compte, sur le moment, le coup d'Etat de Ne Win fut relativement bien accueilli. »

Non pas que Ne Win fût personnellement populaire, du moins hors des casernes. Le bogoyoke (généralissime) avait, certes, ses lettres de noblesse : lui aussi comptait parmi les « trente camarades » d'Aung San qui, pendant la seconde guerre mondiale, avaient enfoncé le cheval des Japonais contre les Alliés, puis s'étaient retournés contre le Mikado lorsque les promesses d'indépendance de ce dernier ne s'étaient pas matérialisées.

Mais Ne Win, devenu chef de l'armée à l'indépendance, n'avait rien du tribun brillant susceptible de rallier les foules. Orateur médiocre, il affectait au contraire de n'être à l'aise qu'avec la troupe, loin des salons. Même dans l'armée, sa réelle aura avait quelque chose de mystérieux, émanant probablement de la source de son pouvoir : les services de renseignement militaires, dont il était l'architecte. Ce sont ces services qui allaient servir d'épine dorsale au futur régime militaire né du putsch de 1962.

La situation, en tout cas, offrait à Ne Win l'occasion de jouer le rôle classique du militaire providentiel face aux politi-

ciens déconsidérés. U Nu - lui-même loin d'être l'homme à poigne que les circonstances auraient peut-être exigé - donnait depuis des mois la preuve qu'il ne parviendrait pas à traduire dans la réalité politique les idéaux confus qui avaient présidé à la naissance de la Birmanie moderne.

Déjà, en 1958, U Nu - privé de majorité à la Chambre - avait fait appel à Ne Win pour remettre de l'ordre à la tête d'un gouvernement provisoire de salut public. Le bogoyoke s'était alors acquitté de sa

mission avec mention très bien : « Il avait nettoyé la capitale d'une bonne partie de ses innombrables parasites, mendiants, voleurs à la tire, contrebandiers en tous genres », raconte un témoin. Il avait créé les premiers faubourgs de Rangoon dotés d'un début d'infrastructure industrielle, fondés des entreprises, démarré un semblant de modernisation.

« Autre bon point, Ne Win avait tenu son engagement en restituant le pouvoir aux civils, comme convenu, en février 1960 », non sans avoir fermement exhorté les policiers à faire preuve de responsabilité à l'avenir, dans un discours qui, déjà, avait une connotation menaçante pour le régime parlementaire.

Le fait est en tout cas que, à l'aube du 2 mars 1962, alors que la radio égrenait les premiers échos du comité révolutionnaire, Ne Win jouissait de la réputation d'un homme respectueux des règles du jeu. « Tout le monde était convaincu que nous allions vivre une nouvelle période transitoire avant le retour à la normale », raconte le journaliste.

Ancune goutte de sang

La date du coup d'Etat avait pourtant quelque chose de symbolique : peu avant, le gouvernement avait annoncé la nationalisation de tout le secteur du commerce extérieur au 1^{er} mars. Bientôt, c'est toute l'activité économique du pays qui allait être nationalisée, et avec une détermination infiniment plus grande que celle de U Nu. Celui-ci avait quelque peu précipité sa chute en décrétant, avec un rien de désamagie, que le bouddhisme ferait désormais office de religion d'Etat, pour faire marche arrière peu après devant les protestations des ethnies non bouddhistes, et tomber alors dans les pièges du clergé bouddhiste qui n'attendait qu'une occasion de se parer de l'accusation de trahison.

Le 1^{er} mars au soir, l'armée se met en place à travers tout Rangoon. « J'ai cru d'abord qu'il y avait une rafle dans les

milieux de la contrebande, puis je me suis rendu compte que le dispositif de contrôle était plus ample qu'à l'accoutumée, racontait encore le journaliste, qui venait de boucler son journal de fin de soirée. Mais personne n'a été capable de me dire ce qui se passait avant le lendemain à l'aube. »

C'est alors que la radio annonce la prise du pouvoir par le « conseil révolutionnaire » à titre « provisoire ». L'appellation que se donne, en langue birmane, le nouvel organe du pouvoir n'a aucune connota-

tion militaire. Elle signifie simplement : « Comité ayant pris le pouvoir par la force pour quelques temps » - les mots habituellement employés par les voisins de Thaïlande, par exemple, coutumiers des putsches. Mais, à la différence de la Thaïlande, la Birmanie n'a pas de tradition dans ce domaine.

Sur le moment, rien ne permet de prédire que ce coup d'Etat aura pour conséquence d'isoler un pays entier du reste du monde pendant un quart de siècle au moins. Tout se passe en douceur. Pas de défilé militaire, peu de matériel en vue. La population, d'instinct, reste chez elle, et rares sont ceux qui constatent que quelques arrières du quartier gouvernemental ont été interdites à la circulation. « Encore aujourd'hui, le régime est fier qu'aucune goutte de sang n'ait été versée à la prise du pouvoir par Ne Win », entend-on dire souvent à Rangoon. Un atout, bien sûr, dans un pays aussi fervent dans la pratique du bouddhisme.

La plupart des hommes politiques en vue et des intellectuels participent à la vie publique sans cependant être emprisonnés. Dans les trois ans, tous seront libérés. Mais vingt-cinq ans plus tard, aucun d'entre eux n'a retrouvé la moindre influence dans les affaires du pays. U Nu, exilé, fera bien de la figuration, un temps, pour le compte de la CIA sur la frontière de la Thaïlande, à la tête d'un vague mouvement de restauration nationale, mais finira par mettre les poches et rentrer au pays. Il s'occupe désormais de traduire les « écritures saintes » du bouddhisme en anglais, et ne fait plus parler de lui.

Comment ce coup d'Etat à caractère exclusivement militaire, privé de toute participation populaire active, a-t-il pu donner naissance à un régime se proclamant à la fois socialiste et anticommuniste, et comment cette savante salade idéologique tempérée d'un bouddhisme fervent a-t-elle pu s'imposer aussi durablement ? Les historiens (tous anglo-saxons, tant les universitaires français ont ignoré ce pays, pourtant voisin de l'Indochine)

n'ont pas encore trouvé d'explication satisfaisante à ces questions.

Les choix de la première heure relèvent de l'urgence : « Sur le moment, raconte un témoin, il y a eu un grand vide idéologique. Un grand silence. La population attendait de voir ce qui allait sortir de la nouvelle donne, mais la radio se contentait d'annoncer des décrets à caractère administratif. Cela renforçait l'impression que nous avions affaire à un gouvernement de transition. »

L'incertitude dura deux mois. Le 30 avril, le régime rendit publique sa plateforme politique, sous le titre explicite de « la voie birmane vers le socialisme ». « Une douche froide », selon les mots d'un des prisonniers politiques de l'époque. Le programme en question combine, sous une forme austère, loi martiale et socialisme ; une mixture plutôt incongrue pour ce pays où religion, famille et tolérance semblent les seules valeurs profondément ancrées.

Fondateur de l'armée moderne

D'où Ne Win sort-il ces idées ? Sur le moment, personne n'en a la moindre intuition. « Le jour du coup d'Etat, poursuit le même témoin, le nouveau régime n'avait aucun plan dans ses tiroirs. Dans le contexte tiers-mondiste de l'époque, Ne Win se tourne naturellement vers la seule alternative possible au cirque des politiciens : l'héritage vaguement marxiste d'Aung San. »

D'autant moins embarrassé que son propre bagage politique était limité, le chef militaire allait renvoyer des à des, pour des décennies, le communisme, synonyme d'insurrection, et le parlementarisme, synonyme de « chicanes ». Le programme de « voie birmane vers le socialisme » fut rédigé - symptomatique improvisation - en quarante-huit heures par le département de la guerre psychologique de l'armée de terre.

C'est en juin 1962 que nos dernières illusions sur le caractère provisoire du régime se sont effondrées. Lorsque le régime a rendu publique la création du Parti du programme socialiste birman, nous avons compris qu'il ne restait plus à la Birmanie qu'à attendre que le pouvoir aux hommes politiques civils. « Le nouveau parti - unique par décret - est presque exclusivement composé d'officiers d'active. Les hauts responsables de la lutte anti-insurrectionnelle s'adjoignent tous les postes-clés. »

Entre-temps, le système des comités de quartier, directement inspiré du modèle communiste, s'est mis en place à travers tout le pays. La séparation des pouvoirs s'est diluée, l'autorité policière a pénétré les arrières-cours des résidences. Les nationalisations suivront. Il faudra attendre douze ans avant que Ne Win ne se décide à engager une normalisation constitutionnelle, et sept ans de plus pour qu'il abandonne le poste de chef de l'Etat à un de ses fidèles seconds, San Yu.

Est-ce à dire qu'il s'est laissé entraîner sur la même voie que Mao ou Kim Il-sung ? Oui et non. Pouvoir personnel, certes, celui de Rangoon l'est fortement. Mais sans véritable culte de la personnalité.

Si biographie (il a autorisé un polygraphe du régime à la publier) est, certes, imprimée sur les presses du département gouvernemental des affaires religieuses... Mais la présence du « vieil homme », comme on l'appelle à Rangoon, ne se signale que dans les grandes affaires, pas dans la vie quotidienne. Conscient, sans doute, des risques en ce domaine, Ne Win a fait contraindre une association significative : lorsqu'une publication militaire le présente comme le « fondateur de l'armée birmane », il aurait convoqué les syndiqués pour leur rappeler que ledit fondateur n'était autre qu'Aung San. Ne Win, lui, se contente bien volontiers de l'étiquette de « fondateur de l'armée birmane moderne ».

FRANCIS DERON.



RENDEZ-VOUS

Dimanche 1^{er} mars. - Pékin : visite du secrétaire d'Etat américain George Shultz.

Lundi 2 mars. - Bruxelles : visite de M. Jacques Chirac ; Strasbourg : 185^e session de la Commission européenne des droits de l'homme ; Bologne : reprise du procès des militants d'extrême droite accusés de l'attentat à la gare en 1980.

Mardi 3 mars. - Australie : visite de M. Chevardnadze ; Italie : démission du gouvernement Craxi.

Jeudi 5 mars. - Bonn : visite du roi Hussein ; Grasse : procès civil de « Baby Doc ».

Samedi 7 mars. - Tokyo : visite de M. Jean-Bernard Raimond (jusqu'au 9).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 636572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-41
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Fauriol (1959-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Europresse,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Conducteur en chef :
Claude Salas.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télécopieur MONDIPUB 286 136 F

Imprimé
à la
7, rue de la Harpe
PARIS-5^e

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par mandat)

L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
399 F 762 F 1 069 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE
584 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou
provisaires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines
avant leur départ. Joindre la dernière
bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire
tous les virements propres au capital
d'abonnement.

Le Monde USPS 705-910 is published daily,
except Sundays for \$ 4.00 per year by Le
Monde s/o Speedpost, 45-25 28 St
Staten, L.I., N.Y. 11104. Second class
postage paid at New York, N.Y.
postmaster : send address changes to Le
Monde s/o Speedpost, U.S.A., P.O.C.,
45-25 28 St, Staten, L.I., N.Y. 11104.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde

ÉCONOMIE

"GRAND JURY" RTL - Le Monde

HENRI
NALLET

dimanche 18 h 15

en direct sur

animé par
Henri MARQUE

RTL

avec André PASSERON
et Jacques GRALL (Le Monde)
Paul-Jacques TRUFFAUT
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

La nomination de
le secrétaire général
est bien accueillie

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

Le conseil d'administration
a élu M. [nom] à la présidence
du conseil d'administration
pour une durée de [durée]

كتاب من العراق

THE UNIVERSITY OF JORDAN
LIBRARY
ACC. NO. 65-83
DATE 6 JUN 1987

Etranger

Le Monde • Dimanche 1^{er}-Lundi 2 mars 1987 3

ÉTATS-UNIS : le remplacement de Donald Regan

La nomination de M. Howard Baker au secrétariat général de la Maison Blanche est bien accueillie à Washington

Gravement humilié, jeudi, par la publication du premier rapport officiel sur l'« Irangate », M. Reagan a placé, vendredi 27 février, au secrétariat général de la Maison Blanche, un homme, M. Howard Baker, qui n'a que des amis au Congrès et dans la presse.

WASHINGTON
de notre correspondant

Républicain, né dans une famille de républicains, ancien sénateur du Tennessee et chef de la majorité républicaine au Sénat jusqu'en 1984, M. Baker est ce qu'on appelle aux États-Unis un modéré. Il n'est pas assurément ce qu'il se fait de plus à gauche dans son parti, il n'a rien à voir non plus avec la nouvelle droite dont M. Reagan est - ou a été - le héros.

Bref, c'est l'homme qui fait profession de bon sens et affronte avec tant de bonhomie la sauvagerie des mœurs politiques que du sénateur Kennedy, le plus célèbre des démocrates libéraux, à l'ancien sénateur Paul Laxalt, archétype des conservateurs et confident du couple Reagan, tout le monde a applaudi à sa nomination.

M. Kennedy a estimé qu'il aurait fallu « environ une seconde à Howard Baker pour mettre son veto aux ventes d'armes à l'Iran ». Quant à M. Laxalt, c'est lui qui aurait glissé le nom de Baker à l'oreille d'un président dont tout laisse penser qu'il est sérieusement dépassé par la crise dans laquelle il est plongé depuis trois mois. Généraux en interview, les trois membres de la commission Tower ont ainsi expliqué, depuis la publication de leur rapport, que M. Reagan était tout simplement tombé des nues lorsqu'ils lui avaient fait part de la sévérité de leurs conclusions, une heure à peine avant de les livrer à la presse.

L'étonnement du président

Cet étonnement du président américain ne signifie pas obligatoirement qu'il ait été totalement ignorant de tout ce que ses collaborateurs entreprenaient en plein accord avec ses options politiques. Mais M. Reagan, dont le lyrisme idéologique n'a d'égal que la pragmatique prudence, n'avait sans doute jamais réalisé que le respect de la loi n'était pour beaucoup d'hommes de son entourage qu'un obstacle à contourner, qu'il était

entouré d'amateurs illuminés et que sa présidence était ainsi mise en péril.

Quoi qu'il en soit, M. Reagan a fait, vendredi, le meilleur choix possible en faisant appel à un homme qui s'était opposé à lui dans les premières républiques de 1980. Il n'a pas hésité pour cela à précéder la démission de M. Donald Regan, devenu, à juste titre, le symbole du « chaos » de la Maison Blanche.

Il ne pouvait mieux ouvrir un nouveau chapitre de sa présidence, puis-que tombe ainsi aux oubliettes l'homme qui faisait si hautement profession de « laisser Reagan être Reagan » et qu'émerge en scène un politicien parfaitement à même de s'entendre avec la majorité démocrate du Congrès.

Il est loin d'être sûr que cela pourra suffire à remettre cette présidence à flot, alors même que les enquêtes du procureur spécial et de deux commissions parlementaires débutent seulement et pourraient bien déboucher sur des poursuites judiciaires. Si de nouvelles révélations le mettent directement en cause n'ébranlent pas plus encore M. Reagan, il tient avec M. Baker la possibilité d'éviter la paralysie au cours de ses deux dernières années de pouvoir.

BERNARD GUETTA.

ARGENTINE : les poursuites contre les violations des droits de l'homme

La comparution en justice du lieutenant de vaisseau Alfredo Astiz mécontente les militaires

Le lieutenant de vaisseau argentin Alfredo Astiz et onze autres responsables de la marine ont été placés, vendredi 27 février, en détention préventive par décision du tribunal fédéral de Buenos-Aires. La cour a pris cette décision dans le cadre d'une information ouverte sur les cas répétés de violations de droits de l'homme commises par les officiers de la marine argentine.

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le lieutenant de vaisseau Alfredo Astiz a comparu jeudi 26 février devant le tribunal fédéral de Buenos-Aires, dans le cadre de l'information ouverte sur les cas répétés de violations de droits de l'homme commises par les officiers de la marine argentine (ESMA), transformée sous la dictature (1976-1983) en camp de détention et de torture. C'est la troisième - et dernière - affaire pour laquelle Astiz est appelé à rendre des comptes à la justice. Deux fois, déjà, il a été accusé.

Pour sa conduite dans la guerre des Malouines, d'abord : le tribunal militaire a estimé qu'il n'avait pas commis de faute en se rendant aux Anglais sans tirer un seul coup de feu. En décembre 1986, des juges civils l'ont exempté de toute poursuite dans l'affaire Dagmar Hagelin - cette jeune Suédoise enlevée à

Buenos-Aires en 1977 et disparue depuis, - estimant qu'il avait prescription.

Cette fois, Astiz est soupçonné d'avoir participé à de nombreux enlèvements suivis de tortures puis de disparitions, alors qu'il servait à l'ESMA. Parmi les victimes, deux religieuses françaises, Alice Domest et Léonie Duquet, qui, fin 1977, étaient venues en Argentine assister moralement les familles de disparus.

Tortures

Selon l'accusation, Astiz - alors infiltré dans les organisations de défense des droits de l'homme - les a personnellement désignées à l'attention des services de sécurité de la marine. Elevées en pleine messe, emmenées à l'ESMA, torturées, selon plusieurs témoignages, elles ont disparu sans laisser de traces, en dépit des interventions du gouvernement français.

An total ce sont dix-sept officiers de marine, un préfet naval et un sous-officier de la préfecture qui devront très certainement répondre des crimes commis à l'ESMA, crimes pour lesquels les chefs des juntas ont déjà été jugés et condamnés en tant qu'inspirateurs des méthodes appliquées lors de la répression. Aujourd'hui, la justice s'en prend aux participants, à ceux qui, à leur dire, n'ont fait qu'« exécuter les ordres ».

C'est bien cet aspect du problème qui fait hurler les forces armées

d'indignation. Elles avaient accepté avec résignation le procès des chefs des juntas, elles avaient applaudi à la loi dite de « point final » censée mettre un terme dans le temps aux procès. Mais, paradoxalement, cette loi a aussi accéléré les choses. Certains dossiers ont été définitivement classés mais les plus importants, qui dormaient depuis trois ans dans les tiroirs de la justice militaire, sont maintenant aux mains des juges civils.

Et parmi les quelques cent quarante militaires appelés à comparaître, beaucoup d'officiers intermédiaires ou subalternes qui ne comprennent pas qu'on puisse leur tenir rigueur d'avoir « obéi ».

La colère était telle, notamment dans la marine - l'arme la plus traditionnelle et conservatrice - que le chef d'état-major, l'amiral Ramon Arosa, est monté au créneau. Il a qualifié la situation de « gravissime ». Il a réaffirmé que c'était toute l'armée qui avait combattu le « terrorisme subversif » et que tous ses hommes pouvaient compter sur lui pour les défendre.

Au moment où, en année électorale importante (les législatives auront lieu au dernier trimestre), le président Raúl Alfonsín doit à nouveau affronter la crise économique, une fronde de l'armée s'ajoute à celle des syndicats et - dans une mesure plus discrète - de l'Eglise catholique le mettrait dans une situation préoccupante.

C. D.

Un homme non dénué d'ambitions

Lorsque M. Reagan l'a appelé, jeudi soir, en Floride pour lui proposer le secrétariat général de la Maison Blanche, M. Howard Baker discutait en famille de sa propre campagne pour l'élection présidentielle en 1988.

Sans hésiter (« Je ne vois pas comment j'aurais pu refuser »), il a non seulement accepté de reprendre les commandes d'un navire en perdition, mais ajouté qu'il ne serait pas candidat, car il avait maintenant à travailler à plein temps.

Pourtant M. Baker a-t-il été séduit par le défi et a-t-il, à son tour, un an, préféré un sens à deux ? La bataille pour l'investi-

ture républicaine sera-t-elle et les chances des démocrates de gagner s'étant suffisamment renforcées on se refusait de prendre ses décisions au sérieux.

Il n'en reste pas moins que ce fils et petit-fils d'élus républicains, sénateur du Tennessee pendant dix-huit ans et chef de file des républicains au Sénat depuis 1977, avait décidé en 1984 de ne pas se représenter pour mieux se préparer à se lancer dans la course présidentielle - pour la deuxième fois puisqu'il avait déjà brigué l'investiture républicaine en 1980.

On ne fait pas si vite une croix sur une aussi longue carrière et M. Baker pourrait bien avoir considéré qu'il n'avait, comme républicain, aucune chance en 1988, si le blason de son père n'était pas redressé d'un coup de main. Ses états personnels étaient suffisants pour tenter l'impossible : qu'un éventuel succès, même partiel, ferait de lui la personnalité la plus en vue de Washington ; que ses deux principaux rivaux, le sénateur Dole et le vice-président Bush sont bien partis pour s'épuiser l'un l'autre - en un mot, que la Maison Blanche était peut-être le plus court chemin... vers la Maison Blanche.

Conciliant

Car, pour souple et affable que soit le nouveau secrétaire général, il est tout sauf un inventeur. Conciliant, largement apprécié pour sa modération et son humour, il a toujours eu l'élégance de laisser oublier l'une de ses nombreuses qualités : il n'est pas aussi piètre manœuvrier qu'il le laisse paraître.

M. Baker pourrait d'autant mieux prétendre à un tourment qu'il a longtemps été membre de la commission des affaires étrangères du Sénat, qu'il connaît bien les dossiers internationaux, qu'il s'y intéresse (con-



Portrait of Howard Baker, Secretary General of the White House.

traitement à son prédécesseur) et qu'il est connu surtout pour être partisan du régime dans les rapports avec l'Union soviétique.

Que M. Reagan en soit conscient ou non, son nouveau secrétaire général pourrait prêter le main de feron décisive à ce que pourrait être - s'il en est encore temps - le seul grand succès de sa présidence : la signature d'un accord de réduction des armements.

B. G.

Le projet de transfert de la capitale en Patagonie

(Suite de la première page.)

Selon les estimations officielles, l'investissement sur dix ans, délai prévu pour l'accomplissement des travaux, devrait de situer aux alentours de 4 milliards de dollars, dont plus de la moitié serait prise en charge par le secteur privé et le reste par l'Etat, avec l'aide de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement.

Il ne semble donc plus y avoir d'obstacle pour que le bourg de Viedma, - trente-cinq mille habitants, pour la plupart fonctionnaires, - capitale de la province de Rio-Negro, du nom du fleuve qui la traverse (deux cinémas, un théâtre municipal, quinze taxis, un hôpital, trois hôtels et deux journaux deviennent un jour une vraie grande ville agitée et polie, augmentée de quelque cent mille nouveaux habitants de Buenos-Aires.

Viedma, c'est déjà la Patagonie. Une oasis au milieu de la pampa inhospitalière, balayée par « un vent qui rend fou », brûlée par un soleil qu'aucun arbre ne vient atténuer. Autour de Viedma, c'est « le désert » comme l'appellent les premiers colons sans tenir compte des Indiens, nomades pour la plupart, qui le parcouraient et en vivaient, avant le génocide.

Aujourd'hui, il reste en Argentine deux cent mille indigènes parlant encore la langue de leurs ancêtres, dont dix mille au Rio-Negro et deux mille à Viedma ou à proximité. Bux n'ont que faire de la décentralisation. L'histoire leur a prouvé qu'ils n'avaient rien de bon à attendre des « Blancs ». Même s'ils ont autrefois commercé avec eux, échangeant peaux et bétail volé contre tabac, sel, farine et alcool. Et même si les survivants sont pour la plupart intégrés, de gré ou de force,



employés dans l'administration ou main-d'œuvre bon marché.

Les Mapuches (« hommes de la terre ») vivaient de pêche et de chasse jusqu'à ce que, en 1778, le roi Charles III d'Espagne décide d'y envoyer ses conquistadores, français ou hollandais qui péchaient la baleine ou le phoque dans l'Atlantique sud ne soient tentés d'occuper les étendues quasi désertiques de la Patagonie.

Pour protéger les colons espagnols contre l'« agression » des indigènes, il a fait construire des forts tout le long de la côte. Mais le manque d'eau douce y rendait la vie impossible. C'est alors que Don Francisco de Viedma est

parti vers les rives du rio Negro à la recherche d'un site plus accueillant. A 30 kilomètres de l'embouchure, il a trouvé l'idéal : « des plaines fertiles au sud et des marais salants au nord ».

Ainsi fut construit en 1779 le fort de Nuestra-Senora-del-Carmen, dont il reste aujourd'hui la tour de Guet, surplombant la colline où s'accroche le village de Patagonas, sur la rive gauche du fleuve, le double historique de Viedma, mais beaucoup plus typique avec son musée et ses canons de la marine espagnole pointés vers le fleuve, ses vieilles maisons coloniales et sa cathédrale toute blanche.

CATHERINE DERIVERY.

BOLIVIE

Démission collective du gouvernement

L'ensemble du gouvernement bolivien a présenté, jeudi 26 février, sa démission au président Víctor Paz Estenssoro. Dans une lettre expliquant leur geste, les dix-neuf ministres signataires ont qualifié leur charge de « très difficile et pleine de risques », en particulier en raison de la lutte que mène le gouvernement contre le trafic de cocaïne et l'inflation galopante. « Il est temps d'entamer un réajustement et un renouvellement du gouvernement national », ont-ils indiqué.

Le gouvernement bolivien démissionnaire avait été formé en janvier 1986 après une démission semblable du précédent cabinet.

Cette démission intervient dans un contexte toujours très difficile pour la Bolivie. La politique de rigueur menée par le président Estenssoro a entraîné un nombre considérable de licenciements. A la suite de la crise mondiale de l'étain, une des principales exportations du pays, 70 % des mineurs de la société d'exploitation minière d'Etat COMIBOL avaient été mis en chômage. L'obligation de réduire le budget de l'Etat avait aussi conduit au rattrapage de quinze mille enseignants du secteur public. Le trafic de cocaïne a, lui, repris de manière importante, en dépit de l'opération « coup de poing » menée dans le pays au cours de l'année 1986 par les États-Unis. Selon certaines sources, cette démission serait l'illustration des problèmes rencontrés par les autorités dans ce domaine, notamment par le ministre de l'Intérieur, M. Fernando Barthelemy, parfois accusé de « faiblesses » envers les trafiquants. La réussite de la lutte contre l'inflation, qui n'est plus qu'à deux chiffres avoir fréquemment dépassé les 10000 % et les perspectives d'élections municipales en décembre devraient être l'occasion pour le nouveau cabinet d'un assouplissement de sa politique de rigueur, qui provoque toujours d'importants mouvements sociaux.

D.-H. G.

Liban

Le camp de Chatila ravitaillé pour la première fois

Le camp palestinien de Chatila a été ravitaillé vendredi 27 février, pour la première fois depuis trois mois, alors que l'armée syrienne contrôle désormais tous les accès de la banlieue sud-ouest de Beyrouth, où se trouvent des fiefs du Hezbollah (Parti de Dieu, intégriste pro-iranien).

L'UNRWA (Office de secours des Nations unies aux réfugiés de Palestine) a réussi à fournir aux quatre mille Palestiniens de Chatila, encerclés depuis le 26 novembre 1986 par la milice chiite Amal,

16 tonnes de farine et 4 tonnes de lait en poudre. Amal a, toutefois, refusé un chargement de médicaments car, selon un de ses responsables, « l'accord [de ravitaillement] n'incluait pas de produits médicaux ».

D'autre part, l'armée syrienne a continué le « nettoyage » de Beyrouth-Ouest. Elle a vidé sept nouveaux dépôts de munitions et fermé soixante-quinze permanences et appartements occupés par les milices. Cette rampe en ordre n'est pas sans bavure. Un gardien libanais en civil qui portait son arme sur lui a été tué. Un cadre du Front de salut national palestinien, Farid Abdelhadi Saïd, qui avait été vu dans un camion militaire syrien a été retrouvé à la morgue de l'hôpital

A TRAVERS LE MONDE

Philippines

L'enquête sur la fusillade du 22 janvier

La commission d'enquête chargée de faire la lumière sur la fusillade qui avait fait au moins douze morts et soixante-quatorze blessés le 22 janvier à Manille, lors d'une manifestation paysanne au pont Mendiola près du palais présidentiel (le Monde du 24 janvier), a recommandé, dans son rapport publié vendredi 27 février, que le chef des manifestants soit inculpé pour sédition. Mais elle a également estimé que les torts étaient partagés entre les paysans et les forces de l'ordre.

La commission de trois membres formée par M^{re} Aquino immédiatement après l'événement a, de ce fait, également recommandé à la présidence d'imposer des sanctions administratives aux officiers de police et de l'armée responsables des unités qui avaient ouvert le feu. La commission ne s'est toutefois pas

prononcée sur la question de savoir d'où était parti le premier coup de feu et a demandé que le Bureau national d'investigation, un organisme civil, poursuive l'enquête.

D'autre part, M. José Diokno, figure de proue de la défense des droits de l'homme aux Philippines et ancien chef de la commission chargée de négocier avec la guérilla communiste, est décédé, vendredi, à l'âge de soixante-cinq ans. Il était accusé d'un complot. M. Diokno avait démissionné de ses fonctions de négociateur au lendemain de la fusillade du pont Mendiola. Ancien secrétaire à la justice, longtemps sénateur, M. Diokno était considéré comme un des hommes-clés qui avaient permis l'éviction de M. Marcos en 1986. M^{re} Aquino a ordonné un deuil national de dix jours. - (AFP)

Europe

ITALIE : la crise gouvernementale et le mandat d'arrêt contre Mgr Marcinkus

Le poker menteur de la démocratie chrétienne et du Parti socialiste

ROME
de notre correspondant

« Chronique d'une crise annoncée » : ainsi pourrait-on résumer les événements du vendredi 27 février à Rome. Vers 13 h 30, au terme d'une longue réunion des secrétaires des cinq partis de la coalition au pouvoir depuis 1983, la tumeur de la ville est devenue information : le 3 mars, M. Bettino Craxi se rendra au palais Madama, siège de la Chambre haute, pour expliquer aux sénateurs les raisons pour lesquelles la situation ne peut plus durer. Puis il se rendra aussitôt au Quirinal présenter au président de la République la démission de son gouvernement.

Dans les explications qu'il a fournies à ses partenaires, le leader socialiste a fait remonter à novembre de l'an dernier l'origine de la crise. Lors d'une réunion de la direction nationale, le petit Parti républicain membre du « pentapartito » avait alors posé la question, par le vote de son secrétaire, le ministre de la Défense M. Giovanni Spadolini : y a-t-il encore une majorité ? Au début de 1987, les sociaux-démocrates, puis les libéraux, ont exprimé semblable scepticisme. Quant à la démocratie chrétienne (DC), dans son obsession de récupérer la direction du gouvernement, elle menaçait de renvoyer ses ministres du cabinet. Bref, selon le président du conseil, il ne restait plus guère que les socialistes pour croire à l'union.

La réalité est que, aux approches du moment convenu pour la starlette (passage du relais, c'est-à-dire le remplacement, en principe fin mars, de M. Craxi par un démocrate-chrétien au palais Chigi), le PSI a, suivant une méthode où il est passé maître, multiplié les petites provocations visant à désorganiser M. De Mita,

secrétaire de la DC, dans un jeu qui tient du poker menteur. Sa dernière trouvaille, le 17 février, avait été de déclarer « abusif » le pacte de la starlette. Rien de tel, assure ce soir-là M. Craxi à la télévision, n'ayant jamais été conclu. Stupéfaction des démocrates-chrétiens, qui exhibèrent le texte écrit que, prudents, ils avaient exigé de leur partenaire l'été dernier. Reculés d'un pas après avoir avancé de deux, le président du conseil expliqua alors que ce qu'il avait déclaré « abusif », c'était l'assurance de la DC que le passage du relais serait « automatique ». Tout était en réalité à négocier, du programme à la répartition des ministères. Et, de fait, on se reportait à la lettre de l'accord, on constatait que ces points avaient été laissés dans la vague.

Les oppositions politiques existent bien évidemment entre les deux partis clés de l'alliance. Elles portent en particulier sur l'éventuel arrêt du nucléaire civil en Italie et sur certaines modifications à apporter à la justice (le Monde du 28 février). Les rapprochements entre les points de vue sont pourtant loin d'être imaginables. Ils permettraient en particulier d'éviter des référendums prévus sur ces thèmes le 14 juin - et qui verraient selon toute probabilité la DC dans le camp perdant, - ce dont elle ne peut évidemment s'accommoder.

Partenaires-adversaires

En toute hypothèse, les cinq partis de la coalition ont répété vendredi qu'il n'existait pas d'autre majorité possible que celle à cinq actuellement constituée autour de l'axe PS-DC. Alors pourquoi, pourrait-on se demander, ne se réunissent-ils pas pour négocier, sans crise, d'harmoniser les positions ? C'est que les

deux partenaires inévitables sont en même temps des adversaires irréconciliables : chacun cherche à être à la fois le cœur et la tête de la majorité.

La PSI est dès lors condamné à l'activisme incessant, parce que sa force, pour décevoir quelle soit, est électoralement modeste (11,4 % des voix lors des dernières législatives en 1983). Quant à la DC, qui - bien que premier parti de ce pays avec 32,9 % des voix - avait jugé opportun, après trente-cinq ans de pouvoir ininterrompu, d'abandonner provisoirement le premier rôle, elle ne peut plus continuer à avaler les couleuvres de M. Craxi, sous peine de perdre sa crédibilité. L'approche des législatives suscite bien entendu les tensions.

En choisissant de démissionner quelques jours avant un débat de confiance à la Chambre réclamé par le PCI, M. Craxi semble avoir voulu éviter l'affrontement direct avec la DC. Mais on remarque aussi que la méthode consistant à expliquer aux parlementaires les raisons de la crise immédiate avant de remettre son mandat au président de la République est celle qui avait déjà été utilisée par le leader socialiste lors du précédent incident de parcours le 27 juin dernier. Ne semble-t-elle pas impliquer que le président du conseil sortant s'attend à être à l'État - ne serait-ce que pour former un gouvernement qui organiserait des élections anticipées à la fin de ce printemps ? Officiellement, le PCI accepte qu'un démocrate-chrétien dirige le prochain gouvernement. Mais il a tellement pris tout le monde à contre-pied ces derniers temps que les doutes sont permis, au moins pour l'année qui reste à courir pour l'actuelle législature.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le Vatican n'envisage pas d'extrader le prélat

Le Saint-Siège a fait savoir, vendredi 27 février, qu'il rejette le mandat d'arrêt italien, assorti d'une demande d'extradition, lancé contre Mgr Paul Marcinkus, président de l'Institut pour les œuvres religieuses (IOR).

Mais si le mandat d'arrêt ni la demande d'extradition n'ont fait l'objet d'une annonce officielle de la part des magistrats milanais chargés de l'affaire, le ministre italien des affaires étrangères a, par ailleurs, indiqué, vendredi, qu'il n'avait eu

aucune demande de transmission au Vatican du mandat d'arrêt.

L'absence de traité d'extradition entre l'Italie et le Vatican complique singulièrement l'affaire Marcinkus. Le traité du Latran, signé en 1929 entre Pie XI et Mussolini, règle les rapports entre les deux pays. Le Vatican se prévaut de l'article 10 du traité, aux termes duquel « les ecclésiastiques qui participent hors du Vatican à l'exécution des actes du Saint-Siège ne peuvent être l'objet d'aucune enquête ou d'aucune molestation de la part des autorités italiennes ».

Les juges milanais pourraient, en revanche, invoquer l'article 22 du traité, selon lequel, « à la demande du Saint-Siège, l'Italie pourra veiller sur son territoire à la punition des délits commis dans la cité du Vatican », et que « le Saint-Siège pourra remettre à l'Italie les personnes réfugiées dans la cité du Vatican ». Mais Mgr Marcinkus est citoyen du Vatican. — (AFP.)

Le « gorille » des papes

Mgr Paul Casimir Marcinkus, dont la famille est d'origine lituanienne, est né près de Chicago, à Cicero, la ville d'Al Capone, en 1922. C'est en 1962 qu'il a débarqué à Rome, après avoir occupé diverses fonctions dans son pays, et aussi en Amérique du Sud. Il est devenu au début des années 80 l'homme de la protection de l'influent cardinal Borelli, interprète

de Paul VI, qui, à partir de 1964, rompt avec le traditionnel confinement des papes au Vatican, avait entrepris toute une série de voyages. Mgr Marcinkus a pris peu à peu du poids dans le système d'organisation de ces déplacements, au point d'en venir, vers la fin des années 80, à devenir le principal responsable.

En 1970, aux Philippines, c'est lui qui, grâce à sa présence d'esprit et à ses qualités d'observateur (sa sportivité, grand amateur de golf, mesure 1,90 m), avait arrêté le bras d'un déséquilibré qui voulait poignarder Paul VI. Mgr Marcinkus, il est vrai, se considérait également comme le « gorille » du pape, et, à ce titre, agissait parfois avec une grande rudesse envers les journalistes de l'époque, ce qui explique aussi en partie qu'il ait toujours eu mauvaise presse. Lors de son voyage asiatique de 1970 dont Paul VI était revenu depuis, devait être le dernier d'un pontificat qui allait durer huit années encore. Aussi Mgr Marcinkus a-t-il trouvé du temps pour les fonctions qui venaient de lui être confiées en assumant la responsabilité suprême de l'Institut pour les œuvres de la religion (IOR). On sait avec quel succès.

Jean-Paul II, pour trente-trois jours, puis Jean-Paul II depuis octobre 1978 ont hérité de l'encombrement évêque. Il n'est pas dans les habitudes de la hiérarchie administrative vaticane de faire valoir les titres, et

Jean-Paul II y était, moins que quiconque, résolu. Paul Marcinkus a donc conservé toutes ses fonctions. Ses ennemis assurent qu'il aurait notamment conçu l'estime du pape en faisant parvenir en 1980 des fonds au syndicat polonais Solidarnosc, alors en pleine activité.

Un nouveau statut pour les juifs

Rome. — Les trente-cinq mille juifs italiens ont, depuis vendredi 27 février, un nouveau statut réglant les rapports de leur communauté avec l'État. Leur représentant, Mgr Tullio Zevi, a signé avec le président du conseil, M. Bettino Craxi, un accord qui remplace les précédentes lois concernant les juifs de la péninsule, dont certaines discriminatoires, mais en fait non appliquées, remontant à la période fasciste.

L'État italien reconnaît notamment le droit des juifs au repos sabbatique aussi bien dans les administrations que dans les écoles. Il reconnaît également toutes les fêtes juives, permet aux juifs de porter le kippa dans les tribunaux et la cour de justice et de pouvoir dispenser d'une assistance spirituelle. Il prévoit aussi le respect de leurs règles alimentaires - comme celles concernant l'abattage des animaux - dans les casernes, dans les hôpitaux et dans les prisons. — (AFP.)

Gouverneur de l'État

En 1981, pourtant, lorsque éclate le scandale Ambrosiano, l'étoile du prélat américain commence à pâlir. En 1982, lorsque le krach est avéré, il est remplacé dans ses fonctions d'organisateur de voyages, qui, avec Jean-Paul II, avaient évidemment repris un nouveau lustre. Pourtant, Jean-Paul II a maintenu dans ses fonctions à l'Institut et a fait gouverner de l'État de la cité du Vatican une sorte de maître du palais. Le 25 septembre 1981, il l'a nommé archevêque. La dernière annuette pontificale par lui a été quelques semaines consacrée néanmoins discrètement à l'administration de la cité du Vatican. Il n'est pas de la hiérarchie de l'État de la cité du Vatican, mais il est devenu président de son « bureau administratif ». Les « vaticanologues » observent d'autre part que, désigné seulement comme « pro-président » de la délégation pontificale pour l'État de la cité du Vatican, le prélat américain est normalement exclu pour l'évent de la fonction cardinale. — J.-P. C.

Afrique

L'attaque des forces sahraouies aux confins algéro-mauritaniens

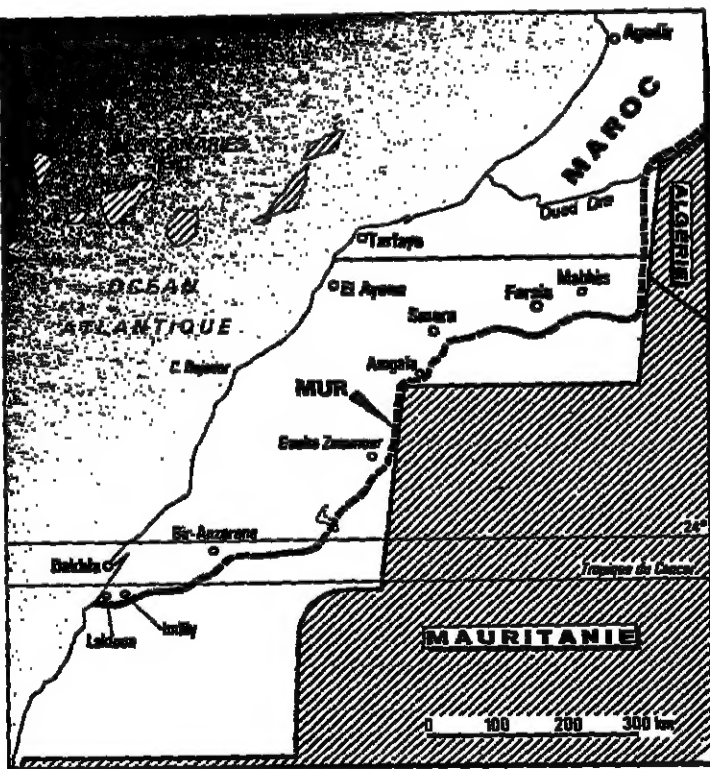
Le Polisario a voulu démythifier le « mur » marocain

Au lendemain des combats qui ont opposé, mercredi 25 février, l'armée marocaine au Front Polisario (le Monde du 27 février), chacun des adversaires déclare avoir des raisons d'être satisfait. A Rabat, où l'on avait rapidement annoncé une bataille d'une « rare violence », sans attendre le communiqué des forces sahraouies, on estime que le « mur » de défense a fait une nouvelle fois la preuve de son efficacité puisque, même après avoir bénéficié de l'effet de surprise, l'ennemi n'a pas pu occuper les lieux plus de cinq heures. On présente comme une « fabulation » l'incursion que le Polisario assure avoir faite « dans les profondeurs du dispositif de défense marocain », car, dit-on, si l'on peut faire une brèche dans le « mur », on ne peut pas aller très loin « dans qu'il se referme sur vous ».

Pour sa part, le Polisario estime avoir montré au soldat marocain que, même après l'édification d'un « mur », il ne sont mille part à l'abri. Jamais une opération d'une telle envergure n'avait été menée depuis l'offensive Grand Maghreb déclenchée en octobre 1984 près de Zag, dans le Sud marocain, où commença le « mur ». Déjà, à cette époque, Rabat avait parlé de « violents combats, souvent au corps à corps », admettant avoir eu trente-sept morts.

Les pertes subies par l'armée royale ont été encore plus importantes cette fois-ci. Le Polisario avait invité des journalistes qui ont assisté à l'offensive à quelques kilomètres en retrait. Selon le témoignage de l'envoyé spécial de l'AFP, les Sahraouis ont ramené avec eux quarante-trois prisonniers dont une vingtaine étaient blessés. Du matériel de guerre marocain a été emporté : un char, deux canons et plusieurs mitrailleuses. « L'armée marocaine a engagé l'aviation et des hélicoptères », affirme l'envoyé spécial de l'AFP, qui fait état d'une intense préparation d'artillerie dans la nuit de mardi à mercredi, avant l'assaut à l'aube, quelque part entre Mahbiès et Farcia.

Le Polisario n'a communiqué à ses hôtes journalistes aucune information sur les effectifs et le matériel utilisés pour l'attaque. De source



marocaine, on affirme que les assaillants étaient environ quatre cents « sur une centaine de véhicules blindés accompagnés de la logistique » ; on « pense » que ces hommes venaient de la Mauritanie.

Conjoncture diplomatique

Ce type d'opération, qui implique aussi de lourdes pertes pour le Polisario qui doit franchir des champs de mines et neutraliser des points de défense bien équipés, a avant tout un but psychologique. « Nous avons voulu démythifier le mur », nous déclarait déjà un dirigeant sahraoui, M. Bachir Mustapha Sayed, après l'offensive de 1984. Le moment choisi a une signification : trois jours avant le onzième anniversaire de la proclamation de la République arabe sahraouie démocratique

(RASD) et une semaine avant la Fête du trône au Maroc.

D'autre part, une conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) se tient à Addis-Abeba. Les attaques des combattants sahraouis coïncident souvent avec de telles réunions. Depuis l'admission de la RASD au sein de l'OUA, Rabat estime que celle-ci s'est désqualifiée pour proposer ses bons offices. Mais la diplomatie marocaine semble avoir mesuré les effets négatifs d'une relative absence sur la scène africaine. Les relations diplomatiques et économiques, sont réactivées avec plusieurs capitales subsahariennes. Le roi Hassan II a reçu à Fez, le 21 février, M. Denis Sassou Nguesso, chef de l'État congolais et président ex officio de l'OUA, qui venait de faire une tournée en Europe. Il s'agissait de la première visite à ce niveau depuis que le Maroc s'est retiré de l'organisation

panafricaine. En une telle conjoncture, le Polisario avait tout intérêt à rappeler son existence sur le plan militaire.

Il y a maintenant deux poches d'inégalité étendue, tenues par les Sahraouis : l'une aux confins algéro-mauritaniens, où a eu lieu l'attaque du 25 ; l'autre, au sud du territoire, entre la Mauritanie et l'Algérie. Au nord de cette seconde poche, le « mur » longe la frontière mauritanienne sur plus de 100 kilomètres mais les Sahraouis continuent à transiter en terre étrangère pour se rendre dans leurs bases de la région de Tindouf, en Algérie.

Sans l'annoncer officiellement, les Marocains avaient commencé, à la mi-février, un nouveau « mur » qui descendra encore plus au sud, le long de la Mauritanie, de façon à interdire un jour le littoral au Polisario. Même si la dernière offensive sahraouie a été une mauvaise surprise pour l'état-major marocain, rien n'indique que cette « stratégie des murs » soit remise en question.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

« RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : les parents de Pierre-André Albertini ont rendu visite à leur fils. — Pendant une vingtaine de minutes, M. et Mme Albertini, les parents de ce coopérant français décédé, depuis quatre mois au Ciskei, ont pu voir leur fils, vendredi 27 février, derrière les barreaux d'une prison. Selon un porte-parole du ministre sud-africain des affaires étrangères, ils sont ensuite partis, de leur plein gré, à l'aéroport de Johannesburg où, vendredi soir, ils ont pris un avion pour Paris. — (AFP.)

« ZINZI MANDALA interpellée par la police. — Le fils de Nelson Mandela, le « chef historique » de l'ANC (Congrès national africain), a été interpellé, vendredi 27 février, à Johannesburg au domicile de sa mère, Mme Winnie Mandela. Conduite dans un poste de police, elle a été interrogée au sujet d'un pistolet de fabrication soviétique qui aurait été trouvé dans la maison. Zinzi Mandela a été relâchée peu après. — (AFP.)

Asie

Deuxième bombardement afghan en territoire pakistanais

Plus de quarante personnes ont été tuées, vendredi 27 février, au cours d'un nouveau bombardement aérien afghan — le deuxième en deux jours (le Monde du 28 février) — contre des camps de réfugiés situés dans la région frontalière au nord et au nord-ouest du Pakistan, selon un premier bilan établi par des responsables et des résistants afghans dans la région.

Ce nouveau raid est intervenu alors que le gouvernement pakistanais réagissait vivement au premier bombardement opéré la veille contre des villages de la région frontalière par l'aviation afghane, qui avait fait au moins quarante morts et près de deux cents blessés. Le bombardement de jeudi, a déclaré le gouvernement d'Islamabad, « compromet » les négociations indirectes avec le régime pro-soviétique de Kaboul, qui se déroulent à Genève par l'entremise des Nations unies. « Le Pakistan se réserve le droit d'une riposte appropriée dont seul Kaboul sera responsable », a ajouté le communiqué officiel pakistanais.

Dans l'opération de vendredi, six avions afghans ont lâché seize bombes directement sur des camps de réfugiés, détruisant « totalement », selon un responsable pakistanais de l'administration locale, le camp de Mattasanga, près de Parachinar, et causant d'importants dégâts à celui de Khurdabad, près de Thal, distant de 2 kilomètres de la frontière. Le chef du mouvement de résistance Hezb-e-Islami, M. Gulbuddin Hekmatyar, a affirmé que les victimes — quarante-trois morts et plusieurs dizaines de blessés — appartenaient à son organisation.

Embarras et malaise

Le premier ministre pakistanais, M. Mohammed Khan Jinnah, qui était vendredi à Peshawar, près de la frontière pakistano-afghane, a affirmé que ces raids étaient destinés à accentuer la pression sur Islamabad pendant ces négociations. Mais, a-t-il ajouté, le Pakistan « ne succombera pas à la pression » et poursuivra « la politique de recherche d'un règlement politique » en Afghanistan.

A Genève, où les pourparlers indirects se sont poursuivis vendredi

matin au Palais des Nations unies, la nouvelle de ces bombardements a suscité une grande inquiétude. La double action de l'aviation afghane ne pouvait plus mal tomber, et le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Sahabzada Yakub Khan, chef de la délégation pakistanoise aux pourparlers, s'est rapidement fait l'écho de la protestation de son gouvernement. « Cette attaque barbare et gratuite, a-t-il dit, montre qu'il est de chercher à créer un climat propice, le régime de Kaboul aggrave délibérément la tension et assombrir les perspectives de ces conversations. Cela trahit un manque total de sérieux de sa part ».

Le président de la Cour révolutionnaire d'Afghanistan, M. Karim Shadad, membre de la délégation afghane auprès de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, a, quant à lui, prouvé et simplement nié ces bombardements. « Nous n'avons jamais bombardé le Pakistan et le prétendu bombardement de jeudi est une pure invention », a-t-il affirmé. — (AFP.)

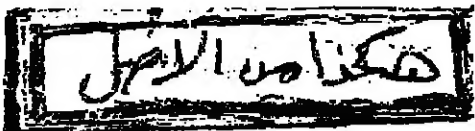
Diplomatie

M. Paul Blanc ambassadeur à Beyrouth

Le Quai d'Orsay a annoncé, vendredi 27 février, la nomination de M. Paul Blanc, jusqu'alors délégué de la France à la commission Moselle, comme ambassadeur à Beyrouth, en remplacement de M. Christian Graeff.

(Né le 12 août 1924, docteur en droit et licencié de l'École nationale de la France d'outre-mer, M. Paul Blanc est entré au service d'outre-mer en 1946 (devenu ministre de la France d'outre-mer en 1956), où il est resté jusqu'en 1960. Intégré dans le cadre des secrétaires des affaires étrangères en 1958, il a rejoint l'administration centrale (Afrique-Levant) en 1960. Secrétaire à Oran de 1962 à 1966, puis premier conseiller à Fort-Lamy de 1966 à 1969, et deuxième conseiller à la mission permanente des Nations unies de 1969 à 1972, M. Blanc a été ambassadeur à Ouagadougou de 1973 à 1977, à Maputo de 1977 à 1981, et à Tananarive de 1981 à 1984.)

Voulez-vous de j... de Chicorée dans v...



Politique

... Le Monde • Dimanche 1^{er} - Lundi 2 mars 1987 5

Après la déclaration de M. Pasqua

M. Bérégovoy : « Il n'y a pas de limite à la démocratie »

M. Pierre Bérégovoy a réagi, vendredi 27 février sur TF1, aux propos du ministre de l'Intérieur, selon lesquels « la démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'Etat ». « Je considère pour ma part qu'il n'y a pas de limite à la démocratie. Qu'un gouvernement quel qu'il soit doit respecter le droit et qu'il doit la vérité aux Français », M. Bérégovoy a ajouté : « S'agissant de cette affaire de faux passeport, il est bon que l'on sache tout, et je me demande si M. Pasqua n'a pas confondu l'intérêt du ministre de l'Intérieur avec l'intérêt national. Dans cette affaire comme dans toutes les autres, le pays a droit à la vérité. On doit savoir qui a donné à M. Châlier son faux passeport. » Il faut que tous les hommes politiques assument leurs responsabilités », a-t-il encore affirmé, soulignant que dans l'affaire Greenpeace « il y a eu des erreurs des services et que le principal responsable au

niveau politique, Charles Hernu, qui n'était pas responsable des faits accomplis, en a tiré la leçon en donnant sa démission. C'est une leçon de dignité qu'il a donnée à tous les responsables politiques ».

Pour M. Bérégovoy, « M. Pasqua a, en fait, beaucoup de chance ; il a en face de lui une opposition responsable qui sait que sa tâche n'est pas facile et qui ne cherche pas à la lui compliquer ». Le maire de Nevers a réagi vivement aux propos de M. Jacques Toubon après l'arrestation des dirigeants d'Action directe, estimant que le secrétaire général du RPR « s'est déshonoré par sa mise en cause du président de la République. Le terrorisme n'existe pas et je crois que face au terrorisme (...) il faut trois choses : le respect de l'Etat de droit, dire la vérité aux Français et assurer la cohésion nationale », a conclu l'ancien ministre.

(Suite de la première page.)

Depuis quatre ans, le pugilat défraie la chronique insulaire. Pour étayer ses accusations, le président du conseil général fait établir quotidiennement, par ses services, le relevé minutieux des temps d'antenne accordés à tous les mouvements indépendantistes ou autonomistes. En 1984, ce comptage était jugé accablant, M. Giacobbi suscitait la venue dans l'île d'une commission sénatoriale, conduite par M. Charles Pasqua.

Affaire de chronomètre

Sur la foi de ces pointages, les sénateurs concluent tout naturellement que FR 3 Corse est devenue « le porte-parole des mouvements séparatistes ». Saisie, la

Aboutissement d'une longue querelle

« FR 3 Corse normalisée »

Haute Autorité demande en toute hâte un contre-rapport à M. Sanpiero Sanguinetti. Celui-ci s'aperçoit alors que M. Pasqua a incliné dans le temps de parole favorable « à l'ex-FLNC et autres nationalistes », une longue interview d'un assureur à propos de l'indemnisation des plasticiens ou encore des reportages sur la découverte de dépôts d'armes par la police.

Bref, une belle empoignée de chiffres, après laquelle la Haute Autorité conclut sagement... qu'on ne peut rien conclure et que « les conditions d'une information incontestée sont difficilement réunies » en Corse, en raison « de l'existence d'activités illégales et terroristes ». On ne saurait mieux dire.

Sans entrer dans d'insolubles querelles de chronomètre, force est de constater que les accusations de M. Giacobbi ne sont pas sans fondement. Bien souvent, le journal télévisé est dévoré par la lecture d'une kyrielle de communiqués soporifiques émanant des innombrables associations politiques, culturelles ou des syndicats proches de la mouvance indépendantiste et autonomiste. L'enthousiasme journalistique, la longue investigation indéniablement a fait preuve la rédaction de FR 3, se sont trop souvent exercées à sens unique.

Les téléspectateurs corse ont eu droit à des enquêtes incisivées et très archées, n'ayant rien à envier à celles des chaînes nationales, sur la fraude électorale, les multiples méfaits du clanisme ou les vexations subies par les pensionnaires de l'hôpital psychiatrique d'Ajaccio. Mais on attend encore des enquêtes équivalentes sur l'impôt révolutionnaire prélevé sous la menace par l'ex-FLNC ou sur les interférences entre terrorisme et banditisme.

Bref, la télévision n'a jamais trop cherché à peiner les indépendantistes ou les autonomistes.

Depuis l'arrivée de M. Sanpiero Sanguinetti, l'« institution coloniale » que représente la télévision d'Etat n'a d'ailleurs jamais eu à subir le moindre plasticage de l'ex-FLNC ; avant 1982, à l'époque où tout ce qui était nationaliste était interdit d'antenne, les locaux avaient été plastiqués huit fois coup sur coup.

Rapports tendus avec la police

Avec la police, en revanche, les rapports sont souvent tendus. Soutenu par la Haute Autorité, M. Sanpiero Sanguinetti s'oppose ainsi à la diffusion, au cours du journal, d'un enregistrement de la voix des ravisseurs d'un coiffeur d'Ajaccio. Un compromis est finalement trouvé : l'enregistrement sera diffusé avant le journal. Les journalistes s'opposent encore à la saisie par la police de la cassette d'une cérémonie d'enterrement d'un nationaliste, auquel participaient des militants en cagoule.

Ce petit jeu de Robin des Bois politico-policière n'est pourtant pas la principale cause du rejet de FR 3 par les politiciens traditionnels. C'est peu dire que la création d'un journal télévisé quotidien a fait souffler une bourrasque dans les travers de l'Assemblée régionale, qui ne s'est toujours pas remise de l'intrusion en son sein des caméras.

L'équipe de FR 3 s'est fait un petit plaisir en compilant, sur une « cassette-sottisier », les agressions dont elle a été l'objet à la tribune de l'Assemblée. Un jour, c'est un conseiller qui se plaint de la chaleur dégageée par les projecteurs ; il faut donc fermer dans la pénombre. Le lendemain, l'Assemblée prend quelques heures sur son précieux temps pour visionner collectivement le journal télévisé de la veille, afin de vérifier l'honnêteté

du compte rendu de ses augustes débats.

Régulièrement, des conseillers demandent que soit imposé aux journalistes un « cahier des charges » ou qu'ils soient, purement et simplement, éjectés de la salle des séances. De toutes ces attaques, le journal télévisé du soir s'empresse d'ailleurs de rendre compte, avec un sérieux imperturbable et, hors antenne, de grandes rigolades aident à supporter ce climat plutôt lourd.

Les hommes politiques, à vrai dire, ne sont pas unanimes à voter la télévision aux gémonies. Mais les clivages sont ici moins de partis que de générations. Car la relève politique corse, toutes tendances confondues, ne sert du petit écran comme d'un fantastique levier pour pousser vers la sortie les gérontes tout-puissants qui, contrôlant les principaux clans, contrôlent l'île.

« En accélérant un processus de notoriété, les médias permettent de passer au-dessus de la tête de ces relais obligés qu'étaient les clans, les clientèles et les municipalités », explique M. José Rossi, président (UDF) du conseil général de la Corse du Sud à quarante-deux ans, autant dire, à l'échelle insulaire, au berceau. La télévision est donc devenue un critère d'éligibilité parmi d'autres. « La classe politique traditionnelle n'a pas su s'adapter à la télévision », confirme M. Vincent Carloti, maire d'Aleria. Sa communication est fondée sur le bouche à oreille, lors des fêtes et des mariages. Tolérer une vraie information sur ses pratiques clientélistes reviendrait pour elle à signer son arrêt de mort.

Mais l'impulsion donnée par l'équipe de M. Sanpiero Sanguinetti peut-elle désormais — sauf pour FR 3 à piler bagages en Corse et à se replier sur Marseille — être stoppée ?

DANIEL SCHNEIDERMAN.

BIBLIOGRAPHIE

« Chronologie foncière et agricole de la Nouvelle-Calédonie », de Joël Dauphiné

L'une des clés du casse-tête

Voilà un ouvrage documentaire qui tombe bien pour éclairer la lanterne de ceux qui s'interrogeraient encore sur les causes historiques des revendications de la communauté canaque de Nouvelle-Calédonie.

En rassemblant, dans un souci pédagogique, les principaux actes officiels qui ont régi la vie foncière et agricole du territoire depuis la « prime de possession » proclamée au nom de la France, le 24 septembre 1853, par l'amiral Febyrier-Despointes, jusqu'à un débat de l'époque moderne, Joël Dauphiné, un métropolitain qui enseigne l'histoire au lycée La Pérouse de Nouméa, fournit en effet l'une des clés d'une bonne compréhension de la question calédonienne.

Pour prendre la mesure exacte du fossé qui sépare, sur cette terre des antipodes, les Canaques des colons, il suffit de se référer aux effets de la politique coloniale pratiquée, à la fois comme aliène, par les premiers gouvernements français et dont le souvenir reste vivace dans la mémoire collective des Mélanésiens.

C'est le gouverneur Bouzet qui expliquait, en 1855, que « lorsqu'une puissance maritime se rend souveraine d'une terre non encore occupée par une nation civilisée et possédée seulement par des tribus sauvages, cette prise de possession annule tous les contrats antérieurs faits par des particuliers avec les naturels de ce pays », et qu'« en conséquence les chefs et les indigènes de la Nouvelle-Calédonie et de ses dépendances n'ont jamais eu, ni ne peuvent avoir le droit de disposer de tout ou partie du sol occupé par eux en commun ou comme propriété particulière ».

C'est sous le gouverneur Guillaumin que les Canaques, déjà dépossédés de leurs terres ancestrales, sont astreints à de « nombreuses réquisitions », autrement dit à « un véritable travail forcé », pour construire Port-de-France, qui deviendra Nouméa. En 1862, devant le conseil d'administration d'une mission mariste, un « chef de génie » explique : « Pour être conséquents avec nous-mêmes, il faut continuer à considérer les indigènes comme des mineurs incapables de posséder ; ils n'ont fait aucun progrès dans la civilisation ; il me semble que le titre de propriété doit être indivi-

duel et la récompense d'un rapprochement réel vers nos mœurs... »

C'est en 1868, toujours sous la férule du gouverneur Guillaumin, que, pour des raisons de commodité politique, les Canaques sont deux fois désignés à toute propriété individuelle, les autorités françaises préférant avoir comme interlocuteurs des chefs de tribu nommés ou agréés par elles plutôt que de trop nombreux « maîtres de terres » : les tribus sont « cantonnées dans des réserves », dont les terrains « ne seront susceptibles d'aucune propriété privée ». En 1876, le gouverneur Fritznex rappelle que « les tribus canaques continueront à être soumises à des corvées ».

Certaines bonnes fées s'envoient parfois. Ainsi, l'amiral Rigault de Genouilly, ministre de la marine du Second Empire, fait en 1868 quelques remontrances au gouverneur du territoire : « L'équité ne nous permet pas de restreindre le territoire des Canaques sans leur accorder des compensations (...). En enlevant aux indigènes la faculté de devenir propriétaires individuels (...) vous avez voulu écarter les indigènes du mouvement général, perpétuer le maintien de la tribu et l'influence des chefs, et par conséquent gêner l'exercice de notre

action civilisatrice sur ces populations... » Pour les libéraux métropolitains de la fin du dix-neuvième siècle, il s'agit en effet, en Nouvelle-Calédonie, de « justifier la politique de cantonnement indigène au nom du droit de conquête, mais d'une conquête française, c'est-à-dire humaine, libérale, généreuse ».

Le « Caillon » apparaît, en 1894, comme une îdole « colonie de peuplement » vouée à devenir « une petite France australe ».

Mais, pour les tribus canaques, spoliées des meilleures terres, réduites dans la trousses, considérées comme des « réservoirs de main-d'œuvre », le piège était déjà tendu, et se perpétuera sans grands changements jusqu'à nos jours.

L'entre-mêlé de ce petit livre est de rappeler que l'histoire de la Nouvelle-Calédonie est jalonnée, depuis 1853, de révoltes collectives et individuelles de la part des Canaques, presque toujours sur fond de conflits fonciers. On ne tire, de ces rappels bienheureux, aucune raison d'optimisme pour le proche avenir.

A.R.

* Chronologie foncière et agricole de la Nouvelle-Calédonie, 1853-1903, Joël Dauphiné. Editions L'Harmattan, 138 pages, 85 F.

« Le Référendum », de M^{me} Michèle Guillaume-Hofnung

Un instrument imprévisible

« Le référendum demeure un instrument imprévisible : les effets qu'il produit dans un pays à un moment donné ne se reproduisent pas dans ce pays à un autre moment, ou ne se produisent pas dans un pays apparemment comparable. » Ainsi M^{me} Michèle Guillaume-Hofnung, maître de conférences à la faculté de droit de Metz, conclut-elle son ouvrage consacré à cette procédure. L'auteur en donne la définition suivante : « Le corps des citoyens est appelé à exprimer par un vote son avis ou sa volonté à l'égard d'une mesure ou d'une autre autorité à prise ou prise de décision », empruntée à Julien Lafont (Manuel de droit constitutionnel).

M^{me} Guillaume-Hofnung s'attache, dans un premier temps, à montrer comment le débat sur le référendum a glissé, depuis le dix-huitième

siècle, du domaine philosophique dans lequel les spécialistes de droit public le cantonnaient, à l'étude pragmatique des difficultés soulevées par sa mise en œuvre. S'ensuit une minutieuse description de tous les mécanismes susceptibles d'intervenir dans le déclenchement et le déroulement du référendum, ainsi que des effets engendrés par l'utilisation de cet instrument de démocratie semi-directe.

A la suite de cet exposé théorique, M^{me} Guillaume-Hofnung montre comment les Etats démocratiques ont intégré cette procédure institutionnelle, notamment la Suisse, les Etats-Unis et la France.

Le référendum fait son entrée officielle en France avec la Révolution française et son introduction dans la Constitution de 1793 (si l'on excepte le précédent de 1532 relatif au rattachement de la ville de Metz au territoire national). Mobilisateur sous l'Empire, boudé durant la II^e, la III^e et même la IV^e République, en dépit de son utilisation par le général de Gaulle en 1955, il réapparait avec l'avènement de la V^e République en 1958.

« Le référendum, selon l'auteur, est et tend à devenir dans les sociétés politiques modernes un phénomène considérable », et l'intérêt de la classe politique française pour cet instrument va croissant. Sous les deux dernières législatures (de 1978 à 1986), « les parlementaires ont déposé vingt-huit propositions de révision constitutionnelle tendant à développer le référendum, y compris sous sa forme la plus audacieuse, le référendum d'initiative populaire ». Mais il n'a pas été utilisé depuis 1972.

V.D.

* Le Référendum, de M^{me} Michèle Guillaume-Hofnung. Presses universitaires de France, collection « Que sais-je ? », 125 p., 25 francs.

Voulez-vous de jolies fleurs de Chicorée dans votre jardin ?

Elles sont bleues, simples et délicates. Très levées le matin elles se referment au milieu de l'après-midi, évoluent du bleu foncé au bleu plus clair suivant les heures de la journée et une plus grande ou plus faible lumière, se renouvellent chaque jour, suivent le soleil en tournant sur leur tige.

Leurs graines attirent les petits oiseaux qui en sont friands : mésanges, rouges-gorges, troglodytes et chardonnerets.

Des graines de chicorée sauvage dont les plants sont plus résistants peuvent, pour votre semis, vous être adressées par la Chicorée Leroux 59310 Orchies, sur simple demande de votre part, accompagnée d'une vignette détachée de l'un de ses paquets ou flacons.

L'offre est limitée à l'approvisionnement en graines chicorée sauvage de la Maison Leroux.

OUVERTURE
exceptionnelle
demain
DIMANCHE
1^{er} MARS

MISE en VENTE
FOURRURES
NEUVES SOLDÉES

ANORAKS MOUTON réversible	350 F	PELISSES en LAPIIN pleine peau	1425 F
VESTES ASTRAKAN	2425 F	VESTES OPOSSUM	3625 F
MANTEAUX ZORINOS	3925 F	VESTES RAGONNIN	3950 F
VESTES VISON marocain	4350 F	MANTEAUX VISON marocain	4850 F
VESTES VISON millénies	4875 F	VESTES RENARD Mongole	4875 F
MANTEAUX RAGONNIN	5950 F	MANTEAUX CASTOR col Marmotte	6375 F
VESTES COYTE col Renard	6425 F	VESTES MARMOTTE	6875 F
VESTES VISON DARK	7425 F	MANTEAUX VISON	12425 F
MANTEAUX VISON PASTEL 18 750 F			

GARANTIE TOTALE SUR TOUTS VOS ACHATS
Les 2 Boutiques Soldes Fourrures de PARIS
BOUTIQUE 55 - BOUTIQUE 40
55, rue François 1^{er} Paris 8 / 40, Av. George V Paris 8

Société

Le surprenant réquisitoire de l'avocat général au procès

Une supplication « la mort dans l'âme » pour une peine qui ne soit pas supérieure à dix ans de réclusion

« Je voulais prendre des réquisitoires implacables. Mais, à ce poste d'avocat général, je n'ai pas pu dans la situation de l'officier d'état-major qui doit s'adapter au terrain et à l'événement. Je constate, depuis quelques jours, quelques heures, qu'un espoir, une lueur, apparaissent au Liban car, comme vous tous, je suis sûr, chaque soir, en voyant les visages de nos compatriotes retenus là-bas. Il vous appartient, monsieur le président, messieurs, de rendre une justice responsable. L'indépendance qui est la vôtre n'est pas exclusive de la sagesse. Vous ne pouvez éteindre cette lueur, cet espoir. Dans ces conditions, le droit dans l'intérêt de tous pouvoir vous demander, vous conjurer, vous supplier, de ne pas prononcer à l'encontre de l'accusé - et je le dis la mort dans l'âme, mais il est de mon devoir de réclusion criminelle qui ne soit pas supérieure à dix ans. »

Alors, cette péroraison de l'avocat général, M. Pierre Bacchlin, au terme d'un réquisitoire de vingt minutes au procès de Georges Ibrahim Abdallah ? On n'a pas fini d'en parler. La voilà assurée de demeurer dans l'histoire judiciaire française. Qu'elle ait été celle d'un magistrat du parquet pourrait de force sa nature, qui pourrait en douter ? M. Bacchlin n'a-t-il pas rappelé lui-même, au passage, que pareils propos ne furent jamais dans la manière de l'ancien représentant du ministère public de la défunte Cour de sûreté de l'Etat qu'il fut ? Il y a quelques années ? L'homme, c'est une évidence, a été déçu, pour ne pas dire humilié, au point de se déclarer prêt à envisager une demande de mutation. On l'a même entendu murmurer un jour : « Que ne faut-il pas faire dans l'intérêt de la France ? »

« Des armes dérivées »

Car il savait tout ce qui allait pouvoir se dire et se dire déjà, s'écrire, au sujet de ce discours pourtant si bref, mais dans la brièveté elle-même concourant à la surprise qu'il provoquait. Chacun, c'est sûr, attendait ce réquisitoire, certain d'y trouver l'expression à ce procès d'un point de vue du gouvernement, auquel le parquet est hiérarchiquement soumis. Il n'empêche que selon l'usage, la parole est libre, et que, si M. Bacchlin s'était trouvé en charge d'instructions précises, il pouvait, après les avoir fait connaître, y ajouter l'expression de ses propres sentiments sur l'affaire et sur l'homme contre lequel il avait à réagir.

Comme ce ne fut pas le cas, on est en droit de croire que M. Bacchlin s'est exprimé, de bout comme il croyait, par devoir personnel, être tenu de le faire. N'a-t-il pas d'ailleurs glissé à ce sujet une phrase significative en précisant qu'il parlait « en magistrat libre, mais responsable et n'ayant pour seule cliente que la République » ?

Cependant, qu'il le veuille ou non, dans l'opinion son propos ne pouvait donner corps à la version selon laquelle la cessation des attentats de septembre 1986 se trouverait subordonnée à un « règlement rapide du cas Abdallah » dans les meilleures conditions judiciaires possibles, démentant ainsi les proclamations officielles d'une fermeté sans faille à l'endroit du terrorisme.

Mais, même ici de considérations incertaines, chacun pouvant juger à la lumière même du discours tenu et dont voici maintenant l'essentiel. Passons sur une première partie juridique touchant aux définitions de la complicité, pour estimer qu'une revendication d'attentat qui intervient évidemment après le crime, en dépit de son caractère postérieur, peut, en matière de terrorisme, bel et bien constituer un élément de complicité.

C'est ensuite que le réquisitoire a pris son vrai sens : « En examinant comment la justice appelée à intervenir dans ce conflit larvé qui est le terrorisme peut agir, quels sont ses moyens, on s'aperçoit d'une chose, devait dire alors M. Bacchlin : C'est qu'il ne commet pas le pire des crimes sur notre territoire, celui qui a abattu Robert-Charles Ray et Yacov Barsimontov, tenté de tuer M. Robert Homme, s'avait, au moment où il tirait, qu'un pla, s'il était arrêté, il avait encore un avenir, car la plus grave de nos sanctions n'est plus aujourd'hui que la suppression de liberté. Toute condamnation à quelque peine que ce soit, surtout d'une grande importance, transforme en condamné en martyr et, surtout, fait que le pays qui le détient, en l'occurrence la France, devient un otage, autrement dit que sa condamnation elle-même devient pour lui une arme contre la France. Alors, nous devons combattre avec des armes dérivées. C'est dans ces conditions, dans ces circonstances, qu'il m'a été donné de préparer ce réquisitoire. »

« Comme toutes les démocraties, la France, pour affronter ce fléau

impalpable qu'est le terrorisme, n'a que deux moyens : les armes et le droit. Si Georges Ibrahim Abdallah avait disparu dans le combat de l'ombre qui est le sien, c'est-à-dire pour lui une fin honorable et d'aucuns auraient pu proclamer que justice était faite. Ce ne fut pas le cas et, aujourd'hui, il faut décider autre chose. »

« Il ne m'appartient pas de vous dicter, de vous commander un acte de bravoure », ajouta M. Bacchlin, et, reprenant Churchill, de vous dire que je ne peux que vous promettre du sang et des larmes. Je ne sais pas si la France risque d'être victime, demain, de nouveaux attentats aveugles. Je ne peux que vous dire que la justice ne peut avoir qu'un rôle subsidiaire car, son grand avantage, lorsqu'elle est saisie est

« Que ne faut-il pas faire dans l'intérêt de la France ? »... La péroraison de M. Bacchlin demeurera dans l'histoire judiciaire française.

d'être mise en face de ses responsabilités. Il faut bien lui demander alors de participer à un acte politique. On vous a dit qu'était M. Kiejan qui l'avait dit dans sa plaidoirie de partie civile qu'une grâce présidentielle peut intervenir à tout moment, ce dont vous n'avez pas à vous soucier. C'est facile à dire. Une décision qui prend autorité des choses jugées devient, qu'on le veuille ou non, un fait politique. Une fois la décision judiciaire rendue, le chef de l'Etat, quelle que soit l'étendue de son droit de grâce, de son pouvoir régulier, ne peut, d'un jour à l'autre, effacer d'un trait de plume un arrêt rendu au nom du peuple français.

Alors, sans vouloir être déshabillé pour la partie civile qu'est ici le gouvernement américain, je peux dire que les moyens pour lutter contre les terroristes sont les plus divers. Les pays démocratiques les plus puissants ont dû ranger leur force phénoménale. Les chars ne peuvent rien et les commandos parfois échouent, comme on l'a vu avec la tentative pour délivrer les otages de Téhéran, à tel point que, les méthodes de force classique n'ayant aucun effet, on est parvenu, par la force des choses, à l'emploi de moyens insolites qui sement le désarroi, comme on le voit aujourd'hui aux Etats-Unis avec les ventes d'armes à l'Iran.

Pour un arrêt politique

« C'est pourquoi la France n'a de leçons à recevoir de ses alliés, ni même de sa sœur dans la liberté qu'est l'Amérique. Elle a à employer les moyens qui sont les siens, et la justice, alors, peut un jour se dire que face à une crise, à des difficultés graves, elle se doit d'exercer son pouvoir en rendant une décision conforme à l'intérêt de tous. » Sur quoi s'enchaîna la péroraison déjà citée de M. Bacchlin.

Tel fut donc le propos, dans sa construction et son cheminement, achevé par cette supplication pour un arrêt inoté de raison d'Etat, du moins de sens politique. Déjà, les uns en sont consternés, les autres indignés. Car il n'y avait pas assurément matière à se livrer à des exégèses compliquées. Cette peine qui ne soit pas supérieure à dix ans, c'est celle qui pourrait permettre un sursis à M. Abdallah dans un avenir pas trop lointain.

C'est précisément contre une telle éventualité qu'avait guetté auparavant M. Georges Kiejan, durant deux heures d'une plaidoirie modeste, parce que sans redites et d'un intérêt constant. Tout y parut parfaitement maîtrisé, depuis l'affirmation d'une totale indépendance de l'avocat à l'endroit des Etats-Unis « que je ne représente pas ici, mais que j'assiste », jusqu'à l'incitation finale, en passant par l'examen du dossier et des charges, marqué par la présentation d'agissements de l'écriture de Georges Ibrahim Abdallah de nature à convaincre que la première revendication signée par les FARL fut bien de sa main et qu'elle eut lieu tout de suite après la tentative d'assassinat à Paris contre un autre diplomate américain, M. Christian Chapman, qui fut actuellement l'objet d'une information contre X au cabinet du juge d'instruction Gilles Boulouque.

« Je n'entends pas ignorer, devait dire M. Kiejan, que ce procès a une dimension politique et qu'il y a ici un enjeu effectif. Mais, contrairement à ce qui a été proclamé par la défense, ce dossier n'est pas vide. Aurait-on d'ailleurs recours à des attentats comme ceux que nous avons connus et qui avaient pour but d'obtenir la libération de Georges Ibrahim Abdallah s'il s'était agi du petit chef minable que l'on a voulu nous dépeindre si complaisamment ? Evidemment, je n'ai pas le film ou la photographie mon-

trant Abdallah en train de passer le revolver au tueur. »

Mais ce que M. Kiejan a en sa possession, c'est l'ensemble du dossier. Il y relève l'attitude observée par Georges Ibrahim Abdallah, qui commença par dire, tant qu'il ne fut pas identifié, qu'il n'appartenait pas aux FARL, mais à un mouvement, inconnu ailleurs, chargé seulement de définir des « cibles ». Par la suite, plus l'on avançait, plus l'on découvrait, plus il s'enfermait dans le mutisme qui devait devenir le sien.

M. Kiejan : dévoilement

Aussi bien pour M. Kiejan, on peut affirmer qu'Abdallah était bien membre des FARL et, dès lors, les FARL ayant revendiqué tous les

attentats reprochés, on ne peut le tenir pour un simple exécutant, mais bien pour un chef, car il fut toujours celui qui ne monte jamais en première ligne, mais demeure en position de retrait, comme un chef d'état-major. Pour cela, il y a, aux yeux de M. Kiejan, des preuves. Car ce n'est pas seulement le Mossad israélien qui a présenté l'accusé comme tel, mais tout autant les services libanais et algériens. Il y a aussi la déposition de M. Gilles Sidney Peyrolles, enlevé par les FARL dans l'espérance d'obtenir la libération d'Abdallah en échange de la sienne. Et puis, il y a, bien sûr, tout ce qui a été découvert, toutes ces caches d'armes, ces déplacements, ces mouvements de fonds, et surtout ce pistolet trouvé rue Lacroix - où fut bel et bien Abdallah - et identifié comme l'arme utilisée à la fois contre Robert-Charles Ray et Yacov Barsimontov.

Alors ? C'est ici que M. Kiejan devait donner son sentiment sur ce que pouvait avoir à décider la cour d'assises. « Vous pouvez éprouver, en condamnant comme il l'a été, la crainte de nouveaux attentats aveugles. Mais tout démontre depuis quinze ans que la démission judiciaire, dans toutes les affaires où il a été demandé de s'incliner devant la raison d'Etat, n'a pas arrêté le terrorisme. Je suis persuadé, cependant, que, demain, nous pourrions subir de nouveaux attentats. Mais je pense qu'il faut mettre fin à cette croyance que la France est devenue un sanctuaire, que notre pays a renoncé à exercer ses prérogatives. A chacun sa décision. Si le gouvernement veut, après que votre justice aura été rendue, comme il convient qu'elle le soit, accorder une grâce, fut-elle importante, fut-elle même totale, c'est l'affaire du gouvernement et il s'adressera au président de la

République. Ce n'est pas à vous d'accepter, la première fois où un terroriste important vous est déféré, de faire le service de l'Etat. Sinon, vous entreriez dans un dévoiement qui consiste à imposer un coupable et qui serait le même, mais à rebours, que celui qui fut demandé aux sections spéciales de Vichy pendant l'Occupation, de déclarer coupables des innocents. C'est cela le caractère insidieux de la raison d'Etat. Le seul Etat dont vous avez à rendre compte, le seul qui mérite par vous d'être respecté, c'est l'Etat de droit. »

M. Jacques Vergès, qui devait terminer sa plaidoirie samedi, entendait, à sa place de défenseur « revenir aux faits », trop négligés selon lui jusqu'à présent. Il n'en afficha pas moins une belle violence contre « la partie civile américaine. » « En critiquant l'enquête comme l'a fait, dit-il, M. Kiejan, ne vous a-t-il pas donné l'impression de s'écarter de la branche sur laquelle il est assis ? Mais, parce que le gouvernement américain exige une peine maximale, parce que Reagan a parlé, il ne restait plus qu'à obéir ? »

Pour M. Vergès, ce dossier de complicité d'assassinat est donc « totalement vide ». Tout ce que l'on pourrait y trouver a fait l'objet du procès de Lyon, pour association de malfaiteurs, en juillet 1986, et l'on ne peut plus y revenir. Le pistolet sera-t-il Lacroix ? A cette adresse, d'autres ont pu se présenter entre le moment où fut arrêté Abdallah (25 octobre 1984) et le jour où l'on y a persécuté, quatre mois plus tard. Le plan de Strasbourg qu'il figure un point indiquant la rue où habitait M. Robert Homme ? Les graphiques ne peuvent dire si ce point est de la main d'Abdallah.

La revendication de l'assassinat de Yacov Barsimontov dont Abdallah aurait remis le texte à M. Martine Toulouze à Grenoble en vue de son impression par la Documentation communiste ? Si la justice avait la certitude de cette remise, M. Toulouze serait aujourd'hui inculpée d'association de malfaiteurs et non pas simplement de recel de malfaiteurs, car, effectivement, il semble bien qu'elle ait un jour ou un autre rencontré Abdallah. Conclusion : « Mon rôle était d'établir que rien n'est établi, voilà qui est fait. »

JEAN-MARC THEOLEYRE.

« M. Bacchlin a déclaré à l'AFP, samedi 28 février : « Je confirme avoir reçu, libre de toutes instructions. Mais je suis un magistrat de haut niveau, capable de se renseigner. C'est ce que j'ai fait au cours des dernières quarante-huit heures, et c'est ce qui a dicté ma conduite. Vendredi matin, j'ai eu accès à des informations - je n'en dirai pas plus - et j'ai pris mes responsabilités. »

Au Conseil d'Etat

Deux extraditions contestées

Par une décision du 27 février, le Conseil d'Etat a annulé un décret du 10 avril 1986, accordant l'extradition de M. Memik Fidan, ressortissant turc, à la suite d'une demande du gouvernement turc.

La demande d'extradition était fondée, notamment, sur des faits d'homicides punissables, selon le code pénal turc, de vingt-quatre à trente ans de réclusion, mais il n'était pas exclu que la qualification d'homicide avec préméditation, possible en Turquie de la peine de mort, soit finalement retenue par la justice turque.

Le Conseil d'Etat a estimé que en vertu de l'abolition de la peine de mort en France par la loi du 9 octobre 1981, confirmée par l'adhésion de la France, en décembre 1985, au protocole n° 6 à la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, l'application de cette peine à une personne ayant fait l'objet d'une extradition accordée par le gouvernement français serait contraire à l'ordre public français.

Or, en l'espèce, si le gouvernement français n'avait accordé l'extradition que sous réserve d'une non-application de la peine de mort, cette réserve ne pouvait lier les juridictions turques.

En revanche, par une décision du même jour, le Conseil d'Etat a rejeté une requête tendant à l'annulation d'un décret du 22 avril 1986, accordant, sur demande des autorités italiennes, l'extradition de M. Fiorenzo Tricantato, ressortissant italien, condamné en Italie à plusieurs années de prison pour vol à main armée et séquestration.

Le Conseil d'Etat a estimé que les condamnations prononcées à l'encontre de M. Tricantato, selon la procédure italienne de condamnation, ne l'avaient pas été dans des conditions contraires à l'ordre public français. En effet, procédure, bien qu'elle ne comporte pas de mécanisme de purge de la condamnation, similaire à celui du droit pénal français, prévoit la représentation de l'accusé par un défenseur et lui ouvre une voie de recours contre la condamnation prononcée.

« Condamnez-le pour la forme, sinon... »

M. Alain Chalendar n'a donné « aucune consigne » de clémence à M. Pierre Bacchlin, l'avocat général chargé de réquêter contre Georges Ibrahim Abdallah. La chancellerie l'assure et voudrait qu'on le croie malgré les apparences et la logique.

Cela fait plusieurs mois que le scénario d'une condamnation pour la forme du chef présumé des FARL avait pris corps. Le verdict appartenait à des magistrats réputés indépendants, mais il n'était pas interdit au pouvoir politique d'évoquer une opinion sur la sanction à infliger à Georges Ibrahim Abdallah et de le faire savoir plus ou moins discrètement.

Le gouvernement s'est d'abord en la tentation de céder aux menaces. Puis sont venus les attentats de l'automne, suivis d'une trêve dont chacun redoutait la précipitation, trêve assortie de ce message des amis du chef présumé des FARL : « Jugez-le vite, condamnez-le pour la forme, sinon... »

Message reçu. Restait à donner à la haute magistrature les apparences d'une justice suivant normalement son cours. Première entorse à cette sérénité affichée, premier symptôme de la nervosité du pouvoir politique : M. Chalendar annonce, fin septembre, que Georges Ibrahim Abdallah sera jugé dès le mois de février. Personne ou presque ne croit que ce délai sera tenu. D'ordinaire, la justice prend davantage son temps. Mais on s'active à la chancellerie ainsi qu'à la cour d'appel de Paris et le procès a lieu à la date prévue. Il est vrai que l'ultimatum des amis de Georges Ibrahim Abdallah expirait fin février.

M. Chalendar minimise cette concession en déclarant que le gouvernement est partisan de la fermeté. De là à penser que le moment venu le parquet recroque des consignes de sévérité... On ne vendrait qu'elles n'avaient pas été données. Plus curieux encore, l'avocat général a paru réclamer - sur ordre - l'indulgence des juges. Il n'a pas dit qu'un tel ordre lui avait été transmis, mais a fait seulement état de son déclinement face à ce dilemme : céder ou résister, pour conclure en substance qu'il valait mieux céder.

Chacun sait bien cependant que les représentants du parquet n'en font pas qu'à leur tête. Ils sont tenus de réquêter selon les consignes venues d'en haut quand ces consignes leur sont données. Il en a pas eu cette fois-ci, affirme la chancellerie, ni

de la part du ministre, ni d'un membre de son cabinet, ni du procureur général de Paris. La consigne était, parait-il, de ne pas en donner. M. Chalendar était, dit-on, partisan que la justice suive son cours sans intervention de lui-même. Aux diplomates ensuite de se débrouiller.

Un « effet déplorable »

Si cette version est la bonne, avoir choisi M. Bacchlin comme avocat général apparaît comme une erreur. Il a en effet recommandé l'indulgence, ce qui est fâcheux si on ne lui a rien dit. Et si une telle recommandation lui a été faite ou s'il a cru qu'on le lui faisait, quelle maladresse dans l'exécution !

Bref, un avocat général n'a pas à effrayer d'états d'âme comme ceux, estimables, dont M. Bacchlin a fait écho vendredi. L'effet est déplorable, commentant peu après un haut fonctionnaire du ministère de la justice, préoccupé par la tournure prise par les événements.

Qu'elle ait ou non donné des consignes, la chancellerie est bien embarrassée. La « sortie » de M. Bacchlin rappelle trop les recommandations d'indulgence que le parquet de Lyon avait reçues du ministère de la justice lors du premier procès d'Abdallah au mois de juillet. Résultat : quatre ans d'emprisonnement seulement. De même, le parquet de Paris avait-il reçu ordre, peu après, d'étudier un non-lieu en faveur du chef présumé des FARL pour certains faits jugés par la cour d'assises ? Il est vrai qu'à cette époque il n'y avait pas encore eu les attentats aveugles de la capitale, oras morts en quelques jours.

M. Chalendar ayant, depuis, éprouvé les inconvénients de voir à donner l'impression de vouloir ménager les terroristes, aurait-il pu qu'on ne l'y prendrait plus. Pas de consignes donc cette fois-ci et pas davantage de réactions officielles après l'arrêt de Bacchlin, sinon pour regretter *ma mea culpa* que l'avocat général ait « cédé » au moment où il aurait dû faire preuve de la plus grande fermeté. C'est malheureusement ce qui peut arriver lorsqu'on laisse un homme seul face à de telles responsabilités. Et, par son verdict sévère, la Cour d'assises a, à sa façon, sanctionné ce choix.

BERTRAND LE GENDRE.

En Seine-Saint-Denis

Un commissaire de police écroné pour « trafic d'influence »

Le parquet de Bobigny a ouvert une enquête sur un commissaire de police, M. Alain Perra, trente-trois ans, officier de police judiciaire du commissariat de Montreuil (Seine-Saint-Denis), inculpé jeudi 26 février de « trafic d'influence » et placé en détention pour avoir soutiré 10 000 francs à un chauffeur de taxi qui craignait un retrait de permis de conduire.

C'est sur dénonciation de la victime de cette transaction que M. Perra avait été interpellé en flagrant délit, mardi soir, par ses collègues de l'Inspection générale des services (IGS).

Le chauffeur de taxi s'était ému, dans un bar de Montreuil, d'une menace de retrait de permis de conduire qui pesait sur lui pour conduite en état d'ivresse. Le patron de l'établissement, M. Alain Slamat, lui avait proposé d'intervenir et avait joué le rôle d'intermédiaire entre le com-

missaire et le chauffeur de taxi. M. Slamat a été lui-même inculpé de complicité de trafic d'influence et écroné.

« Trois nouvelles expulsions de Basques espagnols. — Trois Basques espagnols ont été expulsés, le vendredi 27 février, à midi, du territoire français (Pyrénées-Atlantiques) vers l'Espagne. M. José Alberti Puy, trente ans, auteur de plusieurs bandes dessinées a été arrêté en début de matinée à Moulon. M. Francisco Adurriaga Peronzo, trente ans, a été appréhendé à Saint-Jean-de-Luz et M. Jesus Maria Arriaga Albizu, trente-trois ans, à Hendaye. De son côté, M. Gerny Goyetchea, née édit, trente-cinq ans, interpellée à Bayonne a été relâchée.

Ces trois expulsions portent à trente-neuf le nombre des réfugiés basques expulsés depuis le 19 juillet 1986 ; trente-sept d'entre eux ont fait l'objet de la procédure d'urgence absolue.

Le Monde

sur minitel

MESSAGES

Pour écrire au Monde. Pour dialoguer. Pour réagir.

36.15 TAPEZ LEMONDE

Qui a succédé à Yvon Gattaz à la tête du CNPF ?

Le Monde

fiduactuel



الكتاب الأول

سكنا من اصل

Société

de Georges Ibrahim Abdallah

«Le gouvernement ne cédera pas au chantage» réaffirme M. Chirac

M. Jacques Chirac a de nouveau souligné, vendredi 27 février, à Provins, que, face à « la stratégie de la violence aveugle, le gouvernement ne cédera pas au chantage que certains veulent exercer sur lui ». Après le succès obtenu par la police, il y a moins d'une semaine, et au moment où pèsent par ailleurs certaines menaces, le président réaffirme solennellement que nous avons raison d'avoir foi en nous-mêmes, en nos institutions, en nos concitoyens, pour vaincre la barbarie », a ajouté le premier ministre.

M. Chirac a tenu ces propos à Provins à l'occasion de la remise, à titre posthume, de l'insigne de chevalier de la Légion d'honneur à Serge Langer, employé municipal de la ville, tué lors de l'attentat à l'explosif qui visait, en décembre dernier, M. Alain Peyrefitte.

D'autre part, M. Chirac a précisé que « des projets de loi seront soumis au Parlement afin de permettre la ratification, souhaitée par le gouvernement, des conventions européennes pour la répression du terrorisme ».

De son côté, M. Charles Pasqua, qui était le même jour à Saint-Omer (Pas-de-Calais), a simplement déclaré : « Je ne suis pas en charge de juger, mais d'arrêter les terroristes. Notre devoir, c'est d'abord d'arrêter les terroristes, et ensuite

de faire en sorte qu'il n'y ait pas d'attentats ».

En revanche, M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, a estimé, samedi 28 février, que « si le chef terroriste Georges Ibrahim Abdallah n'est pas condamné à la peine maximale, cela démontrera que les juges ont prêté l'oreille aux recommandations d'un gouvernement qui a cédé au chantage du terrorisme international. Les parents de la guéguenne de victimes des FARL et du CSPPA sauront que ce n'est pas en France que justice leur sera rendue ».

M. Le Pen, président du FN, a parlé, lui, d'une « capitulation ». « La faiblesse, face au chantage, est un crime », a-t-il dit.

Enfin, M. Georges Sarre, membre du secrétariat national du PS, a déclaré vendredi que le régime de la ministre public soit d'une « indulgence stupéfiante ».

« C'est bien un terroriste international que le gouvernement s'apprête à relâcher, j'attends les réactions de Jacques Focillon devant ce recul », a ajouté le député de Paris.

Enfin, M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), estime, dans un interview au Parisien libéré du 28 février, que « si Abdallah n'est pas sévèrement condamné, on se sera déjugé ».

La tentation du sanctuaire

ARESTATION des dirigeants d'Action directe, procès de Georges Ibrahim Abdallah. Eloge de la fermeté d'un côté, appel à la clémence de l'autre. Lors de la semaine écoulée, en s'emparant dans ses propres contradictions, la majorité a joué devant l'opinion la scène de l'arrestation arrosée. Après la victoire politique provoquée par certains responsables du RPR contre le gauche, accusée de laxisme face au terrorisme interne, voici l'habitué de l'invocation de la raison d'Etat surprise d'une justice supposée indépendante, afin de lui suggérer un renoncement devant le terrorisme international. Le gouvernement n'aurait pu souhaiter plus mauvais effet, la majorité plus explicite dément de ses promesses volontaristes, parfois excessives, en matière de sécurité. Et voici que la cour d'assises, elle-même, lui inflige un démenti inverse en se refusant à suivre l'avis général.

La requête concède de l'avocat général Pierre Bascchi, assurant que « toute condamnation sévère » d'Abdallah « transformerait la France en otage », fut une surprise... sans en être une ! La conclusion — pas plus de dix ans de prison — n'a pas surpris, mais les attentes ont été déçues par leur franchise même. Il est peu coutumier, en effet, qu'un représentant du ministère public recommande ainsi l'impunité du droit, prône le risque de discréditer l'institution qu'il représente et conjure implicitement la justice de se plier aux engagements de l'Etat plutôt qu'aux lois de l'Etat de droit. D'ordinaire, les formes sont mieux respectées, les propos mieux enrobés.

Cependant tout annonçait un semblable réquisitoire : l'effacement de l'avocat général tout au long des débats, tissant à la parole civile américaine le soin de garantir sur son fait ; le soutien réitéré de la DDT, contredisant tout ce que son enquête sur les FARL tendait à prouver, à savoir que Georges Ibrahim Abdallah était le chef, au moins en Europe ; l'aval donné, sur TF 1, par le ministre de l'intérieur à ce tournant polémique, renforcé d'une mise en garde aux Américains qu'il n'avait aucun droit de s'immiscer dans les affaires de la justice française.

Comment le gouvernement pourrait-il, malgré les dénégations du garde des sceaux, échapper au soupçon d'immixtion dans le cours normal de la justice ? Comment éviter, alors, qu'un autre propos de M. Pasqua, détaché de son contexte, ne devienne l'objet de polémique : « La démocratie s'arrête où commence l'intérêt de l'Etat » ? La déclaration a été immédiatement critiquée, pour les socialistes, par M. Pierre Bérégovoy. Au bout du compte, le gouvernement aura géré fort maladroitement, à l'égard de l'opinion et, aussi, envers sa propre majorité, l'engagement qu'il a pris, à l'autorité d'Abdallah, par deux fois plus ou moins promise et annulée, en mars 1985 (enli-

« Petite flamme d'espoir »

Ce choix aura entraîné la France dans un dialogue renforcé avec l'Etat syrien, M. Hafez El Assad devenant un interlocuteur privilégié ; et la France semble attendre des nouvelles avancées syriennes, au Liban, qualifiées d'ailleurs indirectement par l'avocat général de « petite flamme d'espoir qui semble s'être rallumée depuis quelques jours », des conséquences favorables sur le sort des otages. Cette tendance à ménager Damas avait déjà été illustrée en novembre 1984 avec l'hommage rendu au président syrien par M. Mitterrand, lors d'un voyage à Damas, malgré l'assassinat, en août 1981, de l'ambassadeur de France à Beyrouth, imputé, selon la Syrie, du moins à ses alliés. Mais la majorité actuelle ne saurait oublier non plus qu'en novembre 1983, par la voix de M. Pasqua, au Sénat, elle demandait au gouvernement socialiste ce qu'il attendait « pour rappeler notre ambassadeur en Syrie et pour déclarer les diplomates et les employés de l'ambassade de Syrie indésirables à Paris ».

C'est rappel d'une philippique où le futur ministre de l'intérieur accusait le diplomate français d'« insécurité », [elle] qui se cantonne dans une attitude défensive et passive quand, pour être efficace, il faudrait qu'elle soit dynamique et offensive ».

Que pouvait espérer le gouvernement en échange de ces ouvertures, aujourd'hui déstabilisées par le verdict de Paris ? C'était la question posée par nombre de responsables politiques qui jugent cette politique illusoire. Des libérations d'otages ? Mais ce n'est en rien se préoccuper de nouveaux enlèvements. La « non-reprise » des otages, comme l'a suggéré, vendredi, M. Pasqua ? Mais les amis d'autres détenus proche-orientaux ne seront-ils pas tentés de suivre l'exemple du clan Abdallah ? Au-delà, c'est la philosophie même de cette orientation qu'il faut remettre en cause : cette tentation du sanctuaire, qu'un porte-parole du groupe Abou Nidel, basé à la Syrie, trahissait, à l'automne 1986, en « politique de neutralisation du territoire français ». Une France « neutre », au profit des ambitions syriennes, sous la pression d'un terrorisme qui, sous le couvert de causes qu'il dessert, est avant tout un terrorisme d'Etat.

EDWY PLENEL

PARIS

Le préfet poursuivi par les défenseurs du bois de Vincennes

Le préfet de Paris sera-t-il condamné à verser 1 franc symbolique de dommages et intérêts à l'association Sauvons le bois de Vincennes comme celle-ci le demande au tribunal administratif de Paris ? Selon l'association, le préfet n'a pas fait son travail en laissant la Ville ouvrir une carrière illégale au milieu du bois de Vincennes, en février 1986. Il n'y avait eu alors ni enquête publique, ni étude d'impact, ni versement de la taxe sur les granulats. Pourtant, les services préfectoraux avaient laissé la Ville extraire et vendre 600 000 tonnes de sable pour financer le réaménagement en terrains de sport des 11 hectares de la plaine Saint-Hubert.

Non au béton dans le 17^e

Plusieurs centaines d'habitants du 17^e arrondissement de Paris, groupés au sein de l'association SOS Environnement, viennent d'écrire à M. Jacques Chirac pour lui demander de renoncer aux constructions prévues sur la dalle couvrant la ligne Er-mont-Invalides, près de la place Péreire. Les riverains de la tranchée ferroviaire s'aperçoivent aujourd'hui, après une « enquête publique » plus que discrète, qu'au lieu de la couleur verte promise on veut élever sur deux étages une crèche et un club de tennis privé. L'association réclame au contraire un jardin pour les enfants et les personnes âgées.

Des travaux pour la pureté des eaux

La mairie de Paris annonce qu'elle va dépenser 1,3 milliard de francs en cinq ans pour « améliorer la sécurité de la distribution de l'eau en quantité comme en qualité ». Il s'agit de moderniser les usines situées à Ivry, à Saint-Maur et à Orly, qui pompent dans la Seine et la Marne 800 000 mètres cubes d'eau par jour, soit 40 % de la consommation quotidienne des Parisiens. Objectif affirmé par M. Lucien Fisel, adjoint au maire : « Arriver à une sécurité totale de l'approvisionnement en cas de pollution de la Seine ou de la Marne ». Puis on réparera les 500 kilomètres d'aqueducs datant du Second Empire qui apportent à Paris l'eau des sources du Morvan.

Par ailleurs, une enquête publique sera ouverte en mars prochain dans l'Aube sur les rejets en Seine des deux réacteurs de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine, située à 100 kilomètres en amont de l'agglomération parisienne et qui doivent démarrer en 1987 et 1988.

RELIGIONS

Reçus par Jean-Paul II

Les évêques d'Ile-de-France défendent le catéchisme du mercredi

Les évêques de la région Ile-de-France ont été reçus au Vatican, du 23 au 28 février, en visite ad liminem. S'exprimant en leur nom, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, a évoqué, vendredi 27 février, devant le pape, plusieurs questions d'actualité, dont l'éventualité d'une suppression de la « messe du mercredi » dans les établissements scolaires et les conséquences que en découleraient pour l'enseignement du catéchisme.

ROME de notre correspondant

La présence à Rome des évêques des huit diocèses de l'Ile-de-France était évidemment un peu plus qu'une visite ad liminem parmi celles des neuf régions archidiocésales de l'Hexagone. Un Français sur cinq vit en effet à Paris ou dans sa banlieue, et la capitale, même en matière religieuse, pèse d'un grand poids. Que le président de cette région soit le cardinal Lustiger, dont l'influence au Vatican est considérable, ajoute à cette évidence.

L'archevêque de Paris, devant le pape, énuméré quelques problèmes emblématiques. Rappelant d'abord les manifestations favorables de l'école privée de 1984 et celles des jeunes à la fin de 1986, il y constate cette contradiction : les parents se sont mobilisés pour leur droit de transmettre en toute liberté à leurs enfants des valeurs fondamentales, alors que leurs enfants, eux, ont exprimé dans le rue leur

inquiétude face aux dites valeurs. L'explication est que la jeune génération, « ignorante de son passé, ne sait comment déchiffrer son avenir ». L'Eglise a donc le devoir de lui « apprendre l'histoire de notre salut et la mémoire de notre espérance ».

Les évêques d'Ile-de-France accordent une grande importance à la « question du mercredi » : ils se battent avec une grande énergie — soutenus, observent-ils avec satisfaction, par la majorité des médecins scolaires — pour que ce jour « non travaillé » en classe reste aussi celui du catéchisme.

A propos des immigrés, le cardinal Lustiger estime que « les réelles difficultés de cohabitation » ont été amplifiées « par l'excitation des réflexes de défiance et d'agressivité ». Là encore, « la jeunesse a joué un rôle déterminant : elle a aidé le pays tout entier à mesurer la gravité des enjeux moraux de ce débat ». Elle a manifesté son « désir de fraternité » à l'égard de ses « contemporains, enfants d'immigrés ».

Evocant la crise économique, dont beaucoup comprennent « qu'il ne s'agit pas d'un accident de la conjonction », l'archevêque de Paris se réjouit des « grands courants de solidarité que connaît notre pays » et qui ne sont pas « des émotions fugitives » mais une conversion « à une plus grande pauvreté » de « cœurs qui semblaient brouillés par les séductions de la richesse ».

Le cardinal Lustiger croit pouvoir parler de « renouveau catholique ». Il observe que dans les sondages une immense majorité de Français se

Fonctionnaires étrangers dans la capitale

L'immigration dorée

Dix à quinze milliards de francs, telles sont les dépenses faites annuellement par les deux cent-quatre-vingts ambassades, consulats et organisations internationales installées à Paris. Voilà une estimation, établie par divers recoupements, qui n'apparaît jamais dans la comptabilité des activités parisiennes. Le petit monde des ambassades déteste la publicité et plus encore qu'on parle de « gros sous ». Pourtant cette somme dépasse la totalité des devises apportées par les touristes visitant notre cité. Le statut de capitale ne confère pas seulement prestige et puissance politique, il rapporte.

Il est vrai que si les diplomates sont des hôtes discrets, ils sont aussi encombrants. D'abord, ils n'aiment que les « beaux quartiers » — 7^e, 8^e et surtout 16^e arrondissements — où ils occupent des centaines d'immeubles. Ceux-ci sont autant d'enclaves aux grilles desquelles s'exercent les pouvoirs des autorités françaises. Tout ce qui s'y passe relève de législations étrangères.

La prolifération des nations indépendantes et le formidable essor des échanges internationaux multiplient sans cesse ces inclusions. Autant de bonne affaires pour les agents immobiliers qui ont à placer un hôtel particulier, un terrain bien situé, un immeuble de standing ou un appartement haut de gamme. Et l'on se doute qu'une telle demande ne fait pas précisément baisser les prix. Il faut même parfois renoncer à nos règles d'urbanisme. Après des années de négociations et malgré l'opposition de tout un quartier, l'ambassade soviétique s'est finalement installée en bordure du bois de Boulogne, sur plus d'un hectare de l'ancienne vertue, évidemment non constructible.

Pas question, bien entendu, de gêner la circulation et le stationnement des 15 000 voitures immatriculées en CD, C et K. Chaque semaine, la préfecture de police met au panier un petit paquet de contrevenances « diplomatiques ». Mais au moins s'accroche, le commissaire du quartier doit se déplacer en personne pour établir le constat. En revanche, la protection des personnes et des intérêts étrangers à Paris est devenue le cauchemar des forces de sécurité depuis le vague d'attentats qui, en 1982, a causé la mort de deux diplomates et de deux démineurs français.

La police estime à deux mille le nombre des ambassades, consulats, sièges de compagnies aériennes, centres culturels, lieux

de culte et résidences étrangères à Paris. Comme il est impossible de les surveiller simultanément, on plante des fonctionnaires aux points les plus menacés et on lance des patrouilles qui passent à intervalles irréguliers. C'est le plan Anjou. Il mobilise tout de même des milliers d'hommes. Conséquence heureuse : les douzaines ravies constatant que les voyous ont déserté leurs quartiers devenus « de haute surveillance ».

Domesticité française

Mais la présence diplomatique a des effets plus tangibles. Selon les estimations du Quai d'Orsay, trente mille diplomates et fonctionnaires étrangers gravitent autour des ambassades et des organisations internationales à Paris. Ce nombre triple avec les familles. La totalité de leurs salaires, loyers, frais de déplacement et factures d'entretien des immeubles dépasse certainement 10 milliards de francs par an. En outre, à l'exception des pays de l'Est, la plupart des consulats et organisations étrangères recrutent sur place leurs employés de bureau : salaires moyens, discrétion exigée, mais des milliers d'emplois stables. « Sur les trois personnes de mon service, dit Patrick Roberts, de l'ambassade britannique, la moitié sont françaises. Certaines en place depuis vingt-cinq ans sont les éléments les plus permanents, la mémoire de la maison ».

Autre retombée, tout à fait profitable pour le décor parisien : on s'installe systématiquement dans des demeures de prestige, les gouvernements étrangers ont sauvé les vieux hôtels particuliers de la capitale. Les Anglais celui de Pauline Borghese, les Allemands celui des Beauharnais, les Espagnols la résidence des princes de Wagram. Et les restaurants à grand-trait. Les Soviétiques ont fait venir des spécialistes de Leningrad qui ont travaillé plusieurs années pour redonner tout son lustre à l'hôtel d'Estrée, superbe demeure dix-huitième de la rue de Grenelle. Piqués au vif, les Américains ont engorgé des millions de dollars dans la réhabilitation de l'hôtel de Talleyrand, leur consulat de la rue Saint-Florentin. L'édifice chargé d'histoire en avait aussi subi les avan-

ries. Mais on a tout respecté, y compris les impacts des projectiles tirés contre la façade à la Libération. Cette « possession » américaine est le seul endroit de

Paris qui conserve les plafonds peints et les décors en trompe l'œil du décorateur français Barthélemy.

Pour les admirer, il suffit de se faire inviter à une soirée culturelle. Car si la vie mondaine des ambassades d'antan a complètement périérisé — les banquets du corps diplomatique à l'Elysée et à l'Hôtel-de-Ville ont vécu, — des activités plus enrichissantes l'ont avantageusement remplacé. Il n'est plus une nation qui ne rêve d'ouvrir un centre culturel à Paris. Le British Council, le Goethe Institut, l'Institut italien ont, depuis longtemps, montré l'exemple. D'autres leur emboîtent le pas. Les Allemands de l'Est ont pignon sur rue au faubourg Saint-Germain, les Hongrois rue Bonaparte, les Finlandais prospectant le quartier Latin, les Japonais longent sur le boulevard de Grenelle. L'Institut du monde arabe, en construction à la porte orientale du boulevard Saint-Germain, sera le plus spectaculaire. Comme le centre suédois, niché dans le Marais et celui de la Belgique, situé près de Beaubourg, il témoigne du placement progressif des antennes étrangères vers les quartiers les plus animés de la capitale. A leur manière, ils participent au rééquilibrage de Paris vers l'est.

En tout cas, chaque pays semble s'ingénier à enrichir encore les nuits et les week-ends des Parisiens. En 1985, l'Année de l'Inde leur a offert le Grand Meis, étonnante fête populaire qui a rassemblé trois cent mille personnes au Trocadéro. Puis ont défilé une succession encore jamais vue de 150 manifestations en quelques mois. En 1986, ce fut l'Année japonaise, ce qui n'a pas empêché les Saoudiens de faire un tabac avec une exposition au Grand Palais. On annonce pour 1987 une année à la fois espagnole et brésilienne. L'univers semble disposer au pied des Parisiens ce qu'il a de meilleur.

Derrière ces avant-gardes culturelles, les attachés commerciaux s'engouffrent pour promouvoir leurs produits nationaux. Résultat : ils attirent leurs firmes vers les congrès et les foires internationales qui se succèdent sur les rives de la Seine. Leurs efforts contribuent donc à renforcer la place déjà prédominante que Paris occupe sur ce créneau. Jamais au cours de son histoire, la capitale n'avait autant mérité sa réputation de place internationale. Jamais non plus elle n'en avait tiré de tels bénéfices.

MARC AMBROISE-RENDU.

REPÈRES

Université

M^{me} Francine Demichel
présidente de Paris-VIII

M^{me} Francine Demichel, professeure de droit public et de sciences politiques, a été élue présidente de l'université Paris-VIII-Saint-Denis, par 65 voix sur 107 votants. Elle remplace M. Claude Frioux, dont le mandat vient à expiration.

[Née en 1938 à Marseille, M^{me} Francine Demichel est agrégée des facultés de droit. Elle a soutenu sa thèse d'Etat en 1964 sur « Le Conseil d'Etat, juge constitutionnel ». Elle a enseigné à l'université de Lyon-II, puis à celle de Paris-VIII depuis 1982. Elle est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages dont *La lutte idéologique dans la France contemporaine* (1982) et *Eléments pour une théorie des relations internationales*.

Huit nouveaux départements d'IUT

M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, a annoncé le 26 février la création de huit nouveaux départements d'IUT (Institut universitaire de technologie) qui vont être ouverts dès la rentrée prochaine. Il s'agit de départements de maintenance industrielle, à Périgueux et Châtelleraut ; de génie électrique et informatique industrielle, à Valenciennes et Compiègne ; de transports logistiques, à Mulhouse ; d'organisation et gestion de la production, à Annecy ; de biologie appliquée, à Amiens ; et enfin de génie mécanique et productique, à Tarbes. Ces nouvelles implantations seront financées grâce aux 50 millions de francs de crédits supplémentaires que M. René Monory, ministre de l'éducation nationale, avait obtenus au début de l'année (le Monde du 23 janvier).

Culture

THÉÂTRE

La saison à Berlin Sang neuf

re demeure
il à Berlin
es héros
ient fatigués.
public va vers
musique et l'insolence
ême si Bob Wilson
occupe la Schaubühne

Ni la neige qui verglance ni la bon-
limité cinématographique qui
s'empare de Berlin au moment du
Festival n'affectent les différentes
activités artistiques de la ville la plus
culturelle d'Europe. Mais les théâ-
tres, les institutions majestueuses,
chargées avec l'Opéra d'assurer le luxe
du prestige, connaissent une période
de fatigue. La Freie Volksbühne
s'est embourbée dans une ornière
dont elle a du mal à se dégager.

Saved, d'Edward Bond, production
de son directeur Hans Neuen-
fels, a été mal accueillie. Le Schiller
Theater fait venir des metteurs en
scène — Bernard Sobel a monté
Nathan le sage dans les décors que
l'on va voir à Gernsheim, Ger-
Hagen Seebach vient de présenter la
Judith de Hebbel, Hans Peter Cloos
répète Richard II — pour tenter
d'accrocher le mouvement de l'impor-
tante machine.

La Schaubühne elle-même souffre
de morosité. Son directeur, Luc
Bondy, a été malade et n'a pas réussi
son dernier spectacle, les *Cours
brûlés*, d'Ostrovski. Le *Prométhée*
vu par Klaus Grüber, avec Bruno
Ganz, dans la version lourde donnée
à Salzbourg, n'a pas soulevé
l'enthousiasme du public. Même le
retour de Peter Stein pour le
Singe vert d'O'Neill s'est soldé par
une déception.

C'est à Bob Wilson que revient la
tâche de remonter le moral de la glo-
rieuse troupe. Avec Heiner Müller, il
s'entreprend le second *Death*
D(estruction) D(estruction). Le pre-
mier, inspiré par Rudolf Hess, a été
créé en 1979, à la Schaubühne, mais
dans l'ancienne salle, petite et sper-
dite, attribuée depuis à la Mannfak-
ture, troupe engagée dans des sté-
ries quelque peu dépassées. Cette
fois, Bob Wilson bénéficie de ce que
la machinerie théâtrale offre de plus
mobile : les murs et le plafond sont

formés de plaques qui peuvent
s'écarter et se fermer, séparément
ou d'un seul tenant, se lever, se bais-
ser avec effets d'ascenseur. Les spec-
tateurs sont assis sur des tabourets
qui ressemblent à des selles de vélo,
et permettent de se tourner de tous
les côtés, car ils sont littéralement
encerclés d'images sur les quatre
côtés de la salle et même au plafond.
Bob Wilson retrouve ses opéras
visuels autour d'un personnage qui le
fait rêver ; et ainsi, après Joseph Sta-
line, Einstein, Edison, Rudolf Hess,
au centre de *DDD 2*, il y aura Kafka.

En attendant, il y a quand même
des spectacles qui marchent très fort
à Berlin, comme *Ligne 1*, au Grips
Theater. Un théâtre extrêmement
sérieux, habituellement réservé au
public jeune et qui, d'ailleurs, a servi
de modèle à bien des troupes spé-
cialisées. Cette fois — la représentation
dure plus de trois heures et demie —
il vise les adolescents et les adultes.

La Cage aux folles

La *Ligne 1* du théâtre berlinois tra-
verse les quartiers à problèmes.
L'intrigue — une jeune fille cherche
le chanteur rock dont elle attend un
enfant — est prétexte à un monstre
des différents types sociaux, leur pro-
miscuité, leurs frictions, le désarroi
des jeunes suicidaires, les immigrés,
les clochards, les « wiesies » (les
Allemands touristes à Berlin, autan-
dit les pions), les familles, les
ministres tranchés, les nazis et ces
indestructibles vieilles dames de
Berlins, d'Ouest et d'Est (à partir de
soixante-cinq ans, elles ont le droit
de passer la ligne), qui occupent les
pâtisseries comme des bunkers,
veuves de guerre à la nostalgie ager-
sive. Il y a le racisme quotidien, le
chauvinisme, mais aussi la générosité,
la gentillesse des loubards
sympas. Car il s'agit d'un conte de
fées avec une morale : l'idéalisme
doit primer les plaisirs factices.

C'est un peu ambigu, la musique
plane, mais la dizaine de comédiens
qui interprètent tous les personnages
sont épatants. Ils changent de rôle,
d'allure à une vitesse folle. Ce n'est
pas tellement le maquillage qui y
fait, ce sont les attitudes, les
manières de parler, de bouger, et les

costumes, d'une minutie exacte-
tude. Par instants on pense au Cam-
pagnoi.

Autre grand succès, au Theater
des Westens — une sorte de Châte-
let — la comédie musicale de Broad-
way est adaptée au style berlinois,
way est adaptée au style berlinois, plus
moins luxueuse, plus insolente, plus
grinçante, mise en scène par le direc-
teur du théâtre, Helmut Baumann,
qui joue également Zaza. Il en fait
un personnage fin, lucide, qui vit
pleinement la tendresse du couple.
L'insure, œil oblique, sourire aigre, il
est en définitive plus proche de
Michel Serrault que de l'interpréta-
tion Broadway, qui joue beaucoup
sur la grâce précieuse.

Helmut Baumann vient de la
danse. Et quand il était danseur son
angoisse c'était : « Qu'est-ce que je
ferai après ? ». Son hobby était la
chorégraphie. Le reste est venu par
hasard grâce à un comédien de Ham-
bourg qui jouait le diable dans *l'His-
toire du soldat*, à l'Opéra de Berlin.
Il a proposé à Helmut Baumann, qui
dirigeait les ballets, de monter une
revue de music-hall autour de
l'empereur Guillaume II, le choré-
graphe s'est donc lancé dans la mise
en scène. Il y a deux ans, il a pris la
direction du Theater des Westens, et
apprend tous les jours à équilibrer
ses programmes et ses budgets.

L'an dernier, il a connu un échec
avec *Mahagony* et un triomphe
avec une *Revue Kurt Weill* en trois
parties : la période allemande, la
française, l'américaine. Il compte
monter en mai un *Opéra de quat-
sous*, « qui retrouve le choc de
1928, il y aura un grand escalier qui
monte jusqu'aux ciels, de l'est et
c'est tout. Les héritiers nous ont
autorisés à modifier l'orchestration.
C'est toujours Kurt Weill, bien
entendu, mais avec des instruments
contemporains, un feeling rock ».

Et en septembre, pour les fêtes du
sept cent cinquantième anniversaire,
Helmut Baumann présentera *Cabe-
ret* — c'est décidément l'année du
grand revival — mais n'y jouera pas.
Le spectacle s'est donné à Berlin il y a
deux ans. Helmut Baumann l'a déjà
monté à Zurich : « Cette fois, dit-il,
ce sera plus précis, plus brutal. Ce
sera pour le public allemand ».

COLETTE GODARD.

PHOTO

L'agence Vu, au centre de la Vieille-Charité à Marseille

L'image au quotidien



Le punch
d'une génération
à maturité, la diversité et
l'autonomie d'expression,
sont les atouts maîtres
de l'agence Vu.

Lorsqu'en janvier 1986 Christian
Caujolle crée l'agence Vu, ainsi
dénommée en hommage au maga-
zine célèbre fondé par Lucien Vogel
en 1928, son intention est claire. Il
ne s'agit pas uniquement de consti-
tuer une agence concurrente de
celles qui, comme Sygma, Gamma
ou Sipa, sont déjà connues en
France, mais de rénover le paysage
photographique en adoptant une
politique d'auteurs.

Si l'agence est une filiale à 100 %
de *Libération*, le journal n'y a pour-
tant pas investi un sou. Formé avec
des photographes, composé d'un groupe
de dix-sept photographes (moyenne
d'âge trente-cinq ans) et employant
sept salariés permanents, Vu fonc-
tionne par ses propres moyens, en
toute indépendance.

Globalement positif, ce premier
bilan n'empêche pas la définition de
nouveaux objectifs. D'une part,
conquérir d'autres marchés, prin-
cipalement les États-Unis, et, d'autre
part, s'affranchir de l'édition *Libé-
ration*, qui, sans nécessairement
constituer un atout, continue de lui
coller à la peau.

C'est en ce sens que, si la presse
démontre un support essentiel, l'édi-
tion et l'exposition représentent pour
Vu une plate-forme d'expression pri-
vilégiée.

La meilleure preuve en est donnée
à Marseille, à la Vieille-Charité
entièrement rénovée, dans un
accrochage sobre et bien rythmé,
parfois un peu serré, sous le titre

« De *Libération* à Vu », cent quatre-
vingt-trois images, uniquement en
noir et blanc, ce qui accentue encore
l'unité de l'ensemble, retracent, par
les travaux de trains de ses mem-
bres, les six années d'existence de
l'agence.

Abordant tous les genres, alter-
nant l'image unique et la séquence,
les grandes séries et les petits repor-
tages, les sujets de société comme

cinquante ans de congés payés, le
soutisme ou le méprisage culturel,
tous démontrent qu'il est possible de
raconter avec pertinence, humour et
même une part de rêve la chronique
de la vie courante.

PATRICK ROEGERS.

★ De *Libération* à Vu, co-produit et
monté par le musée de l'Élysée de Lan-
guedoc, Centre de la Vieille-Charité,
2, rue de la Charité, Marseille, jusqu'au
31 mars.

NOTES

Prélude expérimental au Festival du son

Le Festival du son et de l'image
européenne ouvre ses portes au public
du 11 au 15 mars, après les journées
consacrées aux professionnels. Au
préalable, une opération d'informa-
tion est organisée dans l'auditorium
de la FNAC Forum. Il s'agit de res-
titer, à partir d'auditions disponibles
sur le matériel technique, les perfor-
mances des haut-parleurs Allison,
B&W, Cabasse, Celestion, Elipson,
JLB, JM LAB, Kef, Luxman,
Magnat et Yamaha pour être
appréciées, d'après un programme
musical de disques compacts, pré-
paré et commenté par les critiques du
Monde de la musique. Auditions les
2 mars, de 15 heures à 17 heures ;
3 mars, de 11 heures à 19 heures ;
débat-remarque le 2 mars à 19 h 30.

■ CNIT-La Défense (pour le Festi-
val) Auditions à la FNAC
Forum, 1 à 7, rue Pierre Lesort, 75001
Paris.

Danse indienne

Trois Françaises acquises à la
danse indienne, se consacrent
exclusivement aux programmes
actuellement à Paris.
Malavika a fait ses premières
classes avec la troupe de Ram Gopal.
Elle reprend, au Théâtre du Rond-
Point, le *Ramayana*, version pictu-
rale des aventures de Rama, qu'elle a
chorégraphiée et mise en scène avec
sa sœur Nita Klein (jusqu'au
11 mars 21 heures, dimanche mati-
née 15 heures). Shakti dans une
récitation à la salle Adyar, 4, square
Rapp, le 28 février à 17 heures.
Elisabeth Petit se consacre exclu-
sivement au Bharata Naryam (danse
du sud de l'Inde), qu'elle restitue
dans sa pureté classique (jusqu'au
1^{er} mars à l'Espace Marais, rue Beau-
treillis, à 18 h 30, relève le lundi).

M. M.

MUSIQUES

Dutilleul et Schubert à l'Orchestre de Paris

Le grand lyrisme

C'est une œuvre
très dense et mystérieuse
qu'Isaac Stern a donnée
avec l'Orchestre de Paris.
Le Concerto pour violon
d'Henri Dutilleul,
dont il est le dédicataire,
lui est réservé en exclusivité
pour trois ans.

C'est une chance que de réinter-
dire, à quinze mois d'intervalle, une
œuvre nouvelle telle que le *Concerto
pour violon* d'Henri Dutilleul. Isaac
Stern l'a laissé mourir et la reprend
comme une flèche au sein de déve-
loppements très intérieurs, des
intériorités de rêve, des parties de
grande tension, dans un va-et-vient
de la pensée qui s'examine à travers
le dialogue complémentaire du
soliste et de cet orchestre en perpé-

tuelles mutations, aux alliances d'une
délicatesse extrême, de valeurs scin-
tillantes.
Faut-il, le rapport du violon à
l'orchestre semble encore probléma-
tique, bien davantage que dans *Tout
un monde lointain* où le violoncelle
de Rostropovitch planait souveraine-
ment. Il faudra attendre que
d'autres interprètes s'emparent
de l'œuvre (après les trois ans d'exclu-
sivité qui reviennent à Stern) pour
savoir si le compositeur n'a pas pré-
senti les forces du violon ou si,
comme je le pense, la partition exige
une puissance lyrique aussi rayonne-
nante que certains grands concertos
de répertoire.

Au même concert, Daniel Baren-
boim donnait une interprétation bien
personnelle de la 9^e *Symphonie* en ut
de Schubert. Dans cette œuvre
sublime, mais si longue et répétitive,
il juge à bon droit nécessaire de sé-
gner l'architecture, le relief sonore,
le dynamisme, le relief sonore, les
phrasés, mais, en dépit d'une incon-
testable splendeur orchestrale, il en
fait trop et bride l'élan par un mode-
lisme ampoulé des thèmes, une
accoutumance violente, un construc-
tisme outrancier, qui tirent abusive-
ment Schubert du côté de Bruckner.
Barenboim paraît de ce fait en
porte-à-faux avec cette musique qui
malgré l'ampleur du cadre, est toute
fraîche et débordante de trop-plein
du cœur. Et le final, beaucoup trop
rapide, ne rachète en rien les pré-
cédents mouvements en général trop
lents et concentrés.

JACQUES LONGCHAMPT.

Vingt-cinq ans après

Le « Rêve » des Beatles en compact

Le 12 septembre 1962, quatre
jeunes « pros » de Liverpool entrent
dans un studio londonien où les
attend un alchimiste de génie, un
grand et élégant jeune homme de
vingt-neuf ans à l'esprit curieux et
à l'intelligence vive, à la fois enthousi-
aste et pondéré, producteur et
musicien : George Martin. Les qua-
tre garçons ont auditionné devant lui
jeune avant l'été. Chacun a joué
d'abord séparément, puis ensemble.
A la fin de la séance, Martin s'est
borné à dire « peut-être », à une
condition cependant, c'est qu'ils se
moins pour enregistrer un disque.
En ce jour de septembre, John
Lennon, Paul McCartney et George
Harrison arrivent avec un nouveau
batterie : Ringo Starr. Deux chan-
sons de Paul McCartney, amplifiées
par des harmonies particulières de
George Martin, vont être enregis-
trées : *Love me do* et *I Love you*.
L'aventure des Beatles commence.
Elle va révolutionner la musique

populaire dans les années 60. Entre
1962 et 1968, John Lennon et Paul
McCartney imaginent cent cinq
chansons qui attrapent par magie le
tempo d'un monde déjà en mutation.
Vingt-cinq ans après ce qui fut le
début d'un phénomène social
énorme, la firme EMI lance quatre
compacts qui sont les premiers de la
discographie d'un des groupes les
plus célèbres de l'histoire : *Please,
Please me, With the Beatles, A
Hard Day's Night* et *Beatles for
Sale*. Les enregistrements datent
des années 1962, 1963 et 1964. Les
autres albums, avec *Yesterday*,
Lucy in the Sky, Sergeant Pepper's,
A Day in the Life, sortent en com-
pact, échelonnés dans le temps, par
ordre chronologique.

Au lendemain de la séparation
des Beatles, John Lennon avait
chamé *Le rêve est fini*. C'est ce rêve
que le compact nous invite à revisi-
ter ou à découvrir.

C. F.

POUR SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

«... Un hymne tendre et fort comme un rêve retrouvé,
à la nostalgie poignante et drôle... L'émotion instantanée.»
Jean-Paul Chaillet, PREMIÈRE

«Un petit chef-d'œuvre!»

Brigitte Comand, ACTUEL

«Un hymne à l'amitié, solide, gai, très juste
et très dur aussi, qui a la saveur de l'enfance...»
Alix de Saint-André, FIGARO-MAGAZINE

«... Un film attachant et profond, riche en émotions fortes,
avec un délicat parfum de nostalgie.»
Christian Jauberty, 7 A PARIS

«C'est à la fois tragique et drôle, trouble et envoûtant. Comme l'enfance.»
François Cognard, STARFIX

STAND BY ME

Compte sur moi

LES FILMS COLUMBIA PRESENTENT UNE PRODUCTION ACT III
UN FILM DE ROB REINER «STAND BY ME» (COMPTE SUR MOI) AVEC WHIE ATON, RIVER PHOENIX,
COREY FELDMAN, JERRY O'CONNEL, RIEFER SUTHERLAND,
JACK NITZSCHE, JAMES CAAN, THOMAS DEL RUTH,
RAYNOLD GIBSON, BRUCE A. EVANS, STEPHEN KING,
BRUCE A. EVANS, RAYNOLD GIBSON, ANDREW SCHEINMAN,
ROB REINER

DERNIERE SAMEDI 28
la Tempête
MARIO GONZALEZ
met en scène
STUART SEIDE
joue
LA DERNIERE BANDE
de
SAMUEL BECKETT
salle 2 21h
Les portes sont fermées dès le début du spectacle

هناك ان الامل

Communication

La crise de «Lyon-Libération»

Coup de poker ou lent enracinement ?

LYON
de notre correspondant régional

La crise de Lyon-Libération, qui s'est traduite par le licenciement de dix-sept personnes (le Monde du 11 février), était d'abord financière. C'est, en substance, le message qu'a tenté de faire passer M. Serge July, le gérant de Libération, au cours d'une réunion tendue avec le personnel maintenu (trente-quatre salariés) ou licenciés.

La défection des partenaires-investisseurs traditionnels du quotidien a entraîné des difficultés de trésorerie. La «raison-d'être», à tous ses engagements à hauteur de 12 millions de francs, mais les investisseurs présents pour un effort de l'ordre de la moitié de cette somme, qui aurait entraîné une prise de risque équivalente des banques, se sont retirés.

Cette explication a choqué l'équipe lyonnaise en raison de son caractère tardif. De même qu'on a jugé sévèrement les conditions dans lesquelles la liste nominative des licenciés a été connue. Sur intervention pressante d'un chef de service, le rédacteur en chef, M. René-Pierre Boule, a lu une liste non négociable de dix-sept noms au cours d'une assemblée générale. «Aucun patron lyonnais n'osait

procéder de la sorte», s'indignait une journaliste licenciée.

Cette remarque met l'accent sur l'incompréhension latente qui semble s'installer entre des décisions «parisiennes» et un vécu «lyonnais». Là où Serge July parle de «coup de poker», les journalistes lyonnais préféreraient parler d'un «lent enracinement». Le divorce semble encore réel, au moment de la mise en place d'une nouvelle pagination, entre ceux qui ne désespèrent pas de retrouver à terme une place privilégiée pour l'information locale et les partisans d'une recherche axée sur le monde des «décideurs» de la «high tech».

Six salariés — trois licenciés et trois membres de l'équipe actuelle — ont créé un comité de surveillance des licenciements à Lyon-Libération, pour «faire valoir leurs droits», bien sûr, mais aussi pour faire connaître leur position sur la politique rédactionnelle. «Demain, semble-t-il, Lyon-Libé ne s'adressera plus qu'aux décideurs. Des histoires aux couleurs du journal le vendront peut-être dans le TGV. Cette ville regorgerait-elle à ce point de grosses têtes qu'on puisse en faire une clientèle?», s'interroge-t-on dans un texte collectif — quelques «pistes» remises.

On voudrait se «payer» la PDR (presse quotidienne régionale).

reconnait mezzo voce un des responsables de Lyon-Libération, et nous nous sommes trompés. Mais le produit, allégé de quatre pages, est estimé encore capable de conserver ses créneaux et — au moins — dix mille acheteurs quotidiens. La nouvelle échéance pour l'équilibre financier est fixée à la fin de cette année. On espère que les effets cumulés des économies de personnel et de papier, de la diminution des frais de gestion, du démarrage de la publicité et de la hausse des ventes en liaison avec le quotidien national (plus 10 % espérés en 1987) assureront la pérennité du titre lyonnais.

CLAUDE RÉGENT.

L'offensive des publicitaires contre Havas

Crise à l'AACP

Démotions en chaîne à l'Association des agences conseils en publicité (AACP), création d'une association destinée à sceller le vote d'une loi anti-trust dans le domaine de la publicité : la campagne «France, le libre de communication est en danger» continue à faire des vagues. Lancée à l'initiative de trois publicitaires — Jean-Claude Boulet (BDDF), Philippe Calieux (FCA) et Jacques Séguéla (RSCG) — elle dénonçait par voie de presse l'omnipotence du groupe Havas dans les secteurs de la publicité et de la régie.

Le groupe Havas a d'abord riposté par une assignation en référé puis par une plainte au pénal (le

Monde du 18 février). Il estime que des chiffres cités par les trois publicitaires français, sont erronés. Et qu'il y a là «dénigrement et diffamation».

L'affaire prenait un tour tel que l'AACP, qui regroupe 85 % des agences publicitaires, a tenté de jouer le juge de paix. Le 18 février, elle publiait donc un communiqué. Elle prenait à la fois acte du retrait d'Havas de la reprise de TF1 et «se félicitait qu'un risque supplémentaire de concentration ait ainsi pu être évité». Mais elle indiquait que «Havas cumule historiquement diverses fonctions dont la comptabilité peut être discutée» tout en critiquant par ailleurs «les regrettables excès de langage et une campagne dont le ton porte atteinte à l'unité de la profession».

Deux jours après la parution de ce communiqué, les groupes et les agences publicitaires liées à Havas — qui représentent au total 20,7 % des cotisations annuelles versées à l'AACP — annoncent leur départ de l'association. Bâle-conseil amorce le mouvement, suivi d'Havas-Conseil-Marsteller (HCM). A l'AACP, on s'attend dans les jours qui viennent à un départ massif des autres groupes dépendant d'Havas (Polaris, Econ-Univis, Robert et Partners, etc.) et de leurs agences. En outre, M. Bernard Brochand,

président du directoire d'Eurocom, démissionne de ses fonctions de vice-président de l'AACP, tandis que des dirigeants d'agences publicitaires liés à Havas abandonnent leur mandat d'administrateur de l'association.

Un coup dur pour l'AACP mais que celle-ci prend avec philosophie : «Ils reviendront», assure un de ses responsables, qui estime «que l'association a été choisie comme terrain de bataille pour une guerre qui oppose un groupe à d'autres depuis longtemps».

Du côté des initiateurs de la campagne anti-Havas, on ne désarme pas. Les trois agences ont en effet décidé de créer l'association «Démocratie et communication». Cette dernière «se fixe l'objectif de lutter contre les concentrations abusives sur le marché de la communication» et s'appuie sur la proposition de loi de deux députés baristes, MM. Bruno Durieux (UDF-CDS, Nord) et François d'Aubert (UDF, Mayenne), qui vise à limiter la concentration dans le domaine de la publicité (le Monde du 16 février).

Cette proposition pourrait être enregistrée le 2 avril, lors de la rentrée parlementaire. En tout cas, les publicitaires comptent y contribuer par diverses actions de sensibilisation.

YVES-MARIE LABÉ.

M. Michael Checkland

Nouveau directeur général pour la BBC

M. Michael Checkland, un comptable de cinquante ans, a été nommé directeur général de la British Broadcasting Corporation (BBC) le 26 février, en remplacement de M. Alasdair Milne, qui avait démissionné il y a un mois. M. Checkland était directeur général adjoint, et assure l'intérim depuis le départ de M. Milne.

(Élu à la BBC comme comptable en 1964, M. Checkland est connu pour

avoir imposé un «plan de rigueur» à l'entreprise au début des années 80. Il s'est récemment exprimé pour défendre le concept de service public, en prévoyant «un service de qualité» aux programmes plus «populaires». L'une des priorités du nouveau directeur général sera de réaffirmer l'indépendance politique de la BBC, mise à mal ces dernières années par plusieurs polémiques avec le gouvernement conservateur de M. Thatcher.]

Les syndicats dénoncent le manque de concertation après la suppression de Radio 7

Des bulletins d'information de sept minutes renouvelés toutes les deux heures, les titres de l'actualité repris tous les quarts d'heure, l'annonce à tout moment des événements importants ; des rubriques fixes d'«information services» (météo, Bourse) ; de brefs reportages que vingt-sept journalistes puisent et «réactualisent» à volonté dans les documents des rédactions d'Inter et de Culture-Musique. Tel est le projet de «chaîne d'information continue» que le PDG de Radio-France, M. Roland Faure, et son équipe préparent pour le 1^{er} juin prochain (le Monde du 24 février).

Mais fallait-il pour lancer Radio-France-Info, fermer Radio 7 ? Non, s'insurgent les syndicats CFDT, CGT, SNJ et SUPART (artistes), qui regrettent que le nouveau projet «serve de prétexte à la suppression d'une radio non commerciale», et appellent à la grève le 3 mars pour une durée indéterminée afin de protester contre «l'abandon d'une pionnière de la bande FM». Qui, répond M. Roland Faure : les 50 millions de francs d'économies imposées à Radio-France, les cent suppressions d'emplois, la raréfaction des fréquences disponibles sur la capitale, condamnent tout nouveau projet à se bâtir sur les débris d'un ancien. Radio-France-Info ne pouvait se faire sans reprendre à Radio 7 ses 4 millions de budget annuel (salaires non compris) et sans le redéploiement d'une partie de ses personnels (dix techniciens et huit journalistes). Bref, pour la présidence, «la facilité, c'est de rien faire. Le risque, c'est d'entreprendre». Un discours qui a reçu le soutien inattendu du... Syndicat général des journalistes FO, qui juge «difficile de contester le remplacement d'une radio sans auditeurs par une radio d'avenir».

Mais FO, qui refuse de se joindre au mouvement de grève, se retrouve aux côtés des autres organisations syndicales pour condamner «la hâte et la non-concertation dans laquelle s'est effectué ce changement». Des accusations auxquelles la direction se contente de répondre que «les règles ont été respectées» : le conseil d'administration a donné son approbation le lundi 23 février, le comité d'entreprise en a été informé mercredi et la station a fermé... vendredi à minuit.

Même justifié par la nécessité d'adapter les studios aux besoins de la nouvelle station, la célérité ne peut que surprendre.

Les chaînes françaises et le câble belge

Les télévisions privées devront négocier un droit d'accès

BRUXELLES
de notre correspondant

Les téléspéctateurs belges seront-ils privés de TF1 lorsque la chaîne sera privatisée ? La question naît par la question : quelle sera la place de la télévision belge dans le paysage européen ? En revanche, la sixième chaîne ne souhaite pas être diffusée sur le câble belge. Il est vrai que la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, nouveau propriétaire de la Six, contrôle déjà TV 1 en Belgique.

Précisons que les téléspéctateurs belges, qui reçoivent plus de vingt chaînes de télévision, consacrent 90 % de leur audience aux deux chaînes locales, la RTBF et RTL-Télévision. Sur les 10 % restants, la moitié va aux chaînes françaises publiques.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

M. de Laussac mettra en place l'observatoire de la publicité

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a chargé M. Jean-Frédéric de Laussac, auditeur au Conseil d'Etat, de la mise en place de l'observatoire de la publicité. Cet observatoire, dont la création avait été suggérée par M. Jean Chazot, ancien ministre de la Haute-Vienne, étudiera les transferts qui pourraient s'opérer au sein du marché publicitaire devant la multiplication des services de radio et de télévision et des phénomènes de transferts de ressources d'un secteur à l'autre qui pourraient en résulter, a indiqué M. Léotard.

M. Jean-Frédéric de Laussac est chargé de «préciser les fonctions de cet observatoire et d'en proposer les structures» en faisant le recensement de tous les partenaires de ce projet (presse écrite, radios, télévision, annonceurs, agences publicitaires, affiches cinéma). Le bilan des données recueillies fera l'objet d'un rapport au ministre de la culture et de la communication qui informera alors le Parlement et les secteurs concernés de ses propositions.

ÉTATS GÉNÉRAUX DES ÉTUDIANTS DE L'EUROPE

QUAND LA JEUNESSE RELÈVE LE DÉFI DE L'EUROPE

L'EGÉE EUROPE (Etats généraux des étudiants de l'Europe) est une association véritablement européenne. Elle rassemble près de 10 000 étudiants des différents pays de la Communauté européenne. C'est la première organisation en Europe à adopter directement une structure européenne en refusant les représentations nationales : l'EGÉE EUROPE regroupe 42 villes universitaires sans distinction étatique.

EGÉE EUROPE est la plus grande association européenne composée uniquement de jeunes. Elle a mis en place cinq grands programmes : «EURO-

STAGES», «EURO-SÉJOURS», «EURO-MANAGERS», «VERS UNE DÉFENSE EUROPÉENNE» et «EURO-LANGUES». Elle publie «EUROPOLIS», premier magazine étudiant européen et organise chaque année de multiples événements dans toutes les villes universitaires.

EGÉE EUROPE est une association sans lien politique partisan. Elle a reçu notamment le soutien de la Commission des Communautés européennes, de François Mitterrand, président de la République française, Richard von Weizsäcker, prési-

dent de la République fédérale d'Allemagne, Jacques Chirac, premier ministre français, Margaret Thatcher, premier ministre britannique, Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, Ruud Lubbers, premier ministre luxembourgeois.

EGÉE EUROPE, c'est l'Europe des citoyens qui s'invente elle-même, et non les Etats qui modèlent l'Europe. Vous savez que du futur de l'Europe dépend notre avenir collectif et personnel. Alors les colloques «EUROPE-ÉTUDIANTS» sont pour vous l'occasion de participer à l'élaboration de notre avenir commun.

Du mercredi 4 mars au vendredi 6 mars 1987, EGÉE EUROPE organise pour la deuxième année consécutive :

LES COLLOQUES EUROPE-ÉTUDIANTS

Cette année, dix colloques se tiennent simultanément dans dix villes européennes et abordent dix thèmes différents :

- AMSTERDAM : « Le défi de la défense européenne »
- COLOGNE : « Les multinationales et les formations européennes au management » (EUROMANAGERS)
- DELFT : « Le génie génétique en Europe »
- KIEL : « L'Europe entre l'Est et l'Ouest »
- LONDRES : « Les transports aériens en Europe »
- LUXEMBOURG : « L'Europe dans le concert des nations »
- MADRID : « Les problèmes d'environnement dans le monde méditerranéen »
- MILAN : « Une stratégie technologique pour l'Europe »
- PARIS : « Le marketing politique en Europe »
- STRASBOURG : « L'entreprise, quelles stratégies pour l'Europe ? »

Chaque colloque accueillera entre 100 et 200 étudiants européens. Les langues de travail sont le français et l'anglais. Sur chaque ville, la nourriture et l'hébergement sont assurés gratuitement.

Pour tous renseignements, écrire ou téléphoner à :

EGÉE-EUROPE
75, rue d'Amsterdam
75008 PARIS
Tél. : (1) 42-82-02-43

Avec le soutien du journal
Le Monde

هذا من الأصل

Le Monde REGIONS

Auvergne

L'école des vacances

L'association Vacances-Auvergne-Limousin (VAL) mène une expérience originale tendant à permettre aux enfants de continuer leur scolarité presque normalement pendant que leurs parents s'adonnent aux joies du ski. Pour cela, il suffit d'obtenir que l'école du village de vacances accueille les enfants des vacanciers.

La formule a d'abord été expérimentée par l'association VAL dans son village de vacances de Saint-Jean-la-Vêtre (Loire).

Les bons résultats obtenus ont poussé à l'étendre, et c'est la station de ski de la Haute-Loire, les Estables, qui la propose cet hiver. Bien évidemment, tout a été fait en accord avec l'Education nationale. L'instituteur des Estables, M. Jolissaint, donne son accord, ne mettant qu'une seule condition : pas plus de neuf « nouveaux » élèves.

Sur le plan pédagogique proprement dit, toutes les précautions ont été prises : l'expérience est réservée aux seuls enfants ayant une scolarité normale ; avant les vacances, les parents prennent contact avec l'instituteur, puis les enseignants se mettent en rapport de manière que l'instituteur de remplacement sache à qui il a affaire, quels points sont à surveiller, etc. ; les élèves arrivent avec une lettre de leur maître et repartent avec un cahier où figurent tous les exercices effectués durant la semaine.

Bretagne

Etudiants en bateaux

Une convention a été signée entre l'école des beaux-arts de Brest, l'école d'architecture de Rennes et la ville de Brest pour la création d'un certificat d'architecture navale. Les étudiants de cinquième année en architecture à Rennes et leurs collègues de deuxième année aux beaux-arts de Brest en section cadres bâtis suivront les cours donnés à Brest en architecture navale par un spécialiste brestois, M. Renaud Serr. Une dizaine d'étudiants seront accueillis par an.

Cette convention établit une complémentarité à travers deux écoles entre les deux métropoles bretonnes, celle de l'intérieur et celle de la mer, souvent en concurrence. Elle fait d'autre part le lien entre l'enseignement des techniciens et des plasticiens. La conception d'un bateau ne répond pas seulement aux données techniques, la plasticité y a aussi son rôle. On ramène de la sorte avec une vieille tradition : autrefois, école d'architecture et beaux-arts formaient un tout.

L'avenir de l'aménagement du territoire

Ne pas sacrifier le pays faible

C'EST à la fin du mois de mars ou au début du mois d'avril qu'un comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) doit définir les nouvelles orientations pour l'aménagement du territoire et les structures administratives chargées de les mettre en œuvre.

Pour préparer ces décisions, un travail de réflexion a été demandé à une commission présidée par M. Olivier Guichard, qui fut, en 1963, le premier délégué à l'aménagement du territoire. La commission a remis son rapport le 18 novembre dernier (Le Monde du 21 novembre). A suivi une phase de consultation auprès des régions et du conseil économique et social. La section spécialisée du conseil, présidée par M. Emile Arrighi de Casanova, vient de faire connaître ses propositions rapportées par M. Yves Régis.

Le conseil apporte des nuances intéressantes sur les deux points en discussion : dans quel sens orienter l'aménagement du territoire français ? Qui doit être responsable de cette orientation ?

Réaliste, la commission Guichard avait souhaité rejeter les « attitudes défensives » et orienter la politique d'aménagement vers les points forts

du territoire. Pour elle, la politique industrielle doit soutenir en priorité les entreprises ouvrant des perspectives d'avenir. De même, les primes d'aménagement du territoire (PAT) devraient, elles, être concentrées sur le tertiaire supérieur et les pôles de développement urbain.

Le conseil ne méconnaît pas les impératifs d'efficacité qui justifient cette attitude. Mais il souhaite que l'on ne privilégie pas exclusivement les secteurs de pointe de l'activité nationale. Il note ainsi très clairement : « Sans nier l'effet d'entraînement que peut avoir le développement des points forts, ici ou là, l'abandon des points faibles serait un gaspillage lourd pour l'avenir. En effet, il convient d'utiliser tous nos atouts sur tout le territoire, pour tenter de maîtriser la crise. »

Plus généralement, pour le conseil, « une politique nationale d'aménagement du territoire ne peut se désengager des actions dites de « conversion industrielle » pour trois raisons : par solidarité nationale ; parce qu'il est de la vocation de l'Etat de faciliter les transitions et d'assouplir les conséquences des mutations ; parce que l'Etat ne peut laisser les régions seules face à ce problème ».

Conversion dans le Nord

Les bons champignons de Comines

COMINES, ville frontalière du Nord, aura connu trois catastrophes en ce siècle. D'abord la guerre de 1914, qui la laissa en ruine, ensuite la guerre de 1940, qui la mit de force au service de l'Allemagne, et enfin la désindustrialisation actuelle, qui la vide de sa substance économique. Après 1918, on reconstruisit la ville, avec une égérie moderne et une mairie monumentale, dont le beffroi, surmonté d'une église poire, souligne la volonté de revivre.

Une puissante centrale thermique au charbon fut édifiée au bord de la Lys, le ruisseau qui coupe Comines en deux (moitié belge au nord, moitié française au sud).

En 1946, il faut songer à remplacer la vieille unité après un quart de siècle de bons et loyaux services. La toute nouvelle EDF édifie une autre centrale au bord de la Lys, dotée d'abord de deux groupes de 50 mégawatts, puis d'une troisième tranche ultramoderne de 125 mégawatts. Quarante ans plus tard, la deuxième centrale doit à son tour être arrêtée. Le nucléaire a tué le charbon. Voici donc Comines sinistrée, avec sur les bras deux friches industrielles invendables, et trois cent quatre-vingt chômeurs (pour une ville de onze mille habitants). « Mon cœur seigne à voir cette situation », avoue le maire (PCF), M. André Château, lui-même ancien agent d'EDF.

Que faire ? Le seul remède qui se soit intéressé à l'usine de 1921 était un transporteur à la recherche d'un terrain pour parquer ses camions. La municipalité a refusé parce que le remède ne voulait ni démolir ni occuper les locaux industriels (à l'abandon depuis des lustres). Sans oublier les nuisances qu'aurait entraînées le va-et-vient des camions.

La commune s'écroule donc son droit de préemption... et se retrouve avec une gigantesque car-

casse industrielle en toute propriété. Coût de la démolition actuellement en cours... 5 millions de francs. Et, avec la fermeture de la deuxième centrale, un manque à gagner de plus de 1 million de francs par mois pour le commerce local avec la suppression de deux

l'emploi dans les locaux de Wervicq. Il a repris en 1982 les champignons cités de la Ferme de la Gontière, qu'il a fait prospérer en trois ans grâce à son expérience de la grande distribution chez Auchan. A l'arrêt de la centrale de Comines, en 1985, il décide de s'installer sur

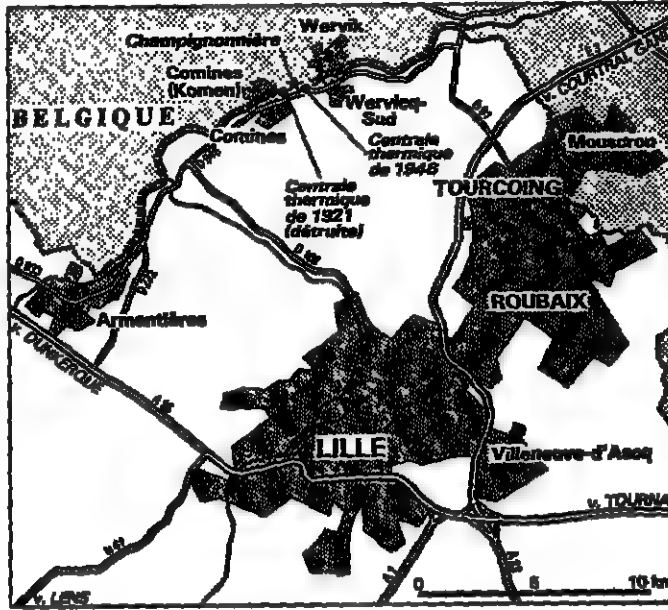
La nouvelle unité de Comines comprend une installation de traitement du compost (mélange de fumier de cheval, de fumier de poulet et de paille, acheté en Belgique - pas de pollution !), qui est chauffé pour fermentation et pasteurisation, puis inséré avec des grains d'orge enrobés de mycélium. Des convoyeurs à bande transportent le tout dans un tunnel à incubation, où la température, l'humidité et le gaz carbonique sont contrôlés électroniquement, avec un système de ventilation entièrement automatisé.

Le compost inséré est ensuite dirigé mécaniquement vers les salles de culture, où, après avoir été recouvert d'une couche de tourbe (importée de Sarrel), il est disposé en rayons, toujours mécaniquement. Personne ne manipule le « substrat » sur lequel poussent les champignons. Les cueilleuses, installées dans des nacelles qui se déplacent le long des rayonnages (sur six niveaux), n'ont qu'à choisir les champignons mûrs. Les salades sont vendues, lumineuses, parfaitement ventilées, et il ne manque que la musique, plaisante Didier Motta, mais on y songe.

Il ne reste plus qu'à démanteler la centrale de Wervicq pour que la Ferme de la Gontière, champignon de champignon, s'installe dans le bâtiment à pied couché (immédiatement utilisable en cuisine), soit complètement opérationnelle dans son nouveau site. Un site pour le moins étrange, où les nouveaux hangars de la champignonnière sont littéralement décalés par deux bâtiments gigantesques : à gauche, la vieille centrale désertique, que les structures métalliques édentées font ressembler à une araignée géante ; à droite, la deuxième centrale, encore intacte, où commencent à rouiller les immenses chaudières.

Poussez petits champignons... La Ferme de Comines se reprend à espérer.

ROGER CANE.



cent quarante emplois. Quarante agents EDF ont été réaffectés à la centrale nucléaire de Gravelines, près de Dunkerque. Une déroute économique, essentiellement par la faute d'EDF.

Electricité de France, compétente, se met tout de suite en quête d'activités de substitution pour Comines, qui l'a si bien et si longtemps servie. Justement, dans la commune voisine, à seulement 3 kilomètres, un jeune entrepreneur, M. Didier Motta, se trouve à

les terrains d'EDF en réunissant une partie des locaux.

Grâce à des aides financières multiples (ANVAR, ARME, etc.) et au soutien conjugué d'EDF et de la municipalité, il ne faut qu'un an à la Ferme de la Gontière pour se transformer à Comines avec ses quatre-vingt-quatre salariés. On vient d'y inaugurer la « chaîne » de fabrication du champignon de Paris, qui pousse là non pas en cave, comme il est de tradition, mais « hors sol », à la hollandaise.

CENTRE

Transports urbains sur mesure

Le ministre des transports a signé avec la ville de Tours le premier contrat de productivité des transports publics urbains. Par ce contrat de trois ans, l'Etat s'engage à verser une subvention d'un peu plus de 10 millions de francs pour réaliser un certain nombre d'aménagements : sites propres pour les autobus, équipement de feux de croisement, etc. « On passe de la conception au sur mesure. Il ne s'agit pas de développer les réseaux à l'infini, mais de privilégier la qualité pour un meilleur service », a indiqué le ministre.

MIDI-PYRÉNÉES

Fesses gasconnes

La polémique fait rage dans le Landernau gascon depuis que circule un projet d'office destiné à être le support d'une opération promotionnelle intitulée : « La Gars, en Gascogne, c'est vaillonné ». L'affiche, imaginée par une agence d'Auch, assimile le département à une paire de fesses qui surgit d'un environnement de verdure figurant la France.

Elle a été envoyée, avec une lettre d'accompagnement du président de la chambre de commerce et d'industrie, M. André Daguin, le célèbre restaurateur, à tous les entrepreneurs et industriels du département, auxquels il est proposé de sponsoriser une campagne dans le métro de la

capitale pendant la Foire de Paris.

Honteux, choquant, scandaleux, débile, provocateur... : les réactions n'ont pas tardé, variant en particulier du dégoût, maire PS d'Auch, M. Jean Laborde, et du président du conseil général, M. Jean-Pierre Joseph.

M. André Daguin, lui, ne ressent pas d'émotion particulière. « Cette campagne, de toute façon, est laissée au libre choix de ceux qui la sponsoriseront », dit-il. Quant au responsable de l'agence de publicité, il se borne à relever le peu d'humour de ses détracteurs. « La pornographie, estime-t-il, n'est pas dans l'effigie mais dans le site de ceux qui la regardent. »

PAYS DE LA LOIRE

Gourmandises régionales

Emballés dans une boîte cubique couleur ocre rouge dont la couverture est garnie d'un dessin de l'Hôtel de la région, il a le bon goût du chocolat noir enrobant une pâte crème-chocolat imprégnée de framboises, fruit cultivé presque partout en Pays de la Loire. Pour l'anecdote : quinquante ans plus tôt, le nom de la petite fleur à cinq pétales dont les vertes médianes sont connues depuis longtemps. On retrouve le nom de quinquante ans en héraldique : c'est une pièce figurant une fleur à cinq pétales. Quinquante ans au masculin est un terme d'architecture : on rencontre dans grand nombre de monuments du Moyen Age cette rosace géométrique formée de cinq lobes arrondis

qui remplissent les arcs supérieurs des fenêtres à meneaux ou encore décore les murs.

Le quinquante-chocolat sera vendu par la plupart des chocolatiers des cinq départements des Pays de la Loire, qui auront l'exclusivité de sa fabrication. La liste de ceux-ci est disponible au 40.20.14.20.

Un stagiaire pour un dollar

La chambre de commerce et d'industrie de Nantes, qui voulait placer seize stagiaires, a accompagné sa demande auprès de 52 entreprises sélectionnées dans la région d'un billet de 1 dollar : initiative originale montée par une agence de publicité locale, qui a apparemment séduit presque cent vingt propositions ont été reçues.

Les seize stagiaires du Centre de promotion du commerce international (CPCI), qui dépend de la chambre de commerce, sont des personnes d'une trentaine d'années ayant pour la plupart une expérience professionnelle. Au cours de leur stage, qui dure près d'un an, ils acquièrent une formation spécialisée dans l'exportation. Leur rémunération est prise en charge par le conseil régional.

LILOUIN

Conserves modernes

Un radio-téléviseur au cobalt vient d'être inauguré à Limoges. Il servira à la recherche sur la conservation des aliments et devrait contribuer à accroître le potentiel agro-alimentaire régional.

L'acquisition de l'appareil a été menée par l'association CELIM (Conservation-Energie de Limoges) créée pour l'occasion par le comité régional d'expansion économique et l'université avec l'appui du conseil régional, qui a financé l'opération à 50 % (600 000 francs sur 1,3 million), et plusieurs entreprises privées.

L'industriel a été installé dans les locaux de l'UER de médecine-pharmacie qui va servir, produit par produit, les effets de la stérilisation par ionisation avant de demander les autorisations d'exploitation industrielle.

L'industrie agro-alimentaire limousine est ainsi largement spécialisée dans les productions haut de gamme : foies gras, salaisons, champignons, marons, etc. - traitées de façon traditionnelle et artisanale, et qui sont pour cela parfois refusées par certains marchés étrangers au nom de leurs réglementations sanitaires. (Les foies gras, par exemple, que les Etats-Unis jugent insuffisamment stérilisés.)

L'industriel devrait à la fois préserver les savoirs et satisfaire les exigences sanitaires les plus draconniennes. Le Limousin en espère la conquête de nouveaux marchés.

La coopération transfrontalière

Français et Suisses main dans la main

UN nouveau pas vers le renforcement de la coopération transfrontalière franco-helvétique a été franchi, jeudi, avec la constitution à Lannemezan du Conseil du Léman. L'acte fondateur de ce nouvel organisme a été signé, le 19 février, par des représentants des départements de l'Ain et de la Haute-Savoie, ainsi que des cantons de Genève, de Vaud et du Valais.

Dans l'esprit de ses promoteurs, le Conseil devrait favoriser une meilleure collaboration régionale dans des domaines aussi variés que le travail frontalier, les transports et communications, l'environnement, le tourisme, l'économie, l'éducation et la culture.

Ayant obtenu l'aval des gouvernements de Berne et de Paris, le Conseil du Léman sera reconnu comme une entité autonome conforme à la convention du Conseil de l'Europe pour la coopération transfrontalière. Par ses objectifs, il

s'apparente à la Communauté de travail du Jura, regroupant depuis 1985 des représentants des pouvoirs locaux et régionaux de Franche-Comté et des cantons helvétiques voisins. Pour la Suisse qui, en raison de sa neutralité, se tient en marge de la CEE, c'est là une nouvelle occasion de se rapprocher de l'Europe.

Cinq groupes de travail

Le Conseil du Léman s'est doté d'un comité comprenant seize représentants élus départementaux et cantonaux, ainsi que des observateurs des deux gouvernements. Cinq groupes de travail ont été créés pour examiner divers problèmes concrets : radios locales, constructions hospitalières, mouvement pendulaire de main-d'œuvre, construction d'une autoroute sur la rive française pour relier Genève au Valais ou encore tourisme nautique. En revanche, le Conseil du Léman ne traitera ni des pêches ni des relations spécifiques Genève-France. D'autres institutions s'en occupent déjà.

S'agissant cette fois de l'avenir de la région alémanique, M. Raymond

Jumod, représentant du canton de Vaud et premier président du Conseil, a rappelé l'époque des comtes de Savoie où le bassin alémanique avait formé un seul espace politique, social et culturel. « Nous célébrons aujourd'hui des retrouvailles familiales et non des épousailles éphémères », lui a répondu M. Charles Bosson, sénateur de la Haute-Savoie et l'un des chevilles ouvrières du nouvel organisme.

JEAN-CLAUDE BUNIER.

Le Monde
est membre

METEO

Météo régionale, météo du monde entier, météo marine.

3615 TAPÉZ LE MONDE

Chabain : la kermesse

CT : dernières disc

la remise des pro

ATRAVERS

LES ENTREPRISES

Les p

الاولى

سكنا من الاصل

Economie

Le Monde • Dimanche 1^{er}-Lundi 2 mars 1987 13

La mise en œuvre des privatisations

Saint-Gobain : la kermesse des petits porteurs

Saint-Gobain privatisée tenait la première assemblée générale de ses nouveaux actionnaires au Zénith à Paris le vendredi 27 février. Sur 1,6 million d'actionnaires, environ 3500 étaient présents. A l'issue de cette réunion, M. Beffa a été réélu administrateur, puis PDG, par le nouveau conseil d'administration. Il a indiqué que 40 % des actions étaient détenues par des personnes physiques, 6 % par des personnes morales et des investisseurs institutionnels, 11,5 % à l'étranger, 6,4 % par les salariés, 20 % par les détenteurs de certificats d'investissement émis en juin 1986 et convertis en actions, 3,2 % par l'Etat (en réserve de distribution au public) et 12,5 % par

les institutions financières, dont 7,5 % par la BNP (le plus gros porteur), 4 % par Indosuez et 1 % par l'UAP.

Par ailleurs, Saint-Gobain a annoncé que ses bénéfices nets pour 1986 s'inscrivaient en hausse de 90 % à 1,43 milliard de francs (part du groupe) pour un chiffre d'affaires de 75,3 milliards, en progression de 11 %. L'autofinancement (5,2 milliards de francs) est supérieur aux investissements (3,8 milliards). L'action, vendue 310 francs lors de la privatisation, cotait 420 francs ce vendredi 27 février.

voir comptabiliser les votes dans un délai raisonnable.

A 10 heures précises, chacun est en place. Va de la scène, encore davantage qu'à la lecture des statistiques, l'actionnariat populaire n'est plus tout jeune, plutôt troisième âge même, les pionniers de la privatisation, qui ont mis du Saint-Gobain dans leur SICAV Monory comme on glissait 1 franc ou dans son bas de laine. Mais les petits-enfants sont là aussi, comme cet élève de première, âgé de seize ans, qui a reçu dix Saint-Gobain de sa grand-mère pour Noël ou cet étudiant de dix-sept ans, croix de Lorraine sur la poitrine et tiffon d'Edouard Balladur.

« Vous verrez, l'actionnariat populaire, cela fera du tort aux syndicats, aussi bien chez les patrons que chez les salariés. » On le dit comme pour conjurer les esprits revendicatifs : si les privatisations continuent, « il y aura moins de grèves ».

« Vous avez pris la bonne décision. » Les actionnaires applaudissent le directeur général du groupe, M. Jacques-Henri David, mais ce sont eux-mêmes qu'ils congratulent. Quelle bonne idée, en effet : déjà 100 francs de plus par action en portefeuille et le bénéfice du groupe en progression spectaculaire en 1986.

Quelle entreprise aussi que celle décrite par M. David et par le PDG, M. Jean-Louis Beffa. De la Galerie des glaces du château de Versailles à la pyramide du Louvre, « de la cave au grenier dans votre maison », du « nez du TGV » au métro du Caïre, Saint-Gobain est partout, il est fier de l'apprendre. Et quel

PDG enfin que ce polytechnicien de quarante-cinq ans à la mâchoire carrée, qui sait en vingt minutes leur articuler une allocation autour de « trois atomes », « trois principes », « quatre axes ».

Ils veulent tout savoir

Vient l'heure des questions. Ainsi confortés et mobilisés, les participants s'acharment. La stratégie du groupe au Brésil, au Japon, ils veulent tout savoir. Ils se prennent au jeu du petit actionnaire, protestent d'avoir été trahis dans leurs achats d'actions, jaloux des salariés du groupe, qui ont en droit à tout cela, contre dix seulement pour eux, et M. Beffa ne les apaisera pas en indiquant que lui-même, tout en possédant neuf cents actions, a subi la réduction ministérielle.

Il faut les freiner. Un membre d'une « association des petits porteurs de Saint-Gobain » voudrait qu'un administrateur laisse sa place à l'un des siens : réponse mitigée de la part du PDG, qui est « ouvert à une réflexion » à condition que le petit porteur en question « apporte également autre chose » au conseil d'administration que cette seule qualité. Une dans le platin de son titre de kilomètre « assez considérable » qu'elle a dû parcourir avant de trouver le siège de la Défense : sourire attendri à la table de la direction. Plus indiscret, on veut connaître les prévisions du groupe pour 1987 (« Les résultats devraient indubitablement marquer un progrès »), le rendement de l'action (« Dans la très bonne moyenne des sociétés comparables ») et, enfin, le coût de la réduction du Zénith. Le PDG ne révoque pas ce chiffre à ses actionnaires soucieux, mais les journalistes auront plus de chance avec ses services : 3 millions de francs, dont 2 millions pour la seule expédition des convocations d'actionnaires. Heureusement, M. Balladur a dispensé le groupe du timbre fiscal de 30 F par pouvoir envoyé par les actionnaires absents.

Pendant la pause pour le déjeûner des votes, les VIP se restaurant au buffet, et l'actionnariat populaire visite le Zénith, un sandwich à la main. Un actionnaire d'avant la nationalisation, expert du dividende et du coupon, ne se fait pas d'illusions : « Tout notre bénéfice sera englouti dans les frais de garde des banques. » Comme beaucoup, elle a pris aussi du Faribac. « Quatre actions autorisées seulement, c'est de la fumisterie. » Mais quelle moue à la seule évocation de TF1 : « Des gens qui peuvent se mettre en grève pour un oui ou pour un non ? Je n'ai pas confiance. »

CORINE LESNIES.

● Rectification. — Dans l'article « Faribac s'associe à la COMIT pour créer la première banque d'affaires en Italie » (le Monde du 28 février), il fallait bien entendu lire que le groupe français Faribac a été l'un des fondateurs de la COMIT en 1984 et non en 1986.

Selon la Banque mondiale

Le tiers-monde s'enlise dans la dette

Un certain désenchantement domine l'atmosphère du dernier rapport de la Banque mondiale sur les « tableaux de la dette ». L'idée de partage des sacrifices a fait son chemin depuis la fin de 1985. Mais si les gouvernements créanciers ou débiteurs et les organisations multilatérales ont fait leur part du chemin, les banques privées ont « durci leur résistance » aux appels à de nouveaux crédits permettant d'assurer le retour à la croissance des pays endettés. Ces derniers, confrontés à un endettement global de 1 045 milliards de dollars en 1986 et sans doute de 1 085 milliards en 1987, se voient condamnés à se « serrer la ceinture » une année de plus sans pour autant entrevoir « le bout du tunnel ».

Une situation décourageante pour les très nombreux pays engagés dans une politique d'assainissement économique souvent coûteuse en termes sociaux et politiques. Leurs efforts n'ont pas été payés de retour, puisque les cent neuf pays du tiers-monde convertis par l'étude de la Banque mondiale continuent de rembourser plus qu'ils ne reçoivent : ces « transferts négatifs nets » sont passés de 11 milliards de dollars en 1984 à 26 milliards en 1985 et sans doute 29 milliards de dollars en 1986.

Les désillusions de 1986 sont désormais bien connues. Les pertes encourues par les exportateurs de pétrole du fait de la chute du prix du

baril, environ 40 milliards de dollars, ont été deux fois plus élevées que les gains enregistrés par les pays du tiers-monde importateurs d'or noir. La croissance mondiale a été médiocre et la poussée de 4 % en volume du commerce mondial n'a pas suffi à compenser la baisse de 10 % des cours des matières premières hors énergie. Au total, les pays en développement ont connu une hausse de leur produit national brut limitée à 3,8 % en 1986 contre 4,6 % un an auparavant. L'Afrique fait figure, pour une fois, d'exception dans le bon sens avec une expansion de 4,9 % l'an dernier, un rythme supérieur à la croissance démographique pour la première fois depuis le début des années 80.

Concentration sur une poignée de pays

Tout n'a pas été négatif, bien sûr, pour les pays endettés. Les taux d'intérêt notamment ont baissé, la référence traditionnelle pour l'établissement des conditions de rééchelonnement d'échéances, le Libor (taux interbancaire de Londres) passant de 8 % à la fin de 1985 à 6 % un an plus tard. Parmi les créanciers, les banques ont réussi à limiter leurs risques. Pour les vingt-quatre premières banques américaines, leur engagement représentait en moyenne 210 % de leur capital en 1981, il est revenu à 147 % en 1985 et 118 % en 1986.

Croissance des créances extérieures

(en milliards de dollars)

	1980	1981	1982	1983	1984	1985 a	1986 b	1987 b
109 pays en développement	573	665	738	797	833	892	942	977
Dette à long terme	429	493	551	630	673	731	775	815
Dette de source publique	162	179	197	221	236	268	290	317
Dette de source privée	268	315	354	409	438	463	485	502
Dette à court terme (c)	134	158	168	137	126	124	118	160
Crédit FMI	77	83	86	93	96	100	103	108
Autres pays en développement (d)	59	58	60	67	68	74	77	83
Dette à long terme	17	18	20	17	20	23	24	25
Dette de source publique	42	40	40	50	48	51	53	58
Dette de source privée	18	24	25	25	27	25	25	25
Crédits FMI	0	1	1	1	1	1	1	1
Dette extérieure totale	650	748	824	890	929	992	1 045	1 085

(a) Chiffres préliminaires.
(b) Estimations pour 1986, projections pour 1987.
(c) Ces chiffres tiennent compte de quelque 45 milliards de dollars d'échéances à court terme, transformées en long terme lors de rééchelonnements décidés entre 1983 et 1986.
(d) A l'exclusion des exportateurs de pétrole à haut revenu.

BRÉSIL

Un plan Cruzado III pour lutter contre l'inflation

La prochaine mise en œuvre d'un plan Cruzado III pour réduire l'inflation, qui devrait être stabilisée en août prochain à 7 % par mois, a été annoncée le vendredi 27 février par un porte-parole du gouvernement brésilien à l'occasion du premier anniversaire du plan Cruzado d'austérité, lancé le 28 février 1986 par le président José Sarney.

« Pour le mois de février, l'inflation devrait s'établir à 11-12 %, soit une forte réduction par rapport à janvier », a indiqué le porte-parole. « Les nouvelles mesures en préparation ont deux objectifs : retrouver l'équilibre économique et provoquer une reprise de l'investissement dans le secteur privé », a-t-il précisé.

REPÈRES

SMIC

Revalorisation de 2,4 % au 1^{er} mars

Conformément à la règle fixée par la loi, le SMIC est revalorisé de 2,4 % à compter du 1^{er} mars, a annoncé le ministère des affaires sociales et de l'emploi le 27 février. Le taux horaire du salaire minimum passe de 26,92 F à 27,57 F pour la métropole et Saint-Pierre-et-Miquelon. Sur la base de trente-neuf heures de travail par semaine, le SMIC s'élève à 4 659,33 F en salaire brut par mois, contre 4 549,48 F.

Ce relèvement automatique du SMIC est provoqué par la hausse des prix constatée depuis la dernière revalorisation. Le seul de 2 % a été franchi avec l'annonce de l'indice définitif de 0,9 % pour janvier.

Le taux avait été revalorisé de 1,24 % le 1^{er} juillet dernier, en application de la loi qui prévoit deux augmentations annuelles, en octobre et en juillet. De janvier 1986 à janvier 1987, le SMIC a augmenté de 3,4 % contre une inflation de 2,1 %. Indique le ministère des affaires sociales et de l'emploi.

Commerce extérieur

Dégradation en Allemagne, au Japon et aux Etats-Unis

L'excédent commercial de l'Allemagne est revenu de 11,67 milliards de marks en décembre 1986, record absolu, à 7,2 milliards de marks en janvier 1987, un recul de 39 %. Il reste encore supérieur de 3,3 % par rapport à celui de janvier 1986.

Celui du Japon, pour le même mois de janvier, a chuté de près de moitié, passant de 10 milliards de dollars à 5,7 milliards (- 43 %).

La dégradation commerciale des Etats-Unis s'est établie à 14,8 milliards de dollars en janvier 1987, contre 12,7 milliards en décembre 1986 (chiffre révisé) et 15,4 milliards en novembre. Il semble donc que la baisse du dollar ait commencé à toucher les exportations allemandes et japonaises, sans améliorer les résultats de la balance commerciale américaine, toujours très déficitaire.

Prix

La flambée de janvier : + 0,9 % en France + 0,7 % aux Etats-Unis

Les prix ont augmenté en France de 0,9 % en janvier, a confirmé l'INSEE, le vendredi 27 février. Ils avaient augmenté de 0,1 % en décembre. C'est le plus mauvais résultat enregistré depuis juillet 1983. Sur les douze derniers mois, la hausse est de 3 %. En janvier, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,4 %, ceux des produits manufacturés de 0,8 % et ceux des services de 1,4 %. Parmi ces derniers, on note une hausse de 1,3 % des loyers, autant qu'en janvier 1986, et de 1,6 % des cafés, hôtels et restaurants, alors que ceux-ci n'avaient progressé que de 0,1 % au cours du même mois de l'année précédente. Les prix de l'énergie ont fortement progressé le mois dernier (+ 3,2 %) alors qu'ils avaient diminué de 2,9 % en janvier 1986. Le flou domestique à lui seul fait un bond de 18,4 % en janvier 1987 par rapport à décembre 1986.

Le mois de janvier a connu une poussée de l'inflation dans la plupart des pays industrialisés : 0,7 % aux Etats-Unis (la plus forte progression mensuelle depuis juin 1982), 0,4 % en RFA et Grande-Bretagne, 0,6 % en Belgique, en Italie et en Suisse. Mais les premiers résultats connus pour février font apparaître une décelération de la hausse des prix.

MARC PORTEY.

CGCT : dernières discussions avant la remise des propositions

On s'agitait encore beaucoup en fin de semaine autour du dossier de la privatisation de la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques), l'ex-filiale d'ITT nationalisée en 1982, quarante-huit heures avant le dépôt des dossiers des candidats à la reprise, lundi 2 mars au soir.

La remise des propositions constituera une nouvelle étape dans ce mouvement febrile. Jusqu'à présent, les pouvoirs publics ont jusqu'au 30 avril pour choisir entre les divers groupes en lice. Une décision qui aura demandé presque deux ans et aura particulièrement embarrassé les gouvernements successifs : à l'origine, il s'agissait d'introduire sur le marché français un second fournisseur de contrats téléphoniques face à la CGE. Mais cette opération est délicate, car elle suppose une alliance avec un groupe étranger (puisque n'y a plus d'autre fournisseur français que la CGE) et le respect de la loi de privatisation limitant à 20 % les prises de participations étrangères dans les entreprises à dénationaliser.

Actuellement, trois grands du téléphone dans le monde restent en compétition pour racheter la CGCT (estimée à 500 millions de francs), en association avec des partenaires français.

L'américain ATT, allié au néerlandais Philips, tient depuis le début la corde, soutenu par le ministère de l'Industrie et des P. et T. Il s'entourera, côté français, de la SAT et d'établissements financiers qui doivent impérativement être français pour ne pas dépasser la barre des 20 % du capital ouvert aux étrangers.

Mais l'allemand Siemens continue à fournir ses armes pour tenter de convaincre que son montage avec le français Jeumont-Schneider est le meilleur. A cette fin, les deux parties ont travaillé ces derniers jours à la CGCT, pour s'entendre vers le matériel électrique. En jouant ainsi à fond la carte européenne, on espère, chez Siemens, « faire la différence » face à ATT.

Enfin, le suédois Ericsson fait équipe avec Matra. Un partenaire de dernière heure pourrait les accompagner : M. Francis Bouygues. Cette hypothèse, qui ne fait l'objet d'aucun commentaire dans le groupe de la BTP, fait encore plus ressembler les hésitations autour de la CGCT aux empoignades sur la télévision.

F. V.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Devenlay candidat au rachat d'Emmence

Le groupe allemand Schiesser et le groupe français Devenlay sont candidats au rachat de l'entreprise Emmence. Le groupe Schiesser a pris une participation dans la société Emmence et posséderait déjà 95 % des actions de la société. Dans les deux cas, le rachat d'Emmence devra avoir l'aval des pouvoirs publics.

Reprise du travail à l'hôtel Prince-de-Galles

Plusieurs dizaines d'employés de l'hôtel Marriott-Prince-de-Galles (quatre étoiles luxueuses), situés avenue George-V à Paris, qui étaient en grève depuis le 25 janvier (le Monde du 31 janvier) pour obtenir une amélioration des conditions de travail ont cessé leur mouvement le 26 février.

Un arrêt de la cour d'appel de Paris

Les pharmaciens conservent le monopole de la vente des sucres de synthèse

La vente des édulcorants de synthèse, parfois appelés « sucres de régime » restera, au moins pendant quelque temps encore, le privilège des pharmaciens : la cour d'appel de Paris, présidée par M. Pierre Drai, vient en effet d'infirmer l'ordonnance rendue le 6 janvier dernier par M. Pierre Culié, juge des référés, qui refusait d'interdire au centre Leclerc de commercialiser le Sucrandel, un sucre synthétique fabriqué par la Société d'application et de recherche en pharmacologie phytothérapique - SARPP - (le Monde du 8 janvier).

L'instance avait été engagée par les établissements Searles, une société américaine dont la filiale française diffuse depuis 1965 le Candarel dans le réseau pharmaceutique (le Monde du 23 décembre). Ce produit étant soumis aux contraintes imposées par la loi aux

médicaments, notamment en matière de publicité, son fabricant s'est refusé à admettre l'arrivée d'un concurrent qui ne se plierait pas aux mêmes règles.

L'ordre national des pharmaciens était intervenu ensuite afin de tenter de maintenir la vente des « faux sucres » à l'intérieur du cercle des officines. Mais le juge des référés avait estimé que les édulcorants n'étaient pas des médicaments et ne pouvaient pas être rangés dans les produits alimentaires qu'une loi de 1902 destinée à protéger l'industrie betteravière, interdit de sucrer avec des substances synthétiques.

La cour n'a pas voulu se prononcer sur ce point, en déclarant qu'il ne lui appartenait pas, « statuant en référé, juge de l'évidence, de dire si le Sucrandel est ou non un médicament (...) ou s'il constituait un pro-

duit alimentaire ». Cependant, pour les juges d'appel, c'est l'habit qui fait le moine, car ils constatent que le Sucrandel est vendu « dans une présentation très proche de celle des médicaments », puisqu'il porte la mention « vente en pharmacie » et surtout, un avertissement concernant une possible intolérance pour le consommateur.

Ainsi, selon l'arrêt, la SARPP « s'est interdite elle-même l'usage d'un circuit commercial » et a mesuré d'interdiction « s'impose d'autant plus que la vente libre du Sucrandel à des consommateurs non éclairés est également de nature à provoquer des dommages pour leur santé ».

Ainsi la cour a interdit à la SARPP de céder son produit « à d'autres personnes que des pharmaciens » et aux sociétés du réseau Leclerc poursuivies de proposer ce

produit à sa clientèle. Chacune des interdictions étant assortie d'une astreinte de 1 000 F par infraction constatée.

Le mardi 24 février, M. Michel-Edouard Leclerc a indiqué qu'il formerait un pourvoi en cassation contre l'arrêt, et un procès pourrait être engagé devant les juges civils par les laboratoires SARPP. Mais, en attendant, M. Leclerc n'envisage pas de renoncer à la vente du Sucrandel, malgré les mesures d'astriction. Puisque ce sont les mentions portées sur l'emballage qui donnent au produit l'aspect d'un médicament, il affirme tout net qu'elles n'apparaîtront plus et que le consommateur sera ainsi privé d'une information tant réclamée par ailleurs.

MARC PORTEY.

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Où les banques ne risquent pas de se sucrer

La Havane répudiera-t-elle sa dette extérieure ou en limitera-t-elle le service ? On peut sérieusement se poser la question au vu des énormes difficultés économiques et financières auxquelles Cuba doit faire face. Si la dette étrangère cubaine, qui représente l'équivalent de 4,4 milliards de dollars, peut apparaître comme étant relativement modeste comparée à celle des grands pays latino-américains, une telle défection aurait un impact politique qui n'aurait pas les autres pays d'Amérique latine. Toute répudiation, totale ou partielle, de la dette étrangère cubaine aurait pour premier effet d'augmenter la dépendance de La Havane à l'égard de Moscou. Cette dimension politique est spécifique à Cuba.

S'ajoutant à celle du Brésil et du Pérou, alors que des réactions similaires de la part de l'Argentine et du Venezuela sont loin d'être exclues, toute défection cubaine porterait un coup supplémentaire à la crédibilité déjà fort compromise des banques commerciales internationales. Dans le cas de Cuba, ce seraient les banques européennes et japonaises qui seraient les plus affectées. Au moment où le secteur à taux variable du marché international des capitaux traverse une crise de confiance extrêmement grave parce que la quasi-totalité des émissions qui le composent proviennent des euro-banques emprunteuses dans des prêts à fonds perdus, toute réserve supplémentaire à l'égard de la solvabilité de leurs surfaces financières serait, c'est le moins qu'on puisse dire, des plus inopportunes.

La crise financière apparemment insurmontable dans laquelle se trouve de s'enfoncer la plus grande île des Caraïbes a pour origine une chute aussi spectaculaire qu'inattendue des recettes en devises fortes du pays. A la fin de l'an dernier, le montant net des réserves internationales de la banque centrale cubaine était tombé en dessous de 70 millions de dollars. La conjonction de facteurs économiques et monétaires internationaux sur lesquels Cuba n'a aucune prise et une politique économique intérieure totalement irrégulière sont les raisons de ce déclin.

La baisse des cours mondiaux du sucre et la diminution de la production sucrière dans l'île ont ramené à 275 millions de dollars les entrées en devises fortes en 1986, alors qu'elles avaient atteint l'équivalent de près de 1,1 milliard de dollars l'année précédente. Simultanément, la chute du prix de l'or noir a durablement affecté les recettes en devises provenant des exportations de pétrole soviétique. Cette-ci n'ont plus rapporté, l'an dernier, que la moitié des 375 millions de dollars gagnés en 1985. La chute du dollar a fait le reste : la dette extérieure cubaine est principalement libellée et servie en yens, deutschemarks et

autres devises européennes tandis que la majorité des exportations sont comptabilisées en dollars.

Les mesures prises par Fidel Castro pour empêcher la disparition des recettes en devises fortes de son pays ne sont pas convaincantes. La décision de réduire les importations cubaines à la limite de l'indispensable, de rationner encore davantage la population de l'île, d'abandonner la politique d'incitations matérielles au profit d'encouragements moraux et de revenir à une politique de centralisation des décisions économiques laisse rêver au moment où Moscou se livre à la plupart des pays européens de l'Est tentent d'introduire

des réformes à caractère libéral afin de rendre leur économie plus efficaces.

Pour toutes ces raisons, les négociations entre La Havane et ses créanciers occidentaux destinées à rééchelonner le remboursement et le service de la dette cubaine venant à échéance en 1986 et 1987 sont au point mort. Selon des sources diplomatiques généralement bien informées, le Club de Paris aurait, en janvier, esquissé une requête cubaine demandant la réouverture des négociations. En lieu et place, le Club aurait proposé d'envoyer au printemps une équipe d'économistes pour la tâche serait d'évaluer la situation économique du pays. Du coup, les négociations entre Cuba et ses banquiers occidentaux créanciers sont dans l'impasse.

La nouvelle ruée sur l'or

Peu convaincu que la réunion, le week-end dernier, du groupe des Six (ou des Six) soit concluante, ou craignant qu'elle ait été discrètement débouchée sur des accords d'intervention à des niveaux de parités nettement inférieurs à ceux présentement en vigueur, c'est-à-dire à un cours de 350 dollars/livre d'or, le marché international des capitaux affiche un scepticisme qui se reflète dans une activité réduite. La majorité des euro-banquiers estime que tout raffermissement du dollar ne peut être que temporaire.

Les autorités allemandes ont, une fois de plus, contribué à accroître la confusion des esprits en autorisant la Bundespost, emprunteur dont la qualité de la dette est égale à celle de la République fédérale elle-même, à lancer lundi au pair un emprunt sur dix ans de 2 milliards de deutschemarks avec un incroyable montant nominal de 6,25 %. Ce n'est certainement pas en attirant les investisseurs avec des taux d'intérêt élevés que la Bundesbank va aider à stabiliser le dollar !

Devant la persistante difficulté à se procurer directement des francs français à taux fixe, les emprunteurs de l'Hexagone continuent d'emprunter en dollars à partir d'émissions basées sur des swaps. C'est ce qu'a fait cette semaine le Crédit d'équipement aux petites et moyennes entreprises (CEPME). L'opération dirigée par la BNP et garantie par la République française s'élève à 125 millions de dollars. Sa durée s'étendra sur cinq ans. Elle sera émise à un prix de 101,25 et portera un intérêt annuel de 7,25 %. Les dollars à taux fixe seront, dans un premier temps, échangés contre des dollars à taux variable avant d'être finalement « swaps » en francs tricolores à taux fixe.

Pour se protéger contre l'incertitude des changes et le retour éventuel des pressions inflationnistes qui pourraient engendrer une politique monétaire plus souple du Fed, certains ont vu la ressource des

banques américaines éprouvées par la nouvelle crise de la dette latino-américaine, les investisseurs se reportent massivement vers le métal jaune. Le Crédit suisse en a fait l'heureuse expérience avec une émission sur dix ans de 200 millions de francs helvétiques qui verront le jour au pair avec un coupon attendu au alentour de 3 %. A chaque obligation de 4 000 francs suisses sont attachés dix warrants qui, ensemble, permettront au porteur d'acquiescer, jusqu'au 20 mars 1990, 100 grammes d'or à un prix de 2 315 francs suisses. Cela représente une prime de près de 16 % par rapport au cours du métal jaune le mercredi 25 février.

Si, toutefois, on veut bien considérer que, sans l'appât des warrants, le Crédit suisse aurait dû offrir un coupon de 4,625 %, la prime globale atteint 40 % ! C'est cher, même pour du métal de cette couleur. Les investisseurs, tout à leur ruée sur l'or, s'en sont souciés comme d'une guigne. Une heure après son lancement, l'émission avait déjà attiré des demandes excédant 300 millions de francs suisses !

Jed, c'était au tour de l'Américaine Citibank de proposer 10 000 warrants-or au prix de 1 050 francs suisses ou au prix de 430 dollars l'once d'entre eux donnera au porteur la possibilité d'acquiescer au cours des deux prochaines années 10 onces d'or au prix de 430 dollars l'once (correspondant à un prix de 2 126 francs suisses pour 100 grammes), soit une prime de 23,5 %. Cela semble encore onéreux. Il paraît beaucoup plus intéressant d'acquiescer le maximum des 43 500 actions de la BNP suisse qui vont être offertes en souscription du 6 au 12 mars. Non seulement elles accablent libellées en francs de la Confédération helvétique mais, en plus, elles auront l'avantage de prouver de l'un des plus beaux fleurons du premier groupe bancaire français.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVICES ET L'OR

Le dollar sous haute surveillance

Au lendemain de l'accord du groupe des Six, dit « accord du Louvre », ou « accord du Plaza-65 », (affirmé à celui du 22 septembre 1985 à New-York), le dollar s'est trouvé placé sous « haute surveillance », ses cours ne variant pratiquement pas d'une semaine à l'autre.

Les marchés des changes, il faut le dire, ont réagi avec calme et prudence. Les cours du dollar auraient littéralement « plongé » le lundi 23 février si l'accord du Louvre n'avait fait allusion qu'en termes vagues à la stabilisation des parités monétaires. Au lieu de cela, on le sait, les Six sont « convenus de coopérer étroitement pour promouvoir la stabilité des taux de change autour des niveaux actuels ».

Le soulagement était sensible, car les États-Unis acceptaient, enfin, de reconnaître que le recul du dollar était suffisant, du moins pour l'instant. Leurs représentants avaient, alors, de réclamer une baisse supplémentaire du « billet vert ». Ils allaient même, comme M. Richard Darman, secrétaire adjoint au Trésor, jusqu'à déclarer qu'une telle baisse pouvait ralentir la croissance économique dans le monde, et même aux États-Unis, où les prix et les taux d'intérêt s'orientaient alors à la hausse. Il ne croyait pas si bien dire.

A la veille du week-end, on apprenait que les prix de détail avaient augmenté de 0,7 % en janvier. Cette hausse, essentiellement, de la remontée des tarifs du pétrole. En outre, M. Volcker, président de la réserve fédérale, réaffirmait : « le dollar ne doit pas baisser ». Enfin, le ministre des finances japonais, M. Kiichi Miyazawa, déclarait que les Six avaient signé un « accord secret » sur les changes, prévoyant, sans doute, des interventions de la part des banques centrales, ce qu'a confirmé M. Volcker.

La crainte de telles interventions a, effectivement, pesé sur le marché tout au long de la semaine pendant

laquelle le dollar a évolué dans une étroite fourchette (1,82 DM = 1,84 DM), se retrouvant au même cours d'un vendredi à l'autre. La période sous revue a même été très calme, voire ennuyeuse, pour les opérateurs regardant leurs écrans d'ordinateurs fixes, ou presque. Il y avait simplement un peu d'agitation jeudi après-midi, avec l'annonce d'un recul de 7,5 % des commandes de biens durables aux États-Unis en janvier, le dollar revenant, fugitivement, à 1,8150 DM, pour remonter, imperturbablement, à 1,8250 DM.

Le scénario fut le même vendredi. En fin de matinée, la nouvelle d'une forte chute, en janvier, des excédents commerciaux de l'Allemagne (- 39 %) et du Japon (- 43 %) faisait monter un peu la devise américaine. Elle baissait derechef à l'annonce, en début d'après-midi, du déficit commercial des États-Unis pour le même mois de janvier, très attendu depuis le début de la semaine. Le déficit passant de 12,7 milliards de dollars en décembre (chiffre révisé) à 14,8 milliards. Comme les prévisions avaient porté sur 14 milliards tout au plus, il en résultait une certaine déception.

Mais après un repli fugitif, les cours du dollar retrouvaient leur niveau initial. Même scénario enfin, après la publication du chiffre de 0,7 % d'inflation aux États-Unis pour janvier 1987. Désormais, il n'y a plus de surprises. Les marchés restent sceptiques sur la solidité de l'accord du Louvre, et prévoient, après une période de stabilité, une baisse ultérieure de la devise américaine. M. Kaufman, le « gourou » de Wall Street, le voit à 1,40 yen et 1,70 DM en fin d'année, contre 153 yens et 1,82 DM actuellement.

La nouvelle lettre de conjonction d'Indonésie voit, également, le dollar retomber à 1,70 DM et 5,70 F, mais, au milieu de 1987, avec une reprise à 1,77 DM et 5,95 F au quatrième trimestre. En fait, l'accord du Louvre prévoit une stabilisation

« autour des niveaux actuels », ce qui pourrait impliquer certaines variations, dans une bande que de nombreux opérateurs voient s'étendre entre 1,70 DM et 1,90 DM, soit 5 % au-dessus et au-dessous de 1,80 DM.

Tout dépendra de l'évolution des banques commerciales. Aux États-Unis, l'amélioration tarde à se faire sentir. En Allemagne, ainsi qu'en Japon, le reflux de l'excédent semble engagé. En attendant, les opérateurs ne semblent pas encore disposés à vendre du dollar.

En France, les choses semblent aller mieux, en dépit du chiffre de l'inflation pour janvier (+ 0,9 %). Il est vrai que, en Allemagne, on a fait + 0,4 % le même mois. Pour février, les prix n'auraient augmenté que de 0,1 % outre-Rhin, et il est plausible que en France, la hausse ne soit que de 0,5 % pour ce même mois. Pas trop de surprises donc. En conséquence, le cours du mark à Paris glisse doucement pour s'installer en dessous de 3,33 F. La Banque de France en profite pour racheter des marks, afin de rembourser ceux qu'elle doit à la Bundesbank. Elle a récupéré environ 2 milliards de marks la semaine dernière et plus de 2 milliards cette semaine, ce qui freine un peu la hausse de la devise allemande à Paris.

Avec la stabilisation du dollar, c'est le retour au calme qui s'effectue au sein du système monétaire européen. Il n'est plus avantageux de se retrouver investi en marks à trois ou six mois à des taux inférieurs à 4 %, alors qu'on obtient plus de 8 % à Paris. C'est pourquoi l'argent rentre en France. Il était temps...

FRANÇOIS RENARD.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 23 AU 27 FÉVRIER

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACES	Livre	\$/DM	Franc suisse	Franc suisse	D. mark	Franc suisse	Yen	Lire italienne
London	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250
New-York	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250
Paris	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250
Zurich	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250
Frankfurt	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250
Berlin	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250
Ambsterdam	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250
Milan	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250
Tokyo	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250	1,8250

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 27 février, 3,9719 F contre 3,9576 F le vendredi 26 février.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Enfin la décrue !

Est-ce l'ultime tension, nous demandons-nous la semaine dernière, en observant des taux supérieurs à 9 % sur le marché interbancaire, en fin de période il est vrai, pour les réserves des banques ? L'argument était que, au cas où le groupe des Six parviendrait à un accord sur la stabilisation des monnaies, les tensions sur le mark s'apaiseraient au profit du franc et la Banque de France pourrait alors manier moins durement l'arme des taux d'intérêt pour défendre la devise française.

Et bien ! il semble que ce schéma soit en voie d'application. Le dollar ne baisse pas, et le franc se porte mieux (voir ci-dessus). Même si la Banque de France n'a pas encore donné d'indications précises sur son attitude, se bornant, lundi, à maintenir son taux de 8 % sur son adjudication périodique, le marché, un peu « assé » sans doute, a anticipé cet assouplissement en ramenant, vendredi, le loyer de l'argent au jour le jour au-dessous de 8 %, pour la première fois depuis le début de l'année.

Ce mouvement s'est effectué en dépit de l'annonce d'une hausse des prix de 0,9 % en janvier, événement qui avait anticipé, car les cours en tenaient déjà compte. La nouvelle, assortie de prévisions sur les mois suivants et l'année 1987 tout entière, pour laquelle l'inflation serait de 2,5 % selon le gouvernement et de 3 % selon l'INSEE, a plutôt rassuré les opérateurs. Certains d'entre eux redoutaient un chiffre de 4 % à 5 %.

Du coup, la Bourse des valeurs a fait un bond (voir d'autre part), et le MATIF, qui se traitait depuis le début de la semaine aux environs de 105,50 sur toutes échéances, s'est réveillé à partir de jeudi, les cours passant même, vendredi, le cap des 106 pour s'inscrire à 106,40, près

d'un point de plus en huit jours. Sur le marché secondaire, les rendements ont aussi baissé, revenant de 8,91 % à 8,83 % sur les emprunts d'État à plus de sept ans, de 9,10 % à 8,95 % pour ceux de deux à sept ans, selon les indices Paribas. Seul le secteur public est resté coincé à 10,12 %, mais on relève, dans ce secteur, un freinage très net.

Avec des perspectives un peu plus sereines, et avec toute la prudence décelable, tant les déceptions ont été nombreuses ces derniers mois, les affaires reprennent un peu. Depuis quinze jours déjà, les observateurs avisés estimaient que les cours pratiqués constituaient des cours d'achat, et il semble qu'ils commencent à avoir raison. N'a-t-on pas vu, cette semaine, des achats étrangers importants en bons du Trésor, dont, à l'extérieur, on juge les rendements élevés à l'échelle mondiale, avec peu ou pas de risque de change à l'heure actuelle. Sur la place, ces mêmes observateurs avisés se hasardaient à prévoir des rendements de 8 % en fin d'année sur les emprunts d'État, peut-être même moins.

Sur le marché primaire, en tout cas, c'est vraiment le réveil. Cette semaine, plus de 10 milliards de francs d'émissions ont été lancées. L'accueil a été généralement satisfaisant. Le Crédit foncier a ouvert le feu avec des emprunts totaux de 4,5 milliards de francs, sous la direction d'Indonésie, du Crédit agricole et du Crédit lyonnais. Cette émission a pour but de créer un « gisement » d'obligations 7,50 % 1987-2001, en offrant un échange avec les 5 milliards de francs d'obligations 7,50 % 1986-2001 émises en juillet 1986.

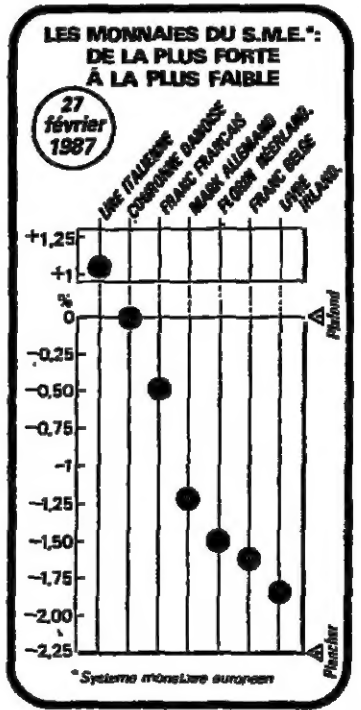
A cet effet, le Crédit foncier lance une tranche de 1 milliard de francs à taux fixe de 7,50 %, émis à

90 % du pair (soit un rendement réel de 9,33 %) et assorti de bons d'échange pour des obligations 7,50 % 1986-2001. Une deuxième tranche de 3,5 milliards de francs (dont 1 milliard en placement restreint), à taux variable TME (indexation sur ceux des emprunts d'État), également avec bons d'échange pour les fameux titres 1986-2001. L'accueil a été bon pour la tranche à taux variable, moins bon pour celle à taux fixe, mais il se pourrait que l'intérêt se réveille pour cette dernière.

La Caisse centrale de coopération économique s'est présentée avec un emprunt de 1,5 milliard à taux fixe de 8,80 % nominal, émis à 96,30 %, soit un rendement réel de 9,28 %, avec, naturellement, un bon pour l'échange, du 15 décembre 1987 au 15 janvier 1988, contre des obligations à taux variable TME. Là aussi, l'accueil a été bon. Signalons que la Société générale s'est engagée, à assurer la cotation régulière de cet emprunt, jouant le rôle de market-maker, comme elle le fait pour le dernier emprunt d'EDF.

Enfin, le Crédit lyonnais a levé 2 milliards de francs, en deux tranches de 1 milliard de francs. La première, à taux fixe de 9 %, est émise à 95,64 % du nominal, soit un rendement réel de 9,60 %. La seconde, à intérêt payé trimestriellement, est à taux variable TEB (taux d'escompte moyen pondéré des bons du Trésor à treize semaines) : un vrai « papier de banque ». Si cette tranche à taux variable a été bien accueillie, surtout le premier jour, car les gérants de SICAV redoutent un peu son instabilité, la surprise est venue de la première tranche. Malgré son taux fixe, elle connaît un très vif succès, car 9,60 %, c'est bon à prendre. C'est ce que les clients du réseau Crédit lyonnais ont pensé.

F. R.



LES MATIÈRES PREMIÈRES

Le maïs dans un champ précaire

Réunis en début de semaine à Washington, dans le cadre de l'accord céréalière quinquennal qui les lie depuis 1983, Américains et Soviétiques ont paru trouver un terrain d'entente. Comme témoignage de leurs bonnes dispositions, les représentants de Moscou, conduits par M. Malkevitch, premier ministre adjoint pour le commerce extérieur, ont négocié l'achat de 1 à 1,5 million de tonnes de maïs des États-Unis. Si les cours à Chicago ont peu réagi à l'annonce, le 26 février, à 145 cents par boisseau (1), - cette nouvelle marque une pause, sinon un point final, au contentieux céréalière qui opposait les deux pays.

L'été dernier, les Soviétiques avaient boudé les offres américaines de blé « subventionnées », estimant que la ristourne proposée était insuffi-

fisante. Alors que l'accord de 1983 repose sur l'engagement de Moscou d'acheter, chaque année, au moins 9 millions de tonnes de céréales (dont un minimum de 4 millions de tonnes de blé, et de 4 millions de tonnes de maïs), les dirigeants soviétiques ne respectaient plus les clauses prévues.

Pour la campagne 1985-1986, terminée le 1^{er} juillet dernier, ils avaient acheté 6,8 millions de tonnes de maïs, mais à peine 140 000 tonnes de blé, au grand dam des Américains. En représant ses achats de maïs, après neuf mois d'interruption, Moscou semble vouloir revenir à un respect plus orthodoxe de ses engagements, y compris sur le blé.

La situation du maïs sur les marchés n'en reste pas moins précaire. Le stock américain, qui pesait déjà 100 millions de tonnes à l'issue de la dernière campagne, représentera, selon les révisions américaines, 145 millions de tonnes en juillet prochain. Les anticipations de récoltes seulement moyennes en Argentine et en Afrique du Sud ne sont pas de nature à doper les cours. La volonté chinoise de réduire à 1,5 million de tonnes (contre 2,5 millions de tonnes initialement programmées) ses livraisons au Japon n'a pas, là non plus, de conséquence nettement positive sur les prix.

Quant au récent accord américain-européen, qui donne de fait aux États-Unis la possibilité d'échelonner chaque année (pendant quatre ans) 2 millions de tonnes de maïs dans la CEE (en compensation à son élargissement), il n'a pas favorisé les cours. Pas plus que l'obtention par les Douze d'un droit d'exporter 500 000 tonnes de maïs vers les pays tiers (Maroc, Tunisie, Chypre, Scandinavie et RDA).

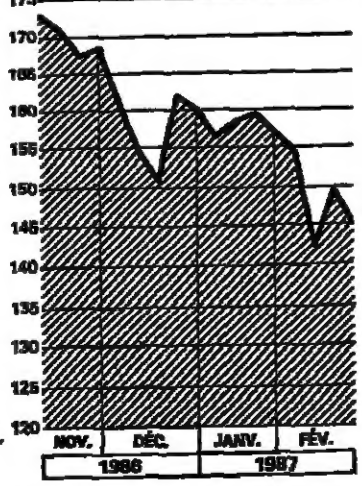
Le marché est trop pléthorique pour réagir à la perspective de flux

potentiels aussi modestes (même s'ils paraissent démesurés aux producteurs français...).

Enfin, la consommation animale de maïs tend à reculer au profit du blé. La même substitution s'opère actuellement dans la fabrication d'amidon. Autant dire que le maïs a encore des obstacles à surmonter avant de trouver une nouvelle

LE MAÏS À CHICAGO

(en cents par boisseau de 56 lbs)



vigueur. Sur ce terrain miné, Américains et Européens affichent la même impuissance. Elle est à la mesure de la bataille qu'ils se livrent pour limiter les dégâts chez leurs agriculteurs respectifs, sous l'œil intéressé du gros consommateur que reste Moscou. Le 27 février, des rumeurs faisaient état d'un nouvel achat des Soviétiques de 1 million de tonnes de maïs américain.

ÉRIC FOTTONINO.

(1) Un boisseau de maïs = 25,4 kilos.

PRODUITS	COURS DU 27-2
Café (Londres)	920,5 (- 8) Livres/tonne
Aluminium (Londres)	851 (+ 4) Livres/tonne
Nickel (Londres)	2 469 (- 33) Livres/tonne
Soie (Paris)	1 290 (+ 12) Francs/tonne
Café (Londres)	1 542 (+ 27) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 857 (+ 7) Dollars/tonne
Bé (Chicago)	282,75 (- 6) Cents/boisseau
Maïs (Chicago)	147,25 (- 2,25) Cents/boisseau
Soja (Chicago)	141,40 (- 3,50) Dollars/courts

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 États-Unis : le remplacement de M. Donald Regan. — Argentine : les poursuites contre les violations des droits de l'homme. 4 Italie : la crise gouvernementale et le mandat d'arrêt contre Mgr Marchisano.	5 Après les déclarations de M. Pasqua : « il n'y a pas de limite à la démocratie », déclare M. Bérégovoy. RÉGIONS 12 Dans le Nord : les bons champions de Combes.	6-7 Le surprenant réquisitoire de l'avocat général au procès de Georges Ibrahim Abdallah. 7 L'immigration dorée à Paris.	8 Photo : Vu, au centre de la Vieille-Charité à Marseille. — Théâtre : la saison à Berlin. COMMUNICATION 9 L'offensive des publicitaires contre Havas.	13 CGCT, Saint-Gobain : la mise en œuvre de la privatisation. — Le tiers-monde s'enlise dans la dette. 14 Revue des valeurs. 15 Crédits, changes, grande marchés.	Carnet 11 Météorologie 11 Mots croisés 11 Spectacles 10 DATES 21 Il y a vingt-cinq ans en Birmanie, Ne Win prend le pouvoir.	• Les dossiers « chauds » du Monde. • Les informations 24h/24h. • Les points forts de la semaine. • Jeu : Gagnez le Monde. Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télématik, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE

Le mécontentement paysan se traduit par des manifestations

En Allemagne...

BONN
de notre correspondant

Les propositions de la Commission de Bruxelles en matière de prix agricoles ont attisé le vent de révolte qui souffle chez les agriculteurs allemands. Alors que les manifestations deviennent de plus en plus fréquentes, ce mouvement de protestation échappe aux dirigeants du syndicalisme agricole, ouvertement accusés d'être acquiescés avec le gouvernement.

Après Aix-la-Chapelle et bien d'autres villes ouest-allemandes, le 26 février, dans les rues de Hanovre, capitale de la Basse-Saxe. Pour la deuxième fois en l'espace d'une semaine, le ministre fédéral de l'Agriculture, M. Ignatz Kiechle, mais également le président de l'Union fédérale des agriculteurs ouest-allemands, M. Constantin von Heereman, ont été brûlés en effigie sur la place publique.

Les colères de M. Kiechle, qui a qualifié, mardi, les propositions de la Commission de « véritable dévotion de guerre » à l'agriculture ouest-allemande, ne suffisent plus désormais à calmer les esprits.

Au contraire, la puissante Union fédérale des agriculteurs se voit contestée sur sa droite et sur sa gauche par des groupes qui font de la surenchère. Les thèses défendues par les Verts, devenus ces dernières années extrêmement actifs dans le secteur, rencontrent de plus en plus d'échos dans certaines régions, notamment chez les jeunes agriculteurs.

H. de B.

en France...

Plusieurs centaines de producteurs de porcs ont manifesté, le vendredi 27 février, en Bretagne, à

l'appel de la FDSEA et du CDJA et avec le soutien de la Fédération nationale porcine (FNP), contre la baisse des cours du porc. Toutes les actions, qui étaient presque terminées en fin d'après-midi, se sont déroulées sans incident.

Dans le Finistère, une quarantaine d'agriculteurs ont bloqué le train Paris-Brest en gare de Landivisiau, ainsi que le passage à niveau de Rosperduz. D'autres ont bloqué pendant deux heures l'aéroport de Brest-Guipavas. Dans ce département, mais aussi dans les Côtes-du-Nord et en Ile-et-Vilaine, des manifestations, au volant de leurs tracteurs, ont mené sur les principaux axes routiers des « opérations encartot ». A Rennes, en Ile-et-Vilaine, ils ont amené, en début d'après-midi, à la préfecture un camion de jambons dans lequel ils avaient intercepté dans la nuit au passage autoroutier de La Gravelle (Mayenne). Le camion, qui devait assurer une livraison à Loudéac (Côtes-du-Nord), a repris la direction de Paris.

La FNP, jugeant la situation « intenable » pour les producteurs, invite « tous les partenaires de la filière à faire preuve de solidarité pendant la période de redressement conjoncturel et durable du marché, dans lequel l'État doit assumer aussi ses responsabilités ».

en Espagne

Plusieurs milliers d'agriculteurs espagnols ont, depuis jeudi 26 février, interrompu la circulation sur des routes nationales avec leurs tracteurs, dans le centre et l'est du pays, pour protester contre la politique agricole du gouvernement. Ils demandent notamment le renforcement du contrôle des importations agricoles et de meilleures prestations sociales.

Ces manifestations devaient se poursuivre vendredi et samedi. — (AFP.)

«Tête de Turc»

Thyssen dénonce ses contrats avec 18 agences de travail intérimaire

Duisburg. — Sous l'influence des dénonciations du journaliste Günter Wallraff, le géant ouest-allemand de la sidérurgie Thyssen a dénoncé ses contrats avec dix-huit agences de travail intérimaire employant dans des conditions déplorables d'insécurité des travailleurs immigrés dans sa zone industrielle de la Ruhr, a annoncé vendredi 27 février la firme à Duisburg (ouest de la RFA).

Dans un best-seller, Tête de Turc, le journaliste Günter Wallraff avait dénoncé les conditions inhumaines de travail aux usines Thyssen. Déguisé en travailleur turc, il avait été embauché par une de ces firmes d'intérim qui travaillent pour la sidérurgie allemande.

Lundi 23 février, un tribunal avait condamné l'écrit à supprimer de Tête de Turc deux passages à la demande de Thyssen. Mais le tribunal avait donné raison à Günter Wallraff dans cinq autres cas dans lesquels l'écrit dénonçait des manquements à la sécurité dans la zone industrielle de Thyssen. — (AFP.)

Le syndicat CGT de Renault-Billancourt condamné à 700 000 francs d'amende. — Le tribunal d'instance de Nanterre (Hauts-de-Seine) a, le jeudi 26 février, condamné le syndicat CGT de l'usine Renault-Billancourt à une amende de 700 000 francs pour des faits qui remonteraient au 29 août 1985 (le Monde du 30 août 1985).

Alors engagé dans une opération de guérilla pour maintenir la mobilisation au mois d'août, le CGT avait emprunté une cinquantaine de véhicules au centre Renault de Gennevilliers pour les amener aux Champs-Élysées. L'objectif était de dénoncer la fabrication en Espagne et en Belgique de modèles vendus en France. Cette action avait provoqué un vif émoi et avait été désapprouvée. Le gouvernement et la direction de la région Renault avaient engagé des poursuites judiciaires contre des actions jugées comme des « actes de délinquance ».

A B C E F G H

Pas d'accord salarial pour 1987 dans les banques

Il n'y aura pas d'accord salarial pour 1987 dans le secteur bancaire. La deuxième séance de négociations, le vendredi 27 février, entre les syndicats et la délégation patronale de l'Association française des banques (AFB), a duré moins d'une heure et s'est conclue par une rupture.

L'AFB a décidé d'appliquer unilatéralement ses dernières propositions d'une augmentation générale de 1,7 % en glissement, correspondant aux propres choix du gouvernement pour la fonction publique. Le calendrier cependant est légèrement modifié : la première hausse de 1 % interviendra le 1^{er} mai et non le 1^{er} juin ; la seconde, de 0,7 %, sera appliquée à partir du 1^{er} décembre et non du 1^{er} novembre. Cela « entraîne une évolution de la masse salariale de 0,03 % ». C'est ridicule », a estimé Force ouvrière. Le SNB-CGC a dénoncé « cette manœuvre de négociations », et tous les syndicats ont refusé de signer. « L'AFB n'est plus en mesure de jouer son rôle de partenaire social », a déclaré la CFTC.

La réaction syndicale est d'autant plus vive que cette négociation, sur une base inchangée, intervenait deux jours après la révision des prévisions d'inflation, estimée à 2,4 % par le ministère de l'Économie et des Finances. La CGT a appelé à une grève pour le 6 mars. La CFTC rencontra, le 2 mars, le SNB-CGC et PO pour envisager une éventuelle réaction.

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

Combien d'astronautes sont morts dans l'explosion de la navette Challenger ?

Le Monde info

CHINE : révélations sur la crise politique

Les « erreurs » de M. Hu Yaobang

Un document officiel du Parti communiste chinois, destiné à l'information interne de tout l'appareil, et qui vient d'être l'objet d'une fuite soigneusement organisée auprès de la presse étrangère à Pékin, apporte d'importantes précisions sur la crise qui a brutalement frappé la direction chinoise le mois dernier. Ce document, qui porte le numéro trois dans la succession des textes émis par le parti depuis le début de l'année, a été lu aux correspondants de l'AFP, du Washington Post et de l'agence japonaise Kyodo, par un responsable du parti.

L'ancien chef du PC, M. Hu Yaobang, limogé le 16 janvier, y est accusé de six « erreurs », dont celle d'avoir été lui-même à l'origine de la contestation étudiante qui avait touché toutes les grandes villes en Chine en décembre, avec des manifestations réclamant une démocratisation du régime. Ces accusations figurent dans un rapport de M. Bo Yibo, un vétéran du parti, prononcé devant la session « élargie » du bureau politique qui a entériné la démission de M. Hu. Ce dernier est accusé d'avoir « encouragé les éléments actifs qui prônaient la libéralisation bourgeoise » contre laquelle le régime fait aujourd'hui campagne, ce qui « a jeté les bases de l'agitation étudiante ».

Autre critique, liée à la première : l'ancien secrétaire général favorisait la réputation du « gauchisme » passé du régime sans se défier du « droitisme ». S'il semble difficile de faire porter sur le seul M. Hu le poids de cette accusation, ce n'est pas moins pour la suivante : on lui reproche aujourd'hui d'avoir couru pour une croissance économique trop rapide et d'avoir donné la priorité à la consommation, ce qui a produit de « sérieux déséquilibres » dans l'économie chinoise. Le parti l'accuse enfin d'avoir manqué à la discipline collégiale, de s'être mon-

URSS

Comment M. Michel Noir peut-il être ministre ? se demande l'agence Tass

Moscou. — L'agence Tass a violemment stigmatisé, vendredi 27 février, les déclarations du ministre du commerce extérieur, M. Michel Noir, selon qui la libéralisation annoncée en URSS est « une duperie » (le Monde du 27 février).

Commentant, dans une dépêche datée de Paris, l'interview accordée par le ministre à l'hebdomadaire Paris-Match, l'agence s'interroge : « Comment un homme affichant un tel point de vue peut-il remplir ses obligations de ministre, qui consistent précisément à développer la coopération économique et à entretenir le dialogue avec les autres pays ? »

« Le ministre est bien obligé, de par ses fonctions, de rencontrer et de mener des pourparlers avec les responsables du com-

MADAGASCAR

Violentes émeutes à Antsirabe

De violentes émeutes, visant particulièrement la communauté indonésienne, ont éclaté, dans la nuit de jeudi 26 à vendredi 27 février, à Antsirabe, une importante localité industrielle, située à environ 150 kilomètres au sud de Tananarive. Les magasins et les villas appartenant aux commerçants indiens de la localité ont été systématiquement pillés et saqués. Les émeutes, qui auraient fait des



blessés, se sont poursuivies vendredi, le calme revenant peu à peu à la suite de l'intervention des forces de l'ordre. Un couvre-feu qui n'a pas été officiellement annoncé avait été instauré.

D'autre part, des échauffourées entre étudiants et forces de l'ordre ont eu lieu vendredi matin à Tananarive, dans un quartier proche du campus universitaire. — (AFP.)

L'arrêt de TV 6 samedi à minuit

Course d'obstacles pour la nouvelle sixième chaîne

Avant la disparition, le samedi 28 février à minuit de TV 6, une manifestation devrait rassembler à 15 heures sur les Champs-Élysées, les partisans de la chaîne musicale : de jeunes téléspectateurs, des artistes, mais aussi des militants des mouvements de jeunesse des partis politiques de gauche (PS, PC, MRG) ou de la majorité (CDS et Jeunes giscardiens). Les associations Allons-enfants de l'ancien ministre socialiste Jack Lang, et Plus jamais ça, ainsi que le comité de soutien à Radio 7 (une station de l'audiovisuel public fermée vendredi 27 février), étaient conviés à se joindre à la marche de protestation, tandis que d'autres défilés étaient prévus en province. Pendant ce temps, les responsables de la chaîne appelée à succéder à TV 6, dimanche 1^{er} mars, à 11 h 15, devaient se livrer à une course d'obstacles.

Restait alors le problème signifiant des clips pour une chaîne contrainte par son cahier des charges de diffuser 40 % de musique. Les responsables de la chaîne demandaient les mêmes conditions de prix de diffusion que TV 6, chaîne musicale, soit 850 F pour un passage. Les producteurs voulaient allouer M 6 sur les tarifs des chaînes « généralistes » de service public : 4 000 F pour une diffusion. Les deux parties se sont donné quinze jours pour trouver un accord.

P.-A. G.

Joëlle Aubron serait la meurtrière de Georges Besse

Trois des témoins du meurtre de Georges Besse, confrontés à Joëlle Aubron et Nathalie Ménigon, auraient reconnu dans la première l'auteur des coups de feu contre Georges Besse et dans la seconde la jeune femme qui était « en couverture ».

Parmi ces témoins, figure la locataire d'un immeuble voisin de celui de l'ancien président-directeur général de la Régie Renault, boulevard Edgar-Quinet à Paris (14^e), à laquelle Nathalie Ménigon avait crié : « Toi, c'est toi ! ».

D'autre part, des enquêteurs de la police judiciaire de la République fédérale d'Allemagne (BKA) ont passé l'après-midi du vendredi 27 février au quai des Orfèvres. Ils seraient notamment intéressés par les documents relatifs à l'unité d'action contre l'Action directe et la Fraction armée rouge, amenée le 15 janvier 1985 par un texte commun aux deux organisations.

Enfin, M. Pierre Devouassoux, âgé de soixante-dix ans, le propriétaire de la femme de Virgile-Louis (Loiret), dans laquelle vivraient les quatre militants d'Action directe, a été entendu par la brigade criminelle dans la soirée de vendredi. M. Devouassoux, qui se trouvait en vacances aux sports d'hiver, lors de l'arrestation de Jean-Marie Rouillon, Nathalie Ménigon, Joëlle Aubron et Georges Cipriani, a été interrogé sur les circonstances dans lesquelles il a loué en 1984 sa ferme à un certain Eric Derail, petit d'emprunt de Jean-Marie Rouillon.

M. Paul Nizet, conseiller de la défense auprès de M. Rougan, sera reçu, lundi 4 mars, au Quai d'Orsay. — M. Jean-Bernard Rainmond, ministre des affaires étrangères, recevra, lundi 2 mars, M. Paul Nizet, conseiller spécial de M. Rougan en matière de défense, et Richard Paris, secrétaire du secrétaire américain de la défense, MM. Nizet et Paris, actuellement en tournée dans les capitales européennes, informèrent le Quai des problèmes liés au déploiement du bouclier spatial américain (initiative de défense stratégique, IDS) et de l'interprétation faite par Washington du traité soviéto-américain sur les défenses antissiles ABM. — (AFP.)

Une succursale de la Deutsche Bank à Strasbourg. — Le plus grand établissement de crédit ouest-allemand, la Deutsche Bank AG, a ouvert à Strasbourg sa deuxième succursale en France, après celle de Paris, ouverte en 1977. Cette succursale servira par un personnel réduit, pour l'instant, à cinq personnes, doit permettre à la banque de « mieux soutenir les quelques quatre cents filiales d'entreprises allemandes installées en Alsace-Lorraine, mais aussi les entreprises françaises souhaitant s'implanter en RFA », a expliqué M. Hinner Koppen, membre du directoire de l'établissement allemand.

Le numéro du « Monde » daté 28 février 1987 a été tiré à 477 261 exemplaires.

Le Monde sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

Les points « chauds » de la semaine.

36.15 TAPEZ LEMONDE

الشرق الأوسط